UCLouvain

PSAD
ÉCOLE DES SCIENCES
POLITIQUES ET SOCIALES

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Critique du système néolibéral et de l'héritage dictatorial par le mouvement social chilien de 2019-2020

Auteure : Louise Jaaques
Promotrice : Emmanuelle Piccoli
Lectrice : Isabel Yépez Del Castillo
Année académique 2019-2020
Master en sciences de la population et du développement

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux,...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Louvain-la-Neuve, le 17/08/2020

Remerciements

Je remercie ma promotrice Emmanuelle Piccoli pour son suivi tout au long de mon parcours, ses conseils judicieux, sa patience par rapport à ma tendance à la prolixité, sa sollicitude lors de mon séjour au Chili en pleine pandémie et son ouverture quant au changement de sujet de mémoire.

Merci à Laura Martínez de Aguirre Beltrán de Salazar pour son aide dans la retranscription des entretiens.

Ma reconnaissance s'adresse également à tous les étudiants qui ont accepté d'être interviewés et qui ont partagé leur expérience avec sincérité.

Ma reconnaissance s'adresse plus généralement au peuple chilien qui m'a chaleureusement accueillie. Je souhaite de tout cœur aux Chiliens que leurs revendications aboutissent.

Je tiens également à remercier mes parents qui m'ont toujours soutenue dans tout ce que j'ai entrepris et qui m'ont permis de réaliser mon échange et mon terrain à Santiago.

Table des matières

Introduction 1
Chapitre 1 : Méthodologie 3
1.1. Revue de littérature 3
1.2. Enquête de terrain 3
1.2.1. Avant le terrain 3
1.2.2. Vie quotidienne 4
1.2.3. Stage 4
1.2.4. Manifestations 5
1.2.5. Graffitis 5
1.2.6. Instagram 6
1.2.7. Entretiens 6
1.2.7.1. Population 6
1.2.7.2. Grille d'entretien 7
1.3. Analyse 7
1.4. Apport à la théorie des mouvements sociaux 7
1.5. Retour réflexif 7
Chapitre 2 : Revue de littérature 9
2.1. Théories des mouvements sociaux 9
2.1.1. Définition 9
2.1.2. Prémisses 9
2.1.3. Étude des comportements collectifs 9
2.1.4. Le paradigme individualiste et la théorie du choix rationnel 11
2.1.5. La théorie des nouveaux mouvements sociaux 11
2.1.6. La théorie de la mobilisation des ressources 13
2.1.7. Les cadres de l'action collective 14
2.1.8. Altermondialisme 15
2.1.9. Alteractivisme 16
2.2. Histoire des luttes étudiantes 18
2.3. Mouvements étudiants depuis 2010 19
2.3.1. Analyse du fond 19
2.3.2. Analyse de la forme 23
2.3.3. L'analyse micro 26
2.3.4. L'analyse macro 27
2.4. Histoire des luttes étudiantes chiliennes 28
2.4.1. La révolution des Pingouins 28

2.4.2. L'hiver chilien 29
2.4.3. Le mouvement féministe 31
Chapitre 3 : Évolution historique de la politique chilienne de 1970 à nos jours 32
3.1. Présidence d'Allende : 1970-1973 32
3.2. Chicago boys 33
3.3. Coup d'État et dictature de Pinochet : 1973-1988 33
3.3.1. Transformation du modèle économique 33
3.3.2. Pensions 34
3.3.3. Santé 34
3.3.4. Éducation 35
3.3.5. Violation des droits humains 35
3.3.6. Services sociaux visant le ralliement des couches les plus pauvres 36
3.3.7. Conséquences et héritage de la dictature 36
3.4. Transition : 1988-1990 37
3.5. Gouvernement de la Concertation : 1990-2010 38
3.5.1. Gouvernement de Patricio Aylwin : 1990 – 1994 38
3.5.2. Gouvernement d'Eduardo Frei : 1994 – 2000 39
3.5.3. Gouvernement de Ricardo Lagos : 2000 – 2006 39
3.5.4. Gouvernement de Michelle Bachelet : 2006 – 2010 39
3.6. Gouvernement de Sebastián Piñera : 2010 – 2014 41
3.7. Gouvernement de Michelle Bachelet : 2014 – 2018 41
3.8. Gouvernement de Sebastián Piñera : 2018 - ? 42
Chapitre 4 : Chronologie des événements 43
Chapitre 5 : Système néolibéral 54
Chapitre 6 : Analyse 60
6.1. Système néolibéral 60
6.2. Inégalités 65
6.2.1. Éducation 66
6.2.2. Santé 70
6.2.3. Retraites 72
6.3. Déception et méfiance envers la politique 74
6.3.1. Les étudiants : une nouvelle génération au cœur du changement 79
6.3.2. Réveil ou politisation de la société chilienne 80
6.3.3. Regroupement des luttes sous une demande fondamentale de dignité 81
6.3.4. La solidarité au cœur du mouvement 83
6.3.5. Revendication pour une démocratie élargie 84
6.4. Mécanismes de protection du système néolibéral chilien 85

6.4.1. La Constitution de 1980 85
6.4.2. Propagande contre le mouvement et en faveur du système néolibéral 87
6.4.3. Faille de la mémoire 90
6.4.4. Médias 94
6.4.5. Forces de l'ordre et forces armées 96
6.4.5.1. Perception des forces de l'ordre et des forces armées par les manifestants 100
6.5. Opinion des manifestants par rapport à la violence du mouvement 102
Chapitre 7 : Apport de l'analyse à la théorie des mouvements sociaux 106
Conclusion 111
Bibliographie 116
Annexes 134

Introduction

Le mouvement social chilien qui a débuté en octobre 2019 est un sujet qui me tient particulièrement à cœur. Dans le cadre de mon master en sciences de la population et du développement, j'ai réalisé un échange universitaire de août à décembre 2019 à Santiago au cours duquel je me suis rapidement attachée au pays et à la culture. Le mouvement social a donc été pour moi une opportunité très intéressante pour approfondir mes connaissances et mon lien avec la société chilienne. J'ai alors proposé à ma promotrice de changer mon sujet de mémoire et j'ai pu commencer mon terrain lors de mon échange. Présente à Santiago dès le commencement de l'*estallido social*, j'ai assisté à son évolution et porté un regard intérieur sur les événements ainsi qu'un regard extérieur de par mon statut d'étrangère. Comme de nombreuses personnes, j'ai été surprise par la spontanéité de ce mouvement. J'ai constaté la ferveur des Chiliens en manifestations, la solidarité unissant le mouvement et la colère d'un peuple refusant d'accepter un jour de plus « l'oppression » de trente années. J'ai vécu avec les Chiliens l'état d'urgence accompagné de la présence des militaires dans la rue et du couvre-feu, et ce qu'on peut qualifier de page historique du pays. L'étude de ce sujet me semble donc particulièrement pertinente et scientifiquement intéressante de par ma proximité avec les événements ainsi que le caractère récent de ceux-ci (le mouvement social n'est toujours pas terminé, bien que « sur pause » en raison du coronavirus). De plus, étant étudiante en sciences de la population et du développement, le Chili, laboratoire du néolibéralisme, est un pays très intéressant à étudier du point de vue de son modèle politique, économique et social. Les mécanismes néolibéraux mis en place durant la dictature sont tellement extrêmes dans ce pays que le modèle de développement chilien est parfois qualifié d'ultralibéral.

Du point de vue du développement, l'étude des mouvements sociaux est également importante, nos sociétés étant le résultat des mobilisations sociales passées, qu'elles soient concluantes ou non. En effet, les mouvements sociaux ont permis d'acquérir de nombreux droits et ont transformé les mentalités et les systèmes culturels, même lorsqu'ils n'ont pas abouti. Ce mémoire étudie le mouvement chilien du point de vue des étudiants vivant à Santiago. Les mouvements inspirés par les jeunes existent depuis longtemps. On peut citer par exemple le mouvement afro-américain des droits civiques, la protestation contre la guerre du Vietnam ou la

manifestation de la place Tian'anmen, lors desquels le rôle des étudiants a été essentiel. Ainsi, les jeunes ne sont pas seulement des citoyens de demain mais des acteurs importants de nos démocraties (Pleyers, 2018). Depuis 2010, un nombre conséquent de mouvements étudiants ont vu le jour. Les jeunes ont en effet joué un rôle considérable dans le printemps arabe. Il y a eu des manifestations étudiantes au Québec et au Chili en 2011 et 2012 contre le lucre dans l'éducation. 2011 est également l'année du mouvement 15M en Espagne. En 2012 #Yosoy132 est né au Mexique. En 2013 les étudiants ont manifesté au Brésil et à Hong Kong et en 2016 des milliers de jeunes ont protesté contre le régime dictatorial en Éthiopie. En 2018, le mouvement des jeunes pour le climat s'est répandu comme une trainée de poudre partout dans le monde et est encore actif de nos jours. Finalement, l'année 2019 a été parsemée de mobilisations : Hong Kong, Équateur, Bolivie, Venezuela, Irak, Liban, Chili, Iran… Cette effervescence de mouvements sociaux partout dans le monde est symptomatique de transformations sociétales. La critique du modèle néolibéral et le désir de davantage de démocratie sont des revendications récurrentes. Ce mémoire va tenter d'illustrer et d'expliquer ces demandes à partir du mouvement social chilien actuel.

Cette recherche étudie donc les revendications des manifestants étudiants chiliens, leur critique du système néolibéral, les frustrations que ce modèle a engendrées, la place de la violence dans le mouvement et les stigmates de la dictature dans la société chilienne actuelle. Pour se faire, je me base sur sept interviews d'étudiants chiliens d'éducation supérieure résidant à Santiago.

J'aborderai tout d'abord la méthodologie utilisée à la base de ce travail. Je dresserai subséquemment une revue de la littérature des théories des mouvements sociaux et des recherches concernant les mouvements étudiants depuis 2010. Ensuite, je retracerai l'évolution historique de la politique chilienne de 1970 à nos jours et la chronologie du mouvement social ayant débuté en octobre 2019. Je réaliserai alors un bref état de l'art concernant le système néolibéral avant de commencer l'analyse des entretiens et des observations recueillies lors de mon terrain. Le dernier chapitre conclura sur l'apport sociologique de cette analyse à la théorie des mouvements sociaux.

Chapitre 1 : Méthodologie

La recherche menée est qualitative dans une démarche inductive visant à interroger la vision du système néolibéral lié à l'héritage dictatorial des étudiants de l'enseignement supérieur vivant à Santiago et participant au mouvement social.

1.1. Revue de littérature

La revue de littérature permet d'avoir une idée globale des travaux réalisés sur les mouvements sociaux et permet ainsi de situer ma recherche parmi cette littérature. Elle permet également de faire des liens entre les mouvements sociaux étudiés par d'autres auteurs et le mouvement chilien. Bien que mon mémoire ne s'inscrive pas dans un courant théorique précis, quelques liens sont établis avec la théorie de l'alteractivisme développée par Geoffrey Pleyers (2018), qui sera abordée plus loin. Une seconde revue de littérature a également été effectuée retraçant l'évolution historique de la politique chilienne depuis la période d'Allende. Cela permet de contextualiser le mouvement social étudié et de mieux comprendre l'émergence du mouvement ainsi que les éléments abordés lors des entretiens utilisés dans mon analyse. Finalement, un bref état de l'art de travaux abordant le système néolibéral a été réalisé permettant de mieux saisir les mécanismes de ce système économique, politique et social et comprendre le fonctionnement de la société chilienne. La littérature utilisée a principalement été hispanophone et francophone, et dans une moindre mesure anglophone.

1.2. Enquête de terrain

1.2.1. Avant le terrain

Ayant réalisé un échange universitaire à Santiago, des informations concernant la société chilienne ont été recueillies avant la naissance du mouvement. Quelques éléments concernant le fonctionnement néolibéral ont été observés, tout comme une altercation entre étudiants et forces de l'ordre à l'entrée de mon université. De même, le cours de *Pobreza y desarrollo* (Pauvreté et développement) auquel j'ai assisté durant mon échange m'a beaucoup appris concernant l'état de la pauvreté et des politiques sociales dans ce pays. Dans le cadre de ce cours, j'ai travaillé dans un centre culturel destiné aux personnes défavorisées, où j'ai donné des cours de français. Cette

expérience m'a également permis de dialoguer avec des Chiliens et connaître un peu leur réalité quotidienne.

1.2.2. Vie quotidienne

J'ai observé des éléments intéressants pour ma recherche au cours de ma vie quotidienne à Santiago. J'ai accédé à certaines informations concernant les revendications du mouvement social en dialoguant avec des chauffeurs de *uber* ainsi qu'en parlant à des étudiants chiliens en soirées. J'ai pu recueillir l'opinion d'étudiants opposés au mouvement, défendant le modèle néolibéral et parfois même la dictature, par l'intermédiaire de mon colocataire chilien qui appartient à la classe aisée et qui m'a présenté certains de ses amis ayant des opinions politiques très à droite. Mon colocataire m'a également permis de rencontrer ses parents et d'autres membres de sa famille plus âgés m'ayant fait part de leur expérience sous la dictature et de leur peur de participer aux manifestations.

1.2.3. Stage

J'ai réalisé mon stage à la Fundación de Menores Domingo Savio située à la Granja, faisant partie des communes les plus pauvres de Santiago. Cette organisation vise à venir en aide aux enfants vivant en situation de pauvreté multidimensionnelle en leur procurant un environnement sécuritaire, éducatif et affectif après l'école. Cette association accueille les enfants se retrouvant seuls chez eux, les parents n'ayant pas les ressources suffisantes pour payer une garderie privée qui coûte plus de la moitié du salaire minimum. Lors de ce stage, j'ai réalisé et évalué des projets, actualisé une plateforme de volontariat pour étudiants internationaux, réalisé des ateliers pour enfants et effectué un travail de sensibilisation.

Ce stage m'a permis d'observer la précarité de cette commune. Le premier jour de mon stage, une personne a essayé de me dérober mon téléphone alors que je vérifiais le chemin pour me rendre à la fondation. La pauvreté était visible dans les infrastructures, les personnes, l'odeur… Chaque jour, je parcourais la peur au ventre les dix minutes séparant l'arrêt de métro de mon lieu de travail. Cette expérience m'a permis d'observer la situation des personnes vivant à la périphérie ainsi que les mécanismes néolibéraux d'un État subsidiaire ne permettant pas aux personnes plus précaires d'accéder à des services cruciaux tels que la garderie, à moins de bénéficier d'une offre humanitaire telle que l'association dans laquelle j'ai travaillé. Cette

expérience m'a également permis de rencontrer une étudiante participant aux manifestations et réalisant son stage dans la même institution que moi.

1.2.4. Manifestations

J'ai participé à une dizaine de manifestations durant lesquelles j'ai observé les pratiques des manifestants et des forces de l'ordre, leur apparence, leurs pancartes, les paroles scandées et les symboles utilisés. Les premières manifestations auxquelles j'ai assisté se sont déroulées dans le désert d'Atacama où je me trouvais lorsque le mouvement a éclaté. Celles-ci étaient pacifiques et il n'y a pas eu d'intervention policière. J'ai également assisté à une assemblée dans laquelle des personnes prenaient la parole concernant les problèmes de la société chilienne ainsi que leurs revendications. Rentrée à Santiago, la ville était transformée : les graffitis avaient recouvert les murs de la ville, des barricades et des feux parsemaient les routes, des *cacerolazos* (forme de protestation visant à faire du bruit avec une casserole ou d'autres ustensiles de cuisine) retentissaient un peu partout, les militaires étaient dans la rue, un couvre-feu était imposé et de nombreux magasins étaient fermés ou pillés. J'ai ensuite observé de nombreux rassemblements et assisté à la plus grande marche de l'histoire du pays depuis le retour de la démocratie.

J'ai assisté à plusieurs manifestations à la place Italie, rebaptisée place de la Dignité, épicentre du mouvement. Je m'y rendais généralement vers 16h, accompagnée d'autres étudiants d'échange. Arrivée à la place de la Dignité, les affrontements entre la première ligne et les militaires et policiers étaient déjà en cours alors que le fond de la marche était toujours très festif. Vers 19h00, les forces de l'ordre et les forces armée commençaient à disperser la foule avec des tirs, des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Un jour, alors que j'étais en route vers la place Italie, j'ai été contrainte de me réfugier à l'intérieur d'une maison car la police tirait et lançait des bombes lacrymogènes dans la rue où je me trouvais, pourtant loin de l'épicentre du mouvement.

1.2.5. Graffitis

Comme expliqué, la ville a changé visuellement suite à la naissance du mouvement social. Cet art urbain que constitue le graffiti est un geste politique riche en informations concernant la critique de la société et les revendications du mouvement. Il m'arrivait souvent de m'arrêter pour lire les tags écrits sur les murs

dont j'ai pris de nombreuses photos qui ont alimenté mes données.

1.2.6. Instagram

Le mouvement utilise les réseaux sociaux pour s'organiser, s'informer et dénoncer. J'ai suivi de nombreuses pages Instagram critiquant le gouvernement et informant des actions du mouvement et des exactions policières et militaires.

1.2.7. Entretiens

Les entretiens se sont déroulés en espagnol. Ils ont été enregistrés et retranscrits par mes soins. J'ai néanmoins été aidée par ma colocataire espagnole. Chaque entretien a duré entre cinquante minutes et une heure et demie.

1.2.7.1. Population

J'ai interviewé sept étudiants universitaires chiliens habitant à Santiago et participant régulièrement aux manifestations du mouvement social de 2019-2020 (cinq hommes et deux femmes). Mon objectif initial visait dix entretiens au nombre égal d'hommes et de femmes mais la pandémie a freiné mes ambitions. Chaque étudiant interviewé appartient à une discipline universitaire différente. Tous font partie de la classe populaire ou moyenne, excepté un étudiant appartenant à la classe aisée. Il est cependant difficile de distinguer la classe populaire de la classe moyenne car tous se sentent fragilisés par le manque de sécurité sociale. Une des personnes interviewées a été contactée par Instagram pour son rôle de leader étudiant. Tous les autres étudiants sont des personnes rencontrées au cours de ma vie quotidienne ou de mon stage.

L'anonymat est préservé via le recours à des pseudonymes. Pablo est un étudiant en sociologie de 24 ans qui étudie grâce à la bourse de gratuité et un job étudiant. Il s'identifie à l'anarchisme et au trotskisme. Maria est une étudiante en assistance sociale de 24 ans qui a étudié grâce à la bourse d'excellence académique et au moyen d'un prêt. Elle étudie actuellement grâce à la bourse de gratuité. Luis est un étudiant en publicité de 22 ans qui a tout d'abord étudié au moyen d'une bourse subventionnant une partie de ses études et de son père qui a financé le reste en s'endettant auprès de membres de sa famille. Il étudie actuellement au moyen de la bourse de gratuité. Tomás est un étudiant de 25 ans en ingénierie minière qui étudie au moyen d'un prêt et d'un job étudiant. Luisa a 31 ans, est mère célibataire d'un enfant, leader étudiante et membre du parti socialiste. Elle étudie la pédagogie au

moyen d'un prêt étudiant. Diego a 25 ans, il termine ses études de droits payées par ses parents qui appartiennent à la classe aisée. Ricardo est étudiant en programmation, il a 28 ans, a financé ses études au moyen d'un prêt étudiant et étudie actuellement gratuitement au moyen d'une bourse de recherche. Un tableau en annexe résume le profil de chaque étudiant.

1.2.7.2. Grille d'entretien

La grille d'entretien utilisée (présentée en annexe) est semi-directive et a évolué au cours de la recherche. Cette grille comprend des questions concernant le manifestant, ses revendications, sa vision du monde, son opinion par rapport à la violence du mouvement, par rapport aux forces armées et aux forces de l'ordre, sur l'organisation du mouvement, sur la politique chilienne et sur le travail de mémoire.

1.3. Analyse

L'analyse consiste en un dialogue entre mes entretiens et observations de terrain et la revue de littérature. Elle vise à poser une hypothèse conclusive concernant la critique du mouvement par rapport au système néolibéral hérité de la dictature.

1.4. Apport à la théorie des mouvements sociaux

Ce dernier chapitre permet d'établir un pont entre l'analyse du mouvement social développée dans ce mémoire et la revue de littérature réalisée sur les mouvements sociaux, concluant ainsi sur l'apport sociologique de ce travail.

1.5. Retour réflexif

La pandémie a été à la fois une opportunité et une limite pour ma recherche. D'une part, la quarantaine a mis fin à la réalisation de mes entretiens. Il me manque trois entretiens pour arriver à l'objectif fixé. Il est donc possible qu'une partie du mouvement ne soit pas représentée dans mes entretiens et dans ma recherche. Cependant, l'essentiel du mouvement semble être présent par la forte répétition et la forte unité des témoignages recueillis. Un autre biais important par rapport à l'échantillon est le manque de parité pouvant conduire à un manque de représentativité des femmes dans ma recherche. Finalement, une seule personne appartenant à la classe aisée est représentée dans ce mémoire. Cela est lié au fait que la majorité des personnes

aisées rencontrées sont contre le mouvement et que cette classe est finalement peu nombreuse. D'autre part, la pandémie a accentué la mise en évidence des mécanismes néolibéraux et la défaillance du système de santé.

Le mouvement féministe est un mouvement très important au Chili, que j'ai délibérément choisi de ne pas aborder. D'une part, les manifestants ont seulement cité leurs revendications féministes sans donner plus de détails. D'autre part, je pense que ce sujet est tellement important et conséquent, qu'il pourrait faire l'objet d'une étude à part entière. Or, ma recherche aborde de nombreuses facettes et est donc déjà conséquente sans aborder cette thématique. La même remarque s'applique aux droits des mapuches (peuple autochtone du Chili victime d'une répression importante de la part de l'État).

Au début de ma recherche, je me suis demandé si je pouvais me fier aux récits des manifestants concernant la répression policière. Ils ont parfois arboré ce qui me semblait être une forte haine de la police et j'ai soupçonné des exagérations dans leurs témoignages. J'ai cependant corroboré leurs discours avec des rapports et des articles de journaux, et la majorité des faits relatés sont véridiques.

Finalement un biais a probablement été présent lors de ma recherche par mon implication émotionnelle vis-à-vis du mouvement. Bien que j'aie tenté au maximum de rester objective, mon attachement à la société chilienne et mon amitié avec de nombreux Chiliens me font adhérer aux revendications du mouvement pouvant influencer sans le vouloir mon analyse.

Les personnes rencontrées en manifestations et interviewées lors des entretiens percevaient de manière très positive mon intérêt par rapport au mouvement. Tous étaient heureux de partager leur expérience avec moi et fiers de l'envergure internationale du mouvement. Il leur tenait à cœur le fait que je sois témoin de la mobilisation et transmette leur parole au travers de mon mémoire.

Chapitre 2 : Revue de littérature

2.1. Théories des mouvements sociaux

2.1.1. Définition

Par mouvement social, j'entends la définition de Mathieu Labrie, c'est-à-dire « une organisation qui formule publiquement des revendications collectives en interpellant une forme d'autorité pendant une période donnée (durant une campagne) ; cette organisation utilise un ensemble d'actions politiques collectives qu'elle réalise publiquement (un répertoire d'action), et les participants à ces actions se reconnaissent comme faisant partie d'un tel mouvement » (Labrie, 2015, p. 6). Les mouvements sociaux opèrent des transformations sociétales par le bas.

2.1.2. Prémisses

Les théories des mouvements sociaux trouvent leur origine chez les criminologues italiens et français Sighele et Rossi (as cited in Le Saout, 1999) qui se sont intéressés aux foules vers la fin du 19ème siècle. Ensuite en 1895, Gustave le Bon aborde la foule d'un point de vue sociologique et psychologique dans sa *Psychologie des foules* (as cited in Le Saout, 1999). Selon lui, la foule est manipulable et cela est lié à une perte de sens de soi et de la responsabilité individuelle. Dans la foule, les sentiments des individus dominent sur la raison.

2.1.3. Étude des comportements collectifs

L'étude des foules devient l'étude des comportements collectifs. Les partisans de cette théorie envisagent les mouvements sociaux comme des « réactions semi-rationnelles à des conditions anormales de tension structurelle parmi les principales institutions sociales »[1] menant à un disfonctionnement du système social (Rodríguez, Torres, Martínez & Espinosa, 2014, pp. 278 et 279). En 1939, **Herbert Blumer** (as cited in Le Saout, 1999) étudie les comportements collectifs selon cinq types : les comportements de foules (paniques, rumeurs et émeutes), les comportements de masse non organisés, « l'opinion public », « les tactiques communistes et la propagande » et « les mouvements sociaux » (Le Saout, 1999, p. 147). Il développe un intérêt pour les

[1] Reacciones semi-racionales a condiciones anormales de la tensión estructural, entre las principales instituciones sociales.

comportements de masse et les mouvements sociaux, desquels émergent des valeurs et des sentiments collectifs au travers d'actions collectives. Il se questionne également sur la composition des mouvements, leur organisation et leur influence. Plus qu'une explication des phénomènes, il suggère des domaines à étudier. Cependant, son œuvre est critiquée pour sa conception trop large car Blumer inclut les chants populaires, la danse et la mode (Le Saout, 1999).

William Kornhauser (as cited in Rodríguez et al., 2014) est à l'origine de la théorie de la société de masse. Selon lui, les individus ne s'unissent pas par convictions mais bien par soucis d'appartenance à une communauté suite à l'isolement induit par la société de masse. Selon **Neil Smelser** (as cited in Rodríguez et al., 2014 et Loche, 2002), les mouvements sociaux sont le « symptôme et l'expression d'une société malade »[2] (Rodríguez et al., 2014, p. 279). En 1962, il met en place la théorie de la valeur ajoutée selon laquelle il y aurait six conditions à l'émergence de mouvements sociaux : « une conductibilité structurelle » qui équivaut au « type de comportements possibles dans une configuration sociale donnée », « des tensions structurelles », « une croyance généralisée » concernant les responsables des tensions ainsi que les solutions, « des facteurs précipitants », « une mobilisation pour l'action », c'est-à-dire une diffusion suffisante de l'information ainsi qu'une possibilité d'accès, et pour finir un « échec du contrôle social » (Locher, 2002, p. 40). Cependant, ces conditions ne peuvent pas à elles seules expliquer l'émergence des mouvements sociaux qui est en fin de compte assez rare par rapport à l'occurrence de ces conditions (Locher, 2002).

Finalement, **Ted Gurr** est à l'origine de la théorie de la frustration relative (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*) qui est un modèle davantage psychologique que sociologique. Selon lui, les mouvements sociaux émergent de la divergence entre les attentes et la réalité. La frustration conduirait alors à la violence. L'utilisation de la violence politique dépend de la vision de l'utilisation de la violence dans la société et son utilité stratégique. Une critique envers ce modèle est son aspect volcanique : l'émergence d'un mouvement dépendrait du niveau de colère de chaque individu selon leurs privations relatives. De plus, des critiques déplorent l'absence d'explicitation du passage entre la privation relative et la mobilisation (Fillieule, *Encyclopédie Universalis*). Dans la même lignée, selon **James Davies** (as cited in Wagoner, 2018), les révolutions sont liées à une amélioration du niveau de vie pensée

[2] Síntoma y expresión de una sociedad enferma.

comme constante suivie d'une détérioration vécue comme intolérable.

2.1.4. Le paradigme individualiste et la théorie du choix rationnel

Le paradigme individualiste est une des trois grandes approches développées durant les années 1970. La théorie du choix rationnel est centrée sur l'action rationnelle individuelle à la source de l'action collective. Cette théorie s'inspire de l'économiste **Mancur Olson (**as cited in Le Saout 1999), selon lequel les acteurs agissent en suivant une logique de coûts-bénéfices, choisissant la meilleure option pour eux. Cette théorie permet de mettre en évidence le fait que le partage d'intérêts communs ne mène pas forcément à une action collective. En effet, Olson démontre la rationalité pour un individu de ne pas participer à une action collective générant un bien public, qui sera alors produit au moyen d'incitations sélectives.

2.1.5. La théorie des nouveaux mouvements sociaux

Cette théorie est au contraire centrée sur des processus collectifs (Le Saout, 1999). Elle présente les nouveaux mouvements comme symptôme et solution aux tensions générées par la société moderne. Le nom de la théorie est dû à **Alain Touraine** (as cited in Fillieule, 2009 et Pleyers, 2018). Selon lui, nous assistons à des changements sociétaux profonds depuis plusieurs décennies. Lors de la société industrielle, les mouvements sociaux luttaient pour le contrôle des ressources productives, tels que les mouvements ouvriers. Dans la société post-industrielle, l'évolution du capitalisme a mené au « déclin numérique de la classe ouvrière » et à la « disparition des conflits de classes » (Fillieule, 2009, p. 516). Les mouvements sociaux luttent alors pour des besoins non matériels. On le voit avec l'émergence des « nouveaux mouvements sociaux féministes, écologistes, régionalistes, ethnicistes… » (Fillieule, 2009, p. 516). Selon Alain Touraine, les valeurs sont la base de ces mouvements. Une critique lui est cependant adressée selon laquelle les revendications non-matérialistes qu'il évoque seraient déjà existantes au 19ème siècle. Certains auteurs affirment en effet qu'une « critique de la modernité, une dimension identitaire et une revendication de reconnaissance » sont présentes dans toutes les luttes sociales, tout comme les revendications sociales et économiques n'ont pas disparu des mouvements actuels (Fillieule, 2009, p. 516).

Alain Touraine utilise le concept d'historicité pour désigner le travail d'autoproduction de la part d'une société dans un moment particulier de son histoire. L'action sociale se situe à différents niveaux : d'un point de vue organisationnel de la société, d'un point de vue politique ou institutionnel et d'un point de vue culturel, recherchant des transformations profondes, ce qu'il nomme « historicité ». Selon lui, la société est un « domaine de création conflictuelle »[3] (Pleyers, 2018, p.174). Ainsi, « le conflit de systèmes de valeurs concurrents ne conduit pas à la déstabilisation de la société » mais permet « la production de la société par elle-même »[4] (Pleyers, 2018, p. 174). Selon lui, les mouvements sociaux ne sont pas seulement « des actions stratégiques » ni « des processus de formation d'identité »[5] (Pleyers, 2018, p. 174). Pour Alain Touraine, les mouvements sociaux sont avant toute chose des acteurs combattant au nom de l'historicité, c'est-à-dire la transformation des modèles culturels (Pleyers, 2018).

Selon l'auteur, l'étude des mouvements sociaux ne peut pas se faire sans l'étude de la société en général, l'étude des premiers permettant de poser un diagnostic de la seconde. L'auteur met également l'accent sur la place de l'individu dans les nouveaux mouvements sociaux, les droits culturels et le développement de soi occupant une place centrale. Le sujet, qui est en constante évolution, doit lutter contre les forces tentant de l'attirer tels que les « marchés, les technologies et les grands appareils technocratiques qui contrôlent et manipulent l'individu »[6] ainsi que le communautarisme. Touraine met ainsi en garde contre « le piège de l'identité »[7] lorsque celle-ci est séparée du conflit social. Contre ces forces, le sujet oppose l'individualisme comme mécanisme de défense. Touraine entend l'individualisme dans le sens où l'individu trouve en lui-même sa légitimité, c'est-à-dire qu'il entreprend des actions de manière autonome et a la capacité de se créer lui-même (Pleyers, 2018, pp. 182-183).

[3] El conflicto de sistemas de valores concurrentes no conduce a la desestabilización de la sociedad ; campo de creación conflictiva.
[4] Producción de la sociedad por ella misma.
[5] Acciones estratégicas ; procesos de formación de identidades.
[6] Mercados, de las tecnologías y de los grandes aparatos tecnócratas que controlan y manipulan al individuo.
[7] "La trampa de la identidad".

2.1.6. La théorie de la mobilisation des ressources

L'autre grande approche des années 1970 est celle de la mobilisation des ressources développée notamment par John McCarthy, Doug McAdam, Tilly, Zald, Ash et Kitschelt, également centrée sur les procédés collectifs (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis)* Ce mouvement se focalise sur les contraintes pratiques des mouvements en tant qu'organisations rationnelles et s'intéresse donc davantage à la question du *comment* que du *pourquoi.* On peut dégager deux grandes tendances. La première se fonde sur un modèle économique sans préoccupations politiques. **McCarthy** et **Zald** (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*) ont développé une approche entrepreneuriale, se basant sur les ressources, c'est-à-dire leurs « modes d'acquisition par les organisations et leur utilisation stratégique ». Cette approche systématise l'approche économique d'Olson mais se focalise davantage sur l'action collective qu'individuelle. Les auteurs réfléchissent en termes d'offre et de demande. Les mouvements sociaux sont alors compris comme « des structures de préférences orientées vers le changement social », concrétisés par des « entreprises de mobilisation » identifiant « leurs buts à ces préférences » et essayant de les promouvoir. L'ensemble des entreprises aux valeurs et revendications identiques forment une industrie et les industries forment un secteur. Les acteurs les plus importants sont alors les membres pourvoyant les ressources et plus encore ceux n'ayant aucun bénéfice au succès de l'action (Fillieule, *Encyclopédie Universalis*)..

La deuxième tendance soutient que l'action collective vise la poursuite de la politique par d'autres recours. Les mouvements ne sont ainsi pas perçus comme des symptômes pathologiques sociétaux mais comme des moyens de participation politique nouveaux créant et utilisant de nouvelles ressources (Rodríguez et al., 2014). **Tilly** (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*) est le premier à réintroduire des facteurs politiques dans l'analyse des mouvements sociaux, au moyen de la notion de « conflit politique » dans l'accès aux ressources entre le gouvernement, les autres membres de la société politique et les adversaires. Dans cette lignée, **McAdam (**as cited in Fillieule, 2009) développe la notion de « structures des opportunités politiques » qui sont les « structures et évolutions conjoncturelles du système politique » rendant « vulnérable ou réceptif à la contestation » « indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe » (Fillieule, 2009, p. 517). Ainsi, les options de négociation commencent à avoir plus de poids que la gestion des ressources.

Cette notion est ensuite systématisée par **Sidney Tarrow** (as cited in Fillieule, 2009 et Stacey, 2018) qui la décompose en quatre éléments : « le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques », « la stabilité ou instabilité des alignements politiques », « la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien » et « l'existence de conflits et de divisions entre élites » (Fillieule, 2009, p. 518). Le gouvernement intervient à différents titres dans les mobilisations, que ce soit en tant que « demandeur, objet de la revendication, allié de l'objet ou surveillant de la contestation » (Stacey, 2018, p. 1). Les différentes parties du conflit ont recours à des actions instrumentales et stratégiques en vue d'accomplir leurs objectifs propres, l'équilibre des pouvoirs relationnels formatant l'issue. Les mobilisations sociales évoluent donc en fonction des opportunités démocratiques : elles s'étendent lorsque les conditions démocratiques s'améliorent et diminuent lors des régimes autoritaires (Stacey, 2018).

Cette théorie est critiquée pour sa « vision unitaire et statique de l'État », c'est-à-dire « l'étanchéité factice entre champ politique et espace des protestations politiques », alors qu'il y a une « coconstruction des opportunités politiques » via les interactions entre État et mobilisations. Les deux tendances de la théorie de la mobilisation des ressources sous-évaluent également l'importance des « cadres de perception et de luttes de sens » dans la configuration des mobilisations collectives (Fillieule, 2009, p. 518). La distinction entre coûts et bénéfices est en effet parfois trop figée, un obstacle pouvant se révéler être une ressource suite à un travail de perception (Fillieule, 2009).

2.1.7. Les cadres de l'action collective

L'articulation entre les structures d'opportunités et les perceptions sera développée par **William Gamson** et ses collègues (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*). Gamson met particulièrement l'accent sur la perception des revendications des personnes mobilisées dans l'émergence des mouvements sociaux. La notion centrale est celle des « cadres d'action collective », reprise du modèle d'« analyse des cadres d'interprétation » de Goffman (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*). Selon celui-ci, un cadre est un ensemble de « structures et modalités par lesquelles l'individu perçoit la réalité sociale ». Gamson utilise alors le cadre de l'injustice pour expliquer la rébellion contre un système d'autorité ainsi que « le recours à des modes d'action non conformes » au système. **David Snow** et **Robert**

Benford (as cited in Fillieule, 2009 et Le Saout, 1999) ont ensuite entrepris d'expliquer « le travail politique de mobilisation », c'est-à-dire la manière dont les perceptions des personnes mobilisées sont transformées et la manière dont ces personnes sont amenées à rejoindre le mouvement social, via un « alignement des cadrages » (identification du problème, qualification en termes politiques, désignation des responsables, proposition de solutions, persuasion que la solution est obtenue par l'action collective) (Fillieule, 2009, p. 521). Le cadrage est « le travail effectué par les groupes qui consiste à assigner un sens organisant l'interprétation des événements de façon à mobiliser une audience et gagner des soutiens ». Pour que cet alignement soit possible, les « valeurs et intérêts » des individus mobilisés correspondent aux « activités et à l'idéologie des acteurs qui mobilisent » (Le Saout, 1999, p. 152). Les auteurs s'interrogent alors sur la raison pour laquelle une mobilisation peut parfois émerger d'un cadrage et parfois non (alors que nous assistons à un cadrage identique). L'hypothèse se base sur une donnée structurelle, le « potentiel mobilisateur des cadres » et sur l'importance de l'action dans « l'intervention des organisations protestataires » (Le Saout, 1999, p. 153). Si les conditions structurales sont réunies mais qu'aucun mouvement social n'est développé, c'est qu'il n'y a pas de cadre valable ou de manipulation adéquate du cadre de la part des groupes. Une critique de ce courant est la conception idéaliste : Le Saout compare ainsi la mobilisation de cadres en vue d'expliquer l'émergence des mobilisations à un slogan pour le développement de ventes (Le Saout, 1999). De plus Fillieule met l'accent sur le fait que bien que la perception des acteurs est introduite, il manque toujours les dimensions affectives et émotionnelles (Fillieule, 2009).

2.1.8. Altermondialisme

Avant 1970, les revendications des mouvements sociaux étaient majoritairement socioéconomiques. Lors des années 1970, les demandes deviennent davantage culturelles. Depuis les années 1990, nous avons vu naître les mouvements altermondialistes luttant contre la globalisation et promouvant un modèle de développement alternatif. Ces mouvements critiquent les institutions mondiales et promeuvent un modèle économique juste, une démocratie approfondie et la protection de l'environnement et des droits humains (Porta, 2008). Ces mouvements marquent le retour des revendications socio-économiques sans abandonner les enjeux de reconnaissance et d'identité (Pleyers, 2018). Dans *Movimientos sociales en el siglo*

XXI, Geoffrey Pleyers distingue la voie de la raison de la voie de la subjectivité dans les mouvements sociaux. On retrouve davantage la voie de la raison dans le mouvement altermondialiste. Cette voie a recours à une analyse scientifique et technique. Le modèle néolibéral est abordé comme un ensemble de questions techniques manipulées par des experts et technocrates. De nombreux accords économiques sont établis dans le secret. Face à cette dépolitisation menée par la technification des politiques économiques ayant de nombreuses répercussions pour les citoyens, des militants s'occupent d'analyser ces politiques afin de les critiquer et d'alerter l'opinion publique. La vision du changement social de cette voie est celle de la « participation citoyenne dans les débats publics »[8] (Pleyers, 2018, p. 49).

2.1.9. Alteractivisme

La voie de la subjectivité est davantage celle de l'alteractivisme. **Geoffrey Pleyers** (2018) entend par « alteractivisme » l'ensemble des mobilisations ayant émergé depuis 2010. Ces mouvements, souvent menés par des jeunes, vont plus loin dans l'articulation des revendications socioéconomiques et culturelles en les liant de manière inséparable dans leurs revendications et pratiques. Les mouvements ont une « résonance » entre eux : ils partagent du sens, une culture politique et des revendications articulées autour des valeurs de démocratie, dignité et justice sociale. Il convient cependant de garder en tête la spécificité des contextes des mobilisations malgré leurs dimensions globales similaires (Pleyers & Glasius, 2013).

A la différence des mouvements altermondialistes, les mouvements alteractivistes sont moins ancrés dans « des campagnes, des forums, des mobilisations, coordonnés au niveau international »[9] mais davantage articulés par l'écho de leurs revendications et valeurs (Pleyers, 2018, p. 33).

Ces mouvements partagent différents éléments, tant au niveau de leur organisation, de leurs revendications et de leur vision du monde. Du point de vue de leurs revendications, les alteractivistes rejettent les modèles dominants tels que la société de consommation et l'organisation classique de la société civile. Ces mouvements sociaux se distancient en effet des partis politiques, syndicats et ONG avec qui ils collaborent de manière sporadique en tant qu'électrons libres. Ils n'ont pas une organisation formelle mais des projets connectés entre eux dans des réseaux

[8] Participación ciudadana en los debates públicos.
[9] Campañas, foros y movilizaciones coordinadas a nivel internacional.

informels. Ces mouvements forment des espaces autonomes sans relation de pouvoir ni de domination. La structure est donc horizontale, sans hiérarchie : chacun a sa place dans la prise de décision et la délégation est limitée. La subjectivité étant cruciale, il n'est en effet pas concevable de parler au nom de la singularité, des désirs et des besoins de l'autre. Sur base de cette subjectivité, le processus d'expérimentation créatif est fondamental. C'est-à-dire que l'action alteractiviste permet de se construire en tant qu'individu et de défendre son droit à la singularité. Leur objectif est de défendre leur spécificité mise en danger par les valeurs de compétition, « les logiques de pouvoir et de la production, de la consommation et des médias de masse ». L'expérimentation est donc très importante pour ces militants qui luttent avec leur corps et leurs émotions. Ceci les différencie des acteurs de la société civile qui lutte via l'analyse de mesures politiques, économiques et juridiques alternatives (Pleyers, 2018, p. 53).

Les mobilisations sont teintées d'hédonisme et d'esthétique venant de la soif d'expérience qu'ont les jeunes. La fête est donc proéminente durant les marches ainsi qu'en dehors. L'activisme est alors un acte préfiguratif et performatif : les manifestants mettent leurs valeurs en pratique dans l'espace public et leur vie quotidienne. La cohérence entre ces deux sphères est cruciale. Leur lutte est donc externe et interne. L'engagement est en fait individualisé. Les rencontres avec l'autre sont vues comme des relations de personne à personne lors desquelles on peut apprendre de la spécificité de chacun. Le néolibéralisme vise une désubjectivisation, un isolement des individus et une destruction des particularités. L'alteractivisme lutte donc pour une nouvelle forme de sociabilité (Pleyers, 2018).

L'alteractivisme milite pour une démocratie élargie. Ces mouvements dénoncent les limites de la démocratie représentative, la nommant « démocratie vide », et revendiquent la participation de tous les citoyens. Selon eux, la politique est l'affaire de tous puisqu'elle concerne le domaine de la vie. On ne peut donc pas la résumer à une période électorale et ce ne peut être uniquement la prérogative d'une élite politique. De plus, les militants soulignent le fait que tous les partis proposent finalement des politiques très similaires. Il n'y a donc jamais vraiment d'alternatives au modèle dominant et un vrai choix pour les électeurs (Pleyers, 2018).

Du point de vue de leur organisation, leur répertoire d'action consiste majoritairement à occuper des places publiques et à réaliser des campements. Le rôle des réseaux sociaux dans ces mouvements est fondamental. La collusion des élites politiques, économiques et médiatiques est en effet dénoncée par ces mouvements.

N'ayant pas confiance en l'information véhiculée par les médias de masse, les alteractivistes utilisent donc les réseaux sociaux afin de divulguer les actions passées, présentes et futures, diffuser des informations, montrer la répression militaire ou policière et faire part de leurs revendications. Les réseaux sociaux permettent une certaine visibilité, locale et internationale, ainsi qu'un recrutement accru.

On peut donc résumer ces mouvements par une chute de la dichotomie : entre sphère privée et sphère publique, entre monde virtuel et place publique, entre revendications culturelles et socioéconomiques. La critique de l'alteractivisme consiste souvent à pointer l'aspect chaotique de ces mouvements. La volonté d'horizontalité dans le mode de participation a souvent pour répercussion des prises de décisions lentes et un effort concentré davantage sur la thématique de l'organisation que sur des questions de fond. De plus, une question fréquemment posée est de savoir si le rejet de la politique par ces mouvements n'empêche pas d'aboutir à de réels changements sociétaux (Pleyers, 2018).

2.2. Histoire des luttes étudiantes

Les luttes étudiantes existent depuis très longtemps. En 1217, les étudiants de l'université de Bologne en Italie quittent la ville en vue d'obtenir une réforme des taxes, une baisse du prix des chambres et un traitement éthique de la part des enseignants. Au 14ème siècle, les étudiants de l'université d'Oxford participent aux conflits soulevant le royaume d'Angleterre. En 1848, les étudiants de toute l'Europe rejoignent la classe ouvrière durant le Printemps des peuples. Au 20ème siècle, les étudiants rejoignent des mobilisations politiques comme le SNCC qui lutte pour les droits civiques dans le sud des États-Unis au début des années 1960 ou les mobilisations des campus américains luttant contre l'apartheid en Afrique du sud durant les années 1980…

Au début des mobilisations étudiantes, les causes de lutte étaient souvent extérieures, c'est-à-dire en solidarité à d'autres groupes plutôt que des revendications propres à l'éducation ou à la condition étudiante. De plus, le mouvement n'était pas déployé comme un mouvement étudiant. Vers la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle, on voit apparaître les premières organisations étudiantes cherchant à « organiser la population étudiante en tant que telle plutôt que sur la base d'une autre catégorie ou au nom d'une autre cause » (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2014, p. 11). Cependant, il faut attendre la seconde guerre mondiale et la « démocratisation et

massification de l'enseignement supérieur » pour voir émerger un mouvement étudiant formant un acteur « à part entière de la vie sociale, politique et culturelle » (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2014, p. 12), comme le mouvement étudiant de mai 68 ou le *Students for a Democratic Society* aux États-Unis.

Les moyens les plus efficaces de pression étudiante sont la grève, les assemblées délibérantes, les manifestations et les occupations de place. Les mouvements étudiants ont des facilités. Tout d'abord, il y a une disponibilité biographique : les étudiants sont libérés de contraintes familiales, du marché du travail et de la vie adulte. Ils ont donc une plus grande marge de manœuvre. « Aucun autre groupe social ne dispose d'autant de flexibilité pour gérer son temps et ses activités quotidiennes » (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2014, p.11). De plus, les étudiants sont concentrés dans « un espace physique relativement restreint », facilitant l'organisation et la mobilisation (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2014, p.12).

2.3. Mouvements étudiants depuis 2010

Les articles concernant les luttes étudiantes depuis 2010 abordent généralement deux aspects des conflits. Certains étudient le fond et donc davantage la question du *pourquoi* : ils établissent une analyse politique, c'est-à-dire qu'ils interrogent les éléments déclencheurs des mouvements, leurs revendications et les discours des différentes parties. D'autres s'attachent davantage à analyser la forme et donc la question du *comment,* c'est-à-dire qu'ils tentent de décrire l'organisation et la construction des mouvements. Certains textes ont une approche plus micro, se penchant davantage sur les contextes particuliers des mouvements, leurs possibilités et leurs obstacles, alors que d'autres ont une approche macro, c'est-à-dire qu'ils établissent une comparaison entre plusieurs mouvements sur base de mécanismes similaires ou distincts générant des effets plus ou moins semblables.

2.3.1. Analyse du fond

Concernant l'analyse du fond, beaucoup d'articles se sont interrogés sur les éléments déclencheurs des mobilisations. Le printemps érable, plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec en 2012, fut une réaction à la hausse des frais d'inscription, augmentant considérablement l'endettement des étudiants. Ce mouvement a critiqué les fonctions de développement économique associés à l'université, l'éloignant de son rôle fondamental, l'éducation étant alors au service du

marché et non du savoir et de la culture (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2019). La réaction du gouvernement Jean Charest a été de limiter le droit à la grève et à la manifestation en instaurant une pénalisation des individus et des fédérations étudiantes qui continueraient la lutte. L'argument en faveur de la hausse des frais d'inscription est une rhétorique libérale individualiste de l'utilisateur payeur (Blouin Genest, 2012, p.151).

Les manifestations de Londres de 2010-2011 sont également nées de la lutte contre l'augmentation des frais de scolarité vue comme un obstacle injuste à l'enseignement supérieur. Le mouvement brésilien de 2013 s'est quant à lui déclenché suite à la hausse des tarifs des compagnies de bus majoritairement privées. Le mouvement #Yosoy132, mouvement étudiant mexicain de 2012, s'est développé comme lutte contre la collusion médiatique. En effet, le mouvement a vu le jour par la diffusion d'une vidéo suite au boycott du candidat Enrique Peña Nieto orchestré par 131 étudiants lors de sa visite de l'Universidad Iberoamericana, mais rapportée comme couronnée de succès par les médias. Ces étudiants ont revendiqué un droit à l'information permettant une meilleure prise de décision politique, économique et sociale. Les militants critiquaient le fait que les thèmes peu importants étaient abordés relativement ouvertement alors que les sujets plus cruciaux n'étaient presque pas traités (Crumpacker, 2013). Plus globalement, de nombreux chercheurs analysent l'émergence des mouvements depuis 2010 comme une conséquence de la crise multidimensionnelle de 2008.

Au fur-et-à-mesure des mobilisations, les revendications se sont élargies à d'autres enjeux sociétaux. C'est un phénomène observé par de nombreux scientifiques : les mobilisations éclatent avec l'émergence d'un fait particulier mais s'étendent ensuite à des revendications diversifiées, qualifiées de « débordement social » par Bringel (Bringel & Pleyers, 2015, p. 9). Les secteurs mobilisés autour d'une cause particulière s'étendent à d'autres secteurs et l'indignation devient diffuse. Il y a consensus sur le fait que la nouvelle génération de mobilisations est basée sur une convergence de luttes. Au Québec, les étudiants ont peu à peu lutté contre la corruption et en faveur de l'environnement, du féminisme, de la santé, des droits sociaux, de la démocratie, de la justice sociale… A la suite de l'adoption de la loi 78, la revendication du droit de manifester s'est ajoutée.

Le mouvement brésilien s'est quant à lui étendu à des revendications concernant l'annulation de la coupe du monde de football, les services publics en

général, le rapport entre l'État et la société ainsi qu'à des revendications culturelles. Les Brésiliens luttent pour davantage de démocratie et « contre le capitalisme, l'utilitarisme et l'individualisme dans les relations sociales ». Ils luttent également contre les « oppressions sexuelles, de genre et éthnico-raciales, contre les massacres ethniques, l'hétéro-normativité et la destruction de l'environnement » (Losekann, 2015, p. 65). Les revendications étaient très diverses mais se fédéraient par une situation d'oppression et de domination et souvent par rapport à un antagoniste similaire. Cependant, la cause la plus fédératrice restait l'opposition au péage. Celui-ci constituait le thème central des cortèges mais les autres thèmes étaient abordés dans les assemblées (Losekann, 2015).

Le mouvement du 15M ou des indignés (*indignados*), né à Madrid en 2011 suite aux conséquences de la crise de 2008, a quant à lui incorporé d'autres mouvements passés tels que l'éducation, la santé, et la consommation alternative. Les membres du 15M expriment leur inquiétude par rapport au système éducatif et sont frustrés par rapport au marché financier global et à la corruption. Ils agissent au nom des travailleurs, des sans-emploi, des jeunes, de la moyenne et basse classes et des désavantagés en général. Ils s'opposent à la classe politique et aux partis, au système biparti, au manque de représentativité, aux banques et au système financier et spéculatif, aux firmes multinationales, au capitalisme et système néolibéral ainsi qu'à la globalisation. Ils mettent l'accent sur la nature internationale des problèmes politiques et sociaux (Likki, 2012).

Les revendications du mouvement parapluie, né à Hong Kong en 2014, ont pour objectif un véritable suffrage universel. Les revendications du mouvement #Yosoy132 concernent également la démocratie : il réclame une « vraie » démocratie, une liberté d'expression accrue, une inclusion de tous dans la société et des espaces de débat. Il se bat aussi pour la transformation du modèle néolibéral, de sécurité nationale, de la justice et de la santé (Castellanos, 2013).

Fauré a avancé deux pistes d'explication concernant la révolte de la part des étudiants brésiliens. D'une part, le mécontentement est dû au décalage entre leur formation scolaire et les conditions professionnelles que leur promet le contexte économique. D'autre part, il y a l'état déplorable des secteurs publics de l'éducation et de la santé. Ainsi, la classe aisée a accès au secteur privé, permettant à leurs enfants de mieux se former que les enfants appartenant aux classes populaires et accéder aux meilleures universités brésiliennes. Les personnes ayant le capital monétaire, scolaire

et relationnel permettant d'avoir un poids dans l'amélioration des services publics, font alors défection à ce rôle. De plus, les dépenses privées en terme d'éducation et de santé peuvent être déduites des déclarations fiscales. Les familles pauvres subissent donc « seuls et pleinement les défaillances des services et équipements publics » (Fauré, 2014, p. 71). La classe moyenne a ainsi le sentiment de payer pour les autres : pour les pauvres dans le cadre des transferts sociaux et sans les riches qui bénéficient d'une sous-fiscalité et d'autres moyens plus ou moins légaux pour réduire leurs impôts. Les conditions de la classe moyenne se sont donc améliorées dans la sphère privée (confort domestique) mais peu dans la sphère publique (concernant les services et les infrastructures) (Fauré, 2014).

D'autres auteurs analysent les opinions des manifestants par rapport aux forces de l'ordre. Certains articles se penchent particulièrement sur la désobéissance civile, son rôle et son impact dans la démocratie, la réaction du gouvernement et son impact sur les politiques sociales et le droit. L'analyse des effets montre par exemple pour le mouvement 15M l'établissement d'une nouvelle identité nommée « outragée ». On voit également que la répression de la part du gouvernement conduit généralement à renforcer le mouvement. Au Brésil, la mobilisation a permis l'inclusion de thèmes dans le débat public, la modification de comportements et la revendication de sujets polémiques. Des jeunes manifestants se sont engagés dans des programmes institutionnels de défense des droits humains, des projets universitaires, des partis ou d'autres formes organisées d'action politique (Losekann, 2015).

Certains articles se sont particulièrement intéressés aux mouvements d'un point de vue sociolinguistique. C'est-à-dire qu'ils ont analysé les discours des deux parties, les termes utilisés et leurs impacts sur les réalités véhiculées. Concernant le Printemps érable, l'auteur Blouin Genest a particulièrement souligné la construction dichotomique du langage des opposants au mouvement étudiant. Les productions langagières de l'opposition ont en effet associé les étudiants à la violence et ainsi posé le gouvernement en victime, oppressé par une classe étudiante « sans foi ni loi » (Blouin Genest, 2012, p. 161). Dans le discours des opposants au mouvement, on retrouve également l'association des étudiants à l'extrémisme et au radicalisme politique comme l'indépendantisme et le communisme. Ce discours produit un imaginaire d'un Autre dangereux. Ainsi, la propagande de l'opposition s'est appuyée sur une stratégie communicatrice de transformation d'un mouvement réclamant un accès à une éducation « abordable, une équité intergénérationnelle et une égalité des

chances » en « groupes radicaux et violents menaçant la paix sociale » (Blouin Genest, 2012, p. 163).

Au Brésil, un discours commun s'est construit au travers de l'action. Les aspects conjoncturels et contextuels sont donc cruciaux dans l'évolution des manifestations et leurs effets, ce qui explique la diversité du mouvement entre les différentes villes brésiliennes. Losekann s'est penché sur la réception des médias, qui polarisent les manifestants entre vandales d'un côté et véritables manifestants de l'autre. Certains auteurs analysent les revendications à partir de l'analyse des discours transmis via les slogans, les documents textuels et visuels. Sur base de cette analyse, Veg affirme que les militants chinois mobilisent des répertoires culturels et historiques différents montrant l'identité hybride de Hong Kong (Veg, 2016).

2.3.2. Analyse de la forme

Concernant l'analyse de la forme des mouvements sociaux, les auteurs s'appliquent généralement à dresser une carte d'identité du mouvement : les milieux sociaux mobilisés et la chronologie des événements. Le Printemps érable de 2012 a par exemple mobilisé des milieux sociaux scolarisés et privilégiés (Maurel, 2013). Les indignés du 15M étaient majoritairement des jeunes universitaires de gauche, qui avaient peur du chômage, se sentaient victimes d'une privation injuste mais se considéraient également privilégiés (Likki, 2012). Le mouvement #Yosoy132 est né de l'initiative d'étudiants appartenant à une université privée. Les étudiants d'universités privées avaient déjà participé à des mouvements en solidarité avec les universités publiques mais c'était la première fois que ces étudiants prenaient l'initiative d'une action. Le mouvement #Yosoy132 a différentes caractéristiques : les militants sont non-partisans, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de liens avec des partis politiques, et sont pacifistes et inclusifs (Portillo, 2014).

Les articles s'attachent à décrire le type d'actions auxquelles les manifestants ont recours. Lors du printemps érable par exemple, il y a eu des tribunaux populaires, des séances d'enseignement dans les rues, des spectacles en plein air, des peintures rouges sur les façades du ministère de l'éducation, des graffitis ou des affichages sauvages… (Ancelovici & Dupuis-Déri, 2019). Le mouvement 15M a eu recours à de nombreux campements consistant à des espaces autogérés de cohabitation et de délibération démocratique (Likki, 2012). Au Brésil, des cabines de péage ont été détruites. L'institut royal de Sao Paulo a également été infiltré afin de libérer des

animaux d'exploitation. Des assemblées populaires précédaient les rassemblements permettant de discuter des modalités et stratégies à mettre en place. Il y a eu des attaques de monuments et d'œuvres d'art afin de montrer que les « constructions et ces choix iconographiques » étaient le « reflet d'une société oppressive », d'une culture dominante et hégémonique. Il y a également eu des destructions de banques et de boutiques de luxe, symboles du capitalisme, et de drapeaux et d'emblèmes de la nation et de la police, symboles de l'oppression étatique. La destruction est donc utilisée comme acte symbolique, afin de démontrer que « le pouvoir, le capitalisme et la culture dominante ne sont pas inébranlables » (Losekann, 2015, p. 10). Dans les manifestations, chacun s'occupe de différentes tâches. Certains ramassent des pierres et regroupent le matériel. D'autres tentent d'identifier les policiers infiltrés. D'autres encore ravitaillent en eau et sandwichs (Losekann, 2015).

L'analyse de la forme s'attache également à décrire les symboles du mouvement. Lors du printemps érable, les étudiants avaient recours à des carrés rouges. Les carrés bleus étaient associés au refus de la hausse, les verts en faveur de la hausse, les noirs contre la loi interdisant les mobilisations et le blanc pour la trêve (Blouin Genest, 2012). A Hong Kong, le principal symbole était celui du parapluie jaune. Lim (2015) explique que les symboles picturaux et autres formes d'art ont servi à véhiculer un message politique permettant la simplification d'idéologies complexes ou d'idées de réformes.

Les mouvements étudiants fonctionnent souvent sur base d'une coalition. Au Québec, c'est la CLASSE : la coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (Maurel, 2013). Le principe organisationnel du mouvement 15M est le recours à des assemblées au large public (Likki, 2012). Les décisions du mouvement #Yosoy132 sont quant à elles prises au sein d'un comité. Les membres ont une responsabilité partagée. Les étudiants brésiliens se méfient des syndicats étudiants qu'ils accusent de se subordonner aux appareils établis par les partis politiques dans les universités. Il y a également plus largement une méfiance envers le militantisme conventionnel (Fauré, 2014).

Certains auteurs s'interrogent sur le type de média utilisé ainsi que sur les stratégies communicatives. De nombreux articles étudient également l'influence des réseaux sociaux dans les mobilisations récentes. Ils soulignent l'utilisation de ces outils dans un but de coordination, de mobilisation et d'information. Les réseaux sociaux permettent l'établissement d'un cadre d'action commun et l'élargissement de

l'indignation par la diffusion d'images violentes de répression policière (Alvarez, Garcia, Moreno & Schweitzer, 2015).

Tout d'abord, les médias sociaux permettent la « construction de réseaux sociaux guidés par leurs utilisateurs »[10] (Lee, So & Leung, 2015, p. 16). De plus, les discussions entre utilisateurs renforcent leur participation politique. Les médias sociaux permettent le partage d'informations menant à la libération des individus et de l'imaginaire collectif. La liberté d'expression s'en retrouve renforcée, et les questions généralement ignorées sont débattues. Finalement, les médias sociaux sont moins surveillés par l'État, permettant davantage de discours alternatifs. Les médias sociaux permettent de construire une identité commune via la diffusion d'opinions dissidentes et de rendre visible le mouvement internationalement. Ainsi, bien qu'ils ne construisent pas de communauté réelle, ils permettent de construire un sentiment de communauté (Lee et al., 2015). Plusieurs auteurs insistent néanmoins sur le fait que l'usage des réseaux sociaux n'implique pas la disparition des réseaux plus traditionnels (télévision, radio, journaux) mais forme davantage une hybridité (Stacey, 2018).

Les équipements des manifestants du mouvement social brésilien de 2013 visent la protection : des vêtements enveloppants, des foulards pour le visage et des masques. Ceux-ci visent également une homogénéité face aux forces répressives (Perruso & Narvaes, 2015). Certains auteurs axent leur travaux sur le rôle motivateur des émotions dans les mobilisations sociales. Les auteurs Perugorría et Tejerina (2013) analysent le mouvement du 15M selon trois axes construisant l'identité du mouvement : le cognitif, l'émotionnel et le relationnel. Le processus cognitif permet de définir la problématique, les causes, les solutions et les stratégies. Les émotions ont été mobilisées par le mouvement mais ont également émergé des différentes actions telles que la joie et l'*empowerment*. Le processus relationnel conduit à la mise en place ou à l'effacement de liens entre des individus ou collectifs. Ces processus permettent de synchroniser l'identité des membres du mouvement et ainsi générer un sentiment d'appartenance chez les individus « sans participation politique préalable et avec trajectoires politico-idéologiques différentes, et même opposées » (Perugorría & Tejerina, 2013, p. 442). D'autres articles s'interrogent sur la manière dont le « lieu de l'université, l'identité et les sociabilités étudiantes favorisent l'engagement politique des jeunes » (Castro & Silva, 2015, p. 1). Finalement, la sociogéographie tente de

[10] Construction of social networks controlled and guided by their users.

comprendre les implications et l'utilisation de l'espace dans une mobilisation sociale (Pailloux & Ripoll, 2019).

Il convient cependant de signaler que de nombreux articles mélangent souvent une analyse du fond et de la forme.

2.3.3. L'analyse micro

L'analyse micro étudie le contexte des mobilisations. Le Québec est une société fondamentalement consensuelle. Le mouvement, qualifié de réveil, a donc beaucoup étonné. Il y avait un sentiment de blocage institutionnel durant une trentaine d'années de « conformisme gestionnaire » à l'agenda néolibéral qu'importe le parti politique au pouvoir. Le gouvernement était en perte de crédibilité. Une décision peut alors être particulièrement mal reçue par la population (Lamarre, Nadeau-Dubois, Portes, Warren & Pudal, 2014, p. 162).

Certains auteurs qualifient les mouvements de spontanés alors que d'autres soulignent le fait que ces mouvements sont au contraire le résultat d'une évolution identitaire collective autonome. Selon ces auteurs, une analyse historique est donc nécessaire afin de comprendre la rapidité de l'émergence d'une mobilisation (Fominaya, 2015). Ils retracent l'histoire d'un mouvement et cherchent à comprendre ce qui a mené à la situation sociale. Ces auteurs affirment l'importance de la mémoire, des inspirations et de l'héritage des mouvements précédents. Le mouvement brésilien de 2013 est par exemple vu comme une « intensification d'une reconstruction, lente mais continue, des mouvements sociaux autonomes et de la gauche anticapitalistes au Brésil, à l'œuvre depuis le début des années 2000 » (Perruso & Narvaes, 2015, p. 2). D'autres auteurs soulignent le fait que la fin des grandes manifestations d'un mouvement ne signifient pas la fin de celui-ci. Ainsi, Maurel (as cited in Bringel & Pleyers, 2015) reprend la théorie de l'événement de Tarrow et parle de cycles pour aborder d'une part les périodes de mobilisation très médiatisées, et d'autre part les périodes de travail souterrain continuant la contestation dans un contexte socio-politique nouveau dont il porte en partie la paternité. Les mouvements sociaux rendent en fait visibles les évolutions sociales souterraines (Bringel & Pleyers, 2015). Ainsi Jasper (as cited in Losekann, 2015) insiste sur le « changement de formes, de stratégies, et significations » des mouvements sociaux plus que sur une somnolence de ceux-ci jusqu'au retour des grandes mobilisations médiatisées (Losekann, 2015, pp. 75 et 76).

2.3.4. L'analyse macro

L'analyse macro établit quant à elle des parallèles entre des mouvements ou au contraire les différencie. Certains articles ont par exemple établi une comparaison entre des mouvements de la dernière décennie et Mai 68. La similitude réside dans le fait que ce sont des mouvements de jeunes à la résonnance internationale qui espèrent ouvrir le champ des possibles. Le contexte est cependant radicalement différent : Mai 68 est une réaction à l'autorité sociale à l'œuvre dans toute la société. Les références sont également très différentes: la guerre du Vietnam, la guerre froide, la résistance durant la seconde guerre mondiale… La place de l'art est aussi distincte : il y a par exemple de grandes références traditionnelles québécoises dans le printemps érable alors que Mai 68 vise au contraire un déracinement, une contestation des autorités traditionnelles (Lamarre et al., 2014).

Le mouvement brésilien de 2013 a été comparé à d'autres mobilisations dans l'usage de ses actions comme le black-block provenant d'Allemagne durant les années 80 repris à Seattle en 1999. En terme de paternité, certains auteurs insistent sur l'héritage reçu par les mouvements étudiants de 68 et 70 contre la dictature et le système universitaire alors que d'autres se focalisent davantage sur leurs différences. Des solidarités ont vu le jour entre différentes mobilisations sociales. Par exemple, en 2012, la CLASSE a publié une « Déclaration de solidarité avec le mouvement étudiant du Brésil » en hommage à la solidarité qu'avait montrée le mouvement étudiant brésilien envers le printemps érable. Cette déclaration appelle à des actions communes et affirme la lutte solidaire pour une éducation « accessible, gratuite et de qualité » (Maurel, 2013, p. 150). Le mouvement québécois était également hautement en dialogue avec le mouvement étudiant chilien, duquel plusieurs délégations sont venues durant la grève (Blouin Genest, 2012). Ainsi, quelques articles ont entrepris une comparaison entre les mouvements étudiants du Québec et du Chili. Ancelovici et Guzmán-Concha (2019) ont utilisé les travaux de McAdam, Tarrow et Tilly et ont employé les trois concepts de médiation, polarisation et retombées afin de montrer que des mécanismes similaires peuvent provoquer des effets similaires dans des contextes différents. La médiation est le résultat de la communication utilisée entre les organisations et le résultat de la naissance de nouveaux collectifs à la source de nouvelles lignes de conduites. Ainsi, les différentes associations étudiantes ont établi des ponts entre elles. La polarisation a été réalisée suite à une opposition marquée entre

la mobilisation et la contre-mobilisation qui a rendu les frontières symboliques très marquées et qui a nourri la mobilisation en consolidant les identités politiques collectives. Les retombées visent l'extension des objectifs premiers. Dans le cas du printemps érable et de l'hiver chilien, la lutte étudiante est rapidement devenue une lutte populaire adhérant d'autres groupes sociaux. Cependant, bien que des processus puissent être similaires, les auteurs insistent sur le fait que l'étude des contextes particuliers reste cruciale pour comprendre les mouvements.

2.4. Histoire des luttes étudiantes chiliennes

Déjà durant les années 1960, Violetta Parra, célèbre chanteuse chilienne chantait « amo a los estudiantes » en hommage aux étudiants régulièrement en première ligne des mouvements sociaux (Franssen, 2020). Durant les années 1980, les étudiants ont joué un rôle important dans la résistance. Des liens considérables se sont d'ailleurs cultivés entre partis politiques et associations étudiantes durant tout le 20ème siècle. Ces liens se sont cependant effrités lors de la transition. La Confech est la confédération des étudiants chiliens. Elle est composée des différentes fédérations universitaires.

2.4.1. La révolution des Pingouins

En 2006, éclate la révolution des Pingouins menée par des lycéens et nommée ainsi en raison de leurs uniformes. Les lycéens critiquent la mauvaise éducation du secteur public, le manque de régulation de ce secteur et les bénéfices financiers d'établissements subventionnés ou semi-privés alors que la loi l'interdit. Pour la première fois, les revendications pour la gratuité de l'éducation et une restructuration radicale du système éducatif voient massivement le jour dans les discussions nationales. De nombreux lycéens participeront aux mobilisations de 2011 en tant qu'universitaires (Budnik et al., 2010).

Ce mouvement a été organisé à partir de l'Assemblée de coordination des étudiants du secondaire issue des groupes étudiants d'écoles municipales du centre de Santiago effectuant des sélections importantes, ainsi que d'autres écoles municipales et privées subventionnées. En quelques jours seulement, un soutien massif émerge de la part des autres élèves et professeurs des zones périphériques de la capitale ainsi que d'autres régions du pays, le mouvement devenant national. On assiste alors à un rapprochement entre les jeunes plus marginalisés appartenant aux écoles périphériques

ou urbano-populaires et « les jeunes de la classe moyenne et populaire ayant des possibilités d'intégration sociale »[11] (Budnik, et al., 2010, p. 319). On n'avait plus assisté à autant d'unité depuis la fin de la dictature. Plus d'un million d'étudiants du secondaire sur 1,2 millions d'étudiants ont participé aux grèves nationales du 30 mai et du 5 juin 2006. A cela s'ajoutent les associations de professeurs et de parents d'élèves, les étudiants d'écoles supérieures d'éducation de base, ainsi que la Confech (Budnik et al., 2010).

Une telle mobilisation représente une « douleur collective » ainsi qu'une « détresse sociale »[12], vécues par une grande partie de la population chilienne depuis l'implantation du système néolibéral, construisant un nouvel espace public (Budnik et al., 2010, p. 319). Depuis cette date, le mouvement social luttant pour une éducation publique de qualité et juste se développe de plus en plus. D'autres acteurs s'ajoutent au débat concernant la nécessité d'une éducation au service de la majorité, opposant un autre sens à l'éducation que celui anéanti par un modèle compétitif et individualiste de marché. Ainsi, les demandes se renforcent autour d'une exhortation envers l'État de prendre ses responsabilités dans la prise en charge de l'enseignement, d'établir un financement plus adéquat ainsi qu'une plus grande participation citoyenne (Budnik et al., 2010).

2.4.2. L'hiver chilien

L'hiver chilien a émergé en 2011 à la suite de revendications concernant le système de bourses et de prêts, une augmentation des dépenses publiques pour les universités publiques, « une réforme du système d'admission inspirée par les principes d'égalité et la démocratisation de la gouvernance des universités, y compris l'abrogation de la loi qui entravait la participation des étudiants à ces organismes »[13] (Ancelovici & Guzmán, 2019, pp. 984-985). Le gouvernement n'a pas répondu aux revendications émises par la Confech.

Le mouvement s'est ensuite amplifié, il y a eu plusieurs occupations de campus et les lycéens ont également rejoint le mouvement. Les étudiants revendiquent une éducation gratuite et critiquent « les pratiques de profit des universités privées, le

[11] Jóvenes de las clases medias y populares con posibilidades de "integración social".
[12] Sufrimiento colectivo y el desamparo social.
[13] A reform of the admissions system inspired by principles of equality; and the democratization of university governance, including the repeal of the law that impeded the participation of students in these bodies.

manque de financement des écoles et des universités publiques et le rôle excessif du secteur privé »[14] (Ancelovici & Guzmán, 2019, p. 983). Des acteurs ont soutenu le mouvement tels que le CUT (La Centrale unique des travailleurs du Chili), des associations de travailleurs du secteur public, des députés de partis d'opposition, des chanceliers et des universitaires de différentes universités, des personnalités de la télévision et des sportifs. Au milieu des mobilisations, le Président Piñera a licencié son secrétaire à l'éducation Lavín pour son « rôle de propriétaire d'une université privée (UDD) et son comportement de recherche de profit - une pratique interdite par la loi »[15] (Ancelovici & Guzmán, 2019, p. 985). Des répressions importantes ont suivi, amplifiant l'appui de l'opinion publique au mouvement mais les étudiants ont finalement repris les cours quelques mois plus tard, sans réelles concessions de la part du gouvernement. L'hiver chilien a eu pour conséquence l'entrée de nombreux militants en politique, tant dans les partis classiques que dans de nouvelles organisations créées après la grève. Un groupe de militants occupera également quelques postes au gouvernement de Michelle Bachelet.

Le mouvement de 2011 a mené à un questionnement profond du système néolibéral et de la méritocratie. Beaucoup d'intellectuels ont décrété que le mouvement signait la fin du conservatisme et du modèle néolibéral chilien. Quelques années après, les intellectuels parlaient davantage de brèches. Cependant, selon Pleyers (2018), il ne faut pas sous-estimer la force du système à aspirer le mouvement. Ainsi, en 2017, Piñera gagne les élections alors qu'il était au pouvoir durant l'hiver chilien et que sa côte de popularité était descendue drastiquement. Le mouvement a cependant permis de questionner le modèle de développement chilien, a ouvert un cycle de protestations tels que le mouvement féministe et la critique du système de retraite (Pleyers, 2018).

La réforme de l'éducation permet à de nombreux étudiants d'accéder à l'enseignement supérieur. Cependant, la logique de marché n'a pas changé. L'hiver chilien se distingue des autres mouvements alteractivistes tels que les *indignados* dans le fait que les protestations n'ont pas émergé à partir de petits groupes coordonnés par des réseaux mais ont été « encouragées par les organisations étudiantes

[14] Profit-making practices among private universities, the lack of funding for public schools and universities, and an excessive role of the private sector.
[15] His role as owner of a private university (UDD) and profit-seeking behavior – a practice forbidden by law.

traditionnelles »[16] (Guzman-Concha, 2012, p. 408).

2.4.3. Le mouvement féministe

Le mouvement féministe de 2018 a également vu le jour suite à l'initiative d'étudiantes. Il est né à l'université de Valdivia contre le harcèlement et les agressions sexuelles à l'université et le manque de sanction et de protection adoptées. Le mouvement a été rejoint par d'autres universités et lycées du pays (Fontaine, 05/06/2018).

La plupart des recherches sur les mouvements sociaux actuels abordent la question du *comment.* Je vais quant à moi me focaliser sur la question du *pourquoi.* Je vais donc me pencher sur les revendications des étudiants du mouvement chilien et analyser en quoi ces revendications sont équivoques des stigmates de la dictature ayant implanté un modèle néolibéral. Je vais également me pencher sur la vision des forces de l'ordre par le mouvement étudiant ainsi que son usage de la violence. Quelques articles ont été écrits concernant le mouvement chilien actuel. Ils sont cependant très brefs. Soit ils portent un regard macro sur le sujet, c'est-à-dire qu'ils établissent des liens avec d'autres mouvements dans le monde tels qu'en Équateur ou en France. Soit ils ont un regard micro sur le sujet mais ne portent pas l'accent sur les étudiants, comme je compte le faire dans ce travail.

[16] Spurred by traditional student organizations

Chapitre 3 : Évolution historique de la politique chilienne de 1970 à nos jours

Cette partie retrace la politique menée depuis l'époque d'Allende. Ces trois années précédant la dictature sont cruciales pour comprendre l'émergence du régime militaire et la peur du communisme instituée dans la société, ayant encore un impact aujourd'hui influençant la réception du mouvement social actuel. Ensuite, l'étude de la dictature est cruciale pour comprendre l'implantation du modèle néolibéral et les systèmes de santé, d'éducation et de retraite, hérités du régime militaire. Finalement, l'étude des gouvernements suivant la dictature permet de comprendre le peu de changement apporté à ce système.

3.1. Présidence d'Allende : 1970-1973

Au début des années 1970, la population chilienne revendique le socialisme et Allende, membre du parti de l'Union populaire, est élu. Il entreprend de nombreuses réformes telles que la nationalisation des entreprises et le démantèlement des grands domaines, essayant de transformer le modèle de société aux mains d'une petite élite depuis la colonisation (Baradit, 2018).

Le plan de son gouvernement est d'améliorer le pouvoir d'achat de la population la plus pauvre et ainsi créer une demande accrue générant davantage de contrats de travail menant à un cycle vertueux. Cette politique fonctionne au début mais la baisse du prix du cuivre, l'augmentation du prix du pétrole, le blocage de la part des États-Unis et les erreurs du gouvernement ont des retombées très néfastes. Une première erreur est d'imprimer de la monnaie en vue de financer les réformes sociales, générant de l'inflation déjà importante à l'époque. On assiste alors à des files interminables. La seconde erreur concerne l'expropriation rapide des entreprises et des exploitations agricoles. Le Parti socialiste, qui est plus radical que le parti d'Allende, exige que davantage d'entreprises, dont certaines moyennes, soient nationalisées tout comme des exploitations agricoles plus petites. Ces expropriations illégales et violentes conjointes à la propagande de droite accroissent la peur du socialisme dans la société chilienne générant une baisse de confiance importante envers le gouvernement (Baradit, 2018).

Ainsi, les propriétaires s'opposent à Allende, tout comme les classes moyennes mécontentes de l'inflation galopante, menant à une guerre civile entre partisans de

gauche et de droite. Les États-Unis sont également défavorables au gouvernement Allende, craignant que s'installe le communisme dans le pays. Le coup d'État sera alors préparé conjointement par les États-Unis, le patron du Mercurio, plus grand journal chilien, et des officiers des trois parties de l'armée et de la police nationale (de Zárate, 2010). Le Mercurio est utilisé par la CIA afin de créer de l'instabilité dans le gouvernement d'Allende et de favoriser l'intervention de l'armée (Baradit, 2018).

3.2. Chicago boys

En 1955, un groupe de professeurs d'économie de l'Université de Chicago se rend au Chili afin de créer une alliance avec l'Université catholique du Chili. Une année plus tard, un groupe d'étudiants de l'Université catholique du Chili part alors étudier à Chicago. Milton Friedman et Arnold Harbeger, membres de la société du Mont Pèlerin, comptent parmi leurs professeurs (Rumié Rojo, 2019).

La CIA finance les études des Chicago Boys afin de préparer le programme économique du gouvernement militaire. Le Chili a ainsi été le laboratoire du néolibéralisme. De nombreux Chicago Boys seront ministres sous Pinochet (Ihl, 2012). A la fin de la dictature, ils se reconvertiront en chef d'entreprises qu'ils avaient privatisées durant la dictature (Legrand, 16/07/2010).

3.3. Coup d'État et dictature de Pinochet : 1973-1988

Pinochet instaure la dictature en tant que contrerévolution conservatrice dont le but est d' « extirper le cancer marxiste du pays » et sortir le pays du chaos (Gaudichaud et al., 2015, p. 4). Cela fait écho à la propagande en place depuis la Présidence d'Allende, qui continuera durant toute la dictature, propagande selon laquelle Allende préparait une dictature communiste à la solde des Soviétiques et des Cubains. Le coup d'État a lieu le 11 septembre 1973 en réponse à la menace que représentent le gouvernement Allende et sa tentative de voie chilienne au socialisme par rapport aux avantages et privilèges de l'élite (Baradit, 2018).

3.3.1. Transformation du modèle économique

La dictature a pour objectif de transformer l'économie du pays, combattre l'inflation et favoriser le marché et les intérêts de la classe dominante. Le nouveau modèle économique, basé sur le projet des Chicago Boys, vise une participation

étatique la plus minime possible (le marché étant supposé se réguler tout seul). On passe alors d'un modèle de substitution des importations à un modèle fondé sur les exportations et la privatisation de la plupart des secteurs économiques. La privatisation et la charité sont les maîtres mots guidant les services sociaux (Rumié Rojo, 2019).

Pinochet met en place un modèle néolibéral autoritaire faisant du Chili le premier pays à implanter un système néolibéral. Des entreprises appartenant à l'État sont vendues pour une bouchée de pain à des personnes proches de la dictature, le pouvoir économique revenant ainsi à nouveau aux mains d'une petite élite (Ffrench-Davis, 2011).

En 1980, la Banque Mondiale et le FMI transfèrent des fonds en vue d'une mise en œuvre de politiques de privatisation, de diminution des services sociaux et d'intégration des institutions financières étrangères dans les marchés privés d'assurance-maladie. Le plan des sept Modernisations est alors mis en place, dans lequel figure la réforme des services sociaux tels que la santé, l'éducation et les pensions. Une part importante des fonctions des ministères sont alors transférées aux mairies sans le transfert adéquat de ressources. La responsabilité financière est placée sur les épaules de l'individu : ce qui était des droits devient des marchandises dont l'accès dépend des revenus de chacun (Magasich, 1998). La subsidiarité de l'État est instituée dans la Constitution de 1980 (Jiménez-Molina & Cubillos, 2016).

3.3.2. Pensions

Suite à la série de réformes des années 80, le système public de pension par cotisations devient privé et fonctionne par capitalisation. Ce système (nommé AFP, les Administrateurs de fonds de pension) mis en place par José Piñera est toujours d'actualité aujourd'hui. L'argent des citoyens est utilisé par les entreprises pour les investir dans des actions. Ce système a pour conséquence de diminuer les pensions jusqu'à atteindre des sommes inférieures au minimum recommandé par l'OIT (l'Organisation internationale du travail) (Magasich, 1998).

3.3.3. Santé

La privatisation du système de pension va de pair avec la privatisation du système de santé. Les dépenses publiques diminuent et l'administration du système est décentralisée et partiellement privatisée. La responsabilité de gestion et de finance est alors entre les mains des municipalités, menant à une ségrégation importante des soins

de santé. Le système d'assurance-maladie est divisé en deux sous-systèmes. Il y a d'une part FONASA, le Fonds National de Santé, proposant généralement des services de mauvaise qualité et d'autre part ISAPRE, les Institutions de Santé Prévisionnelle, qui est un ensemble d'assureurs privés gérant les cotisations obligatoires de sécurité sociale des franges les plus aisées de la population. D'un côté, il y a la voie marchande : les individus accèdent à des prestations régies par la concurrence et selon leurs revenus. D'un autre côté il y a la voie de l'assistance : un réseau de prestations selon une logique de ciblage. Il y a donc une grande inégalité d'accès aux soins basé sur une ségrégation sociale (Jiménez-Molina & Cubillos, 2016).

3.3.4. Éducation

L'enseignement sur le mode du néolibéralisme est fondé sur quatre piliers : le rôle subsidiaire de l'État, la subvention de la demande, la municipalisation et la privatisation et la perte du statut de fonctionnaire public des professeurs. Après la réforme, la subvention est donc conférée à chaque municipalité selon le nombre d'élèves, instaurant une logique de concurrence. Un système national d'évaluation de qualité de l'éducation est créé, visant la mesure des performances des élèves de chaque école. Les savoirs enseignés sont alors vus comme des objets permettant de passer avec succès l'évaluation finale, perdant ainsi leur sens interne (Longo, 2001).

La municipalisation a pour conséquence la dépendance de la qualité de l'éducation selon la richesse de chaque municipalité, accentuant les inégalités sociales et économiques (Longo, 2001). Le métier de professeur perd le statut de fonctionnaire et est fragilisé par l'existence de contrats précaires (Longo, 2001). A partir de 1980, les universités publiques sont également décentralisées et plus précaires. Le marché s'ouvre alors pour les établissements privés et de nombreuses universités voient le jour. L'enseignement supérieur n'est plus gratuit, rendant tous les établissements soumis à un autofinancement. Ceci oblige les universités publiques à diminuer leur budget de moitié. Les instituts professionnels dépendant de l'État deviennent alors complètement privés, transférés au secteur de production adéquat (Budnik et al., 2011).

3.3.5. Violation des droits humains

En 1978, le régime adopte un décret stipulant une loi d'amnistie selon laquelle les personnes soupçonnées d'abus concernant des droits humains entre 1973 et 1978

ne puissent pas être jugées (de Zárate, 2010). En 1980, une nouvelle Constitution voit le jour au moyen d'un référendum frauduleux, instituant un système électoral binominal permettant la surreprésentation des partis de droite et donc « la pérennité des institutions léguées par la dictature » (Magasich, 1998, p. 9). Aux 38 sénateurs élus, la Constitution ajoute minimum 8 sénateurs institutionnels « désignés selon des critères qui favorisent des personnalités conservatrices » instituant Pinochet comme sénateur à vie (Magasich, 1998, p. 9). La Constitution institue également un « Conseil de sécurité nationale » dans lequel il y a une majorité de généraux pouvant dans certains cas rejeter des décisions prises par le Président. Pinochet est déclaré Président de la République durant les huit prochaines années et seul candidat à la Présidence lors du plébiscite de 1988 (de Zárate, 2010).

La dictature a fait plus de trois mille morts, plus de mille ne seront jamais retrouvés, plus de quarante mille ont été brutalisés ou torturés et des dizaines de milliers de personnes ont été contraintes à l'exil (Baradit, 2018).

3.3.6. Services sociaux visant le ralliement des couches les plus pauvres

Le coup d'État ne va pas de pair avec la démobilisation totale de la société. En effet, Pinochet a de nombreux partisans au sein de la société civile n'appartenant pas forcément à l'élite, fédérés autour de la lutte antimarxiste. Des militants favorables à la dictature visent le ralliement des masses populaires au projet pinochétiste par la promotion du modèle économique et des actions sociales du gouvernement militaire en accomplissant des services sociaux dans les secteurs les plus pauvres. Cela permet à Pinochet de convertir à son idéologie des couches de la population lésées par celle-ci mais recevant également ses bienfaits, sans remédier toutefois à leurs situations marginales (de Zárate, 2010).

3.3.7. Conséquences et héritage de la dictature

Lorsque Pinochet quitte le pouvoir, le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires au monde. Les salaires ont diminué et le chômage et la pauvreté ont augmenté (Gaudichaud, 2014). De nombreuses personnes diront pourtant que malgré le fait que la dictature a fait de nombreuses victimes, Pinochet a permis l'amélioration de l'économie (Ffrench-Davis, 2011).

Le modèle économique et la tutelle de l'armée constituent l'héritage de la dictature. Selon Baradit (2018), le système néolibéral remplace le bien commun par le

bien individuel où une élite empoche les gains du système, et les plus faibles ne reçoivent que les miettes. La dictature a été un compromis avec les grands propriétaires dont le but était de rendre le pouvoir aux « propriétaires historiques »[17] (Baradit, 2018, p. 192) : « un retour à la colonisation quand le pouvoir était au main d'une oligarchie entrepreneuriale sans contre-pouvoir, sans luttes sociales, sans syndicats, et sans contrôle de l'État »[18] (Baradit, 2018, p. 192). La dictature a mis en place une pauvreté, de l'endettement et un « peuple fournisseur de fonds pour les aventures privées d'une élite » (Baradit, 2018, p. 193).

3.4. Transition : 1988-1990

La transition politique est « l'intervalle entre un régime politique et un autre » (O'Donnell & Schitter as cited in Prognon, 2010, p. 2). Comme le souligne Prognon, cette durée est ambiguë dans le cas du Chili. Officiellement, la transition dure deux ans, en réalité la démocratisation de la société chilienne à la suite du coup d'État a différentes vagues successives (Prognon, 2010).

La Constitution de 1980 stipule l'organisation d'un plébiscite en 1988 pour voter la prolongation ou non du régime militaire. Le résultat du referendum est négatif et en décembre 1989, le Président Patricio Aylwin est élu. Durant les derniers mois de la dictature, des réformes constitutionnelles timides et limitées sont appliquées. La sortie de la dictature est en fait un accord entre les forces militaires et les élites économiques et politiques, « sans remise en cause de la légitimité de l'héritage dictatorial » (Prognon, 2010, p. 3). Ainsi, la transition vient d'en haut et suit les objectifs décidés par le clan Pinochet et ses soutiens. Pinochet reste commandant en chef de l'armée jusqu'en 1998 puis sénateur à vie (Gaudichaud, 2014). Il n'est donc pas question de poursuivre en justice les officiers liés à la dictature, ni de s'immiscer dans l'armée, ni de modifier les structures implantées sous Pinochet. La Constitution ne permet pas de réaliser de changements radicaux et le congrès est équilibré de manière artificielle au moyen du système binominal (Baradit, 2018).

Les directeurs des grandes entreprises du pays sont majoritairement de droite et collaborateurs de Pinochet. Il y a donc d'un côté une élite au pouvoir économique et militaire possédant la majorité des ressources du pays et de l'autre le peuple n'ayant

[17] Proveedor de fondos para las aventuras privadas de la elite
[18] Un retorno a la Colonia, donde el poder lo ejercería una oligarquía empresarial sin ningún contrapeso, sin molestos luchadores sociales, sin sindicatos, miserias obreras y menos un Estado fiscalizador.

qu'un pouvoir politique corrompu par les liens avec les grands entrepreneurs (Baradit, 2018).

3.5. Gouvernement de la Concertation : 1990-2010

La Concertation est une coalition de centre gauche composée de socialistes et de démocrates chrétiens. Garretón (as cited in Gaudichaud, 2014, p. 10) affirme que le régime est « démocratique avec des enclaves autoritaires héritées ». De nombreux responsables de la dictature n'ont pas été jugés coupables et la Constitution reste fondamentalement la même, malgré différentes réformes. Jusqu'en 2005, il existe encore des sénateurs nommés à vie. Les systèmes d'éducation et de santé restent administrés par les municipalités. Le modèle économique néolibéral est appliqué dans la plupart des secteurs. Comparé aux autres régions d'Amérique latine, le niveau de vie s'améliore grâce à la fin de l'isolement international et du développement du système financier (Gaudichaud, 2014). Les dépenses publiques augmentent en matière d'éducation, le statut spécial des professeurs et les programmes de formation améliorent leur profession, mais aucune de ces mesures ne concerne les piliers imposés durant la dictature (Budnik et al., 2010). L'éducation supérieure est plus accessible mais le marché du travail discrimine les nouveaux diplômés selon leur origine sociale et l'université dans laquelle ils ont étudié. Le budget dédié à la santé augmente mais les hôpitaux publics souffrent encore de pénurie de ressources et de longues files d'attente (Gaudichaud, 2014).

Avec le recul de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie, le modèle néolibéral accède à une légitimité auprès des citoyens. La croissance publique et le boom international des matières premières mènent à l'augmentation des dépenses publiques. Cependant, au-delà de l'augmentation générale du niveau de vie, il n'y a pas de redistribution des fruits de cette croissance (Gaudichaud, 2014).

3.5.1. Gouvernement de Patricio Aylwin : 1990 – 1994

Patricio Aylwin appartient au parti démocrate-chrétien. Il met l'accent sur la justice transitionnelle et la négociation avec les forces militaires (Barozet & Espinoza, 2016). Il établit la commission de « Vérité et de réconciliation » visant à créer un rapport sur les violations des droits humains. Cependant, il est impossible d'en condamner les auteurs. Aylwin parle de réconciliation nationale, mettant de côté la justice pour les victimes (Prognon, 2010).

3.5.2. Gouvernement d'Eduardo Frei : 1994 – 2000

Son gouvernement appartient également au parti démocrate-chrétien (Rodriguez, 2000). En 1998, quand Pinochet entre au sénat, une majorité de Chiliens marque son mécontentement. Un groupe de députés tente alors d'empêcher Pinochet de rejoindre le sénat. Le gouvernement Frei impose cependant le respect de la majorité. Le Président participe alors à un défilé militaire en l'honneur de Pinochet, lors duquel ce dernier jure de respecter la Constitution qu'il a lui-même imposée. La même année, Pinochet est arrêté à Londres. Les députés pinochétistes se mettent en grève et l'armée profère des menaces. Le gouvernement chilien parvient alors à rapatrier Pinochet sans procès (Magasich, 1998).

3.5.3. Gouvernement de Ricardo Lagos : 2000 – 2006

Son gouvernement socialiste réforme la santé en mettant en place le programme AUGE, qui est un « programme de « garanties universelles explicites » » qui concerne les maladies les plus fréquentes (Jiménez-Molina & Cubillos, 2016, p. 7). Les années 2000 marquent le passage de la question de la réduction de la pauvreté à la question de la réduction des inégalités. Les statistiques montrent en effet qu'il y a une stabilité de concentration des richesses et un manque de mobilité sociale. Ainsi, les élites et classes moyennes aisées sont protégées par leur capital social leur permettant de développer des stratégies endogames (Barozet et Espinoza, 2016).

Bien que Ricardo Lagos s'est engagé à protéger la justice afin de juger le dictateur, le juge Guzmán en charge du dossier a décrété que la justice subissait des pressions du gouvernement en vue d'arrêter le procès. Diagnostiqué de démence, Pinochet échappe tout d'abord à la justice (Magasich, 1998). En 2005, la Constitution est réformée, réduisant de six à quatre ans le mandat du Président de la République, supprimant le statut de sénateur désigné ainsi que de sénateur à vie (Prognon, 2010).

3.5.4. Gouvernement de Michelle Bachelet : 2006 – 2010

Son gouvernement socialiste vise la gratuité des soins des personnes âgées ainsi qu'un nouveau système de protection sociale. Cependant, les réformes visent seulement les plus démunis et ne s'appliquent pas au secteur privé qui refuse d'apporter des fonds solidaires au secteur public (Barozet & Espinoza, 2016).

2006 marque la mort de Pinochet sans avoir été condamné. Cette année est

également marquée par les manifestations des lycéens dénonçant la mauvaise qualité de l'enseignement public, le manque de régulation de ce secteur et le lucre dans les établissements subventionnés ou semi-privés. Suite à ce mouvement social, la Présidente crée un conseil d'évaluation de l'éducation. Elle s'engage également à établir la gratuité de l'éducation et supprimer la loi organique sur l'enseignement institutionnalisant les transformations apportées au système éducatif sous la dictature. En 2009, cette loi est remplacée par la loi sur l'enseignement général visant la création d'instances permettant une meilleure évaluation et surveillance des établissements (Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, 05/06/2019). Cependant, elle ne répond pas aux principales revendications du mouvement comprenant la démunicipalisation ainsi que des changements profonds dans le système de financement. Ainsi, le droit à l'éducation reste subordonné à la liberté d'enseignement et d'entreprise, basé sur le profit et la sélection (Budnik et al., 2010). En 2007, les ouvriers de l'entreprise Biosque Arauco dans la région de BioBio se mettent en grève et la CUT et d'autres syndicats appellent à manifester contre la politique sociale du gouvernement. En 2008, ce sont les mineurs de la CODELCO (entreprise nationale de cuivre) qui font grèves et les fonctionnaires qui manifestent. Le gouvernement est également marqué par des détournement de fonds publics et de malversation financière (Prognon, 2010).

Le gouvernement de la Concertation s'essouffle et le gouvernement de Piñera qui suivra marquera sa fin. Le bilan de la Concertation est positif d'un point de vue macroéconomique mais est plus négatif d'un point de vue social et de l'emploi (Barozet, & Espinoza, 2016). Les subsides et transferts ciblant les plus démunis et la croissance économique basée sur les exportations des matières premières ont permis une sortie de la pauvreté d'un tiers des Chiliens depuis la fin de la dictature. Ceci a mené à une amélioration du niveau de vie et des bénéfices importants pour les grandes entreprises. Le modèle économique et social avait alors largement le soutien de la population. Cependant vingt ans plus tard, les différences de revenu, de qualité de services et les scandales financiers conduisent la population à remettre en question la légitimité du système. La question de l'éducation devient prédominante, le système éducatif étant accusé de favoriser une ségrégation sociale. De nombreux auteurs qualifient le travail accompli par la Concertation de néolibéralisme corrigé, de démocratie incomplète et d'absence de transformation des institutions (Gaudichaud, 2014).

3.6. Gouvernement de Sebastián Piñera : 2010 – 2014

Issu du parti de droite Rénovation nationale, les principes à la base de sa Présidence et de la mise en place des politiques publiques sont : « l'efficacité, la capacité de résolution, le travail acharné et la méritocratie »[19] (Schuster et Morales, 2015, p. 67). Le ciblage est l'instrument central de sa politique sociale. Ce gouvernement technocratique est marqué par les manifestations de 2011 des étudiants issus de familles de classes moyennes des universités traditionnelles et des classes populaires des universités privées peu régulées. En réponse aux mobilisations étudiantes, le gouvernement met en place une diminution des taux d'intérêt sur les crédits étudiants, répondant au problème soulevé par une solution de marché, alors que les étudiants revendiquaient la gratuité de l'éducation.

Son gouvernement assiste également à un rassemblement de l'opinion publique autour de mouvements sociaux tels que les « mineurs externalisés, les petits pêcheurs, les défenseurs environnementaux, les usagers de services de santé et les consommateurs escroqués par la collusion de grandes entreprises » s'accordant sur les prix (Barozet & Espinoza, 2016, p. 66). Le système politique, économique et social est en perte de légitimité. L'opinion publique a de plus en plus conscience des limites de ce modèle et revendique une transformation des politiques sociales (Barozet & Espinoza, 2016).

La droite est ainsi revenue au pouvoir via les élections pour la première fois depuis 1958. Piñera a réalisé un important travail de marketing politique en se distanciant du pinochétisme tout en promouvant un modèle néolibéral. Entrepreneur milliardaire, ex-économiste de la Banque mondiale et de la CEPAL, il est également impliqué dans des scandales de corruption (Legrand, 16/07/2010).

3.7. Gouvernement de Michelle Bachelet : 2014 – 2018

Le second gouvernement de Michelle Bachelet met en place une réforme de l'éducation. Les établissements semi-privés rejoignent alors l'État, les professeurs sont mieux formés et leurs salaires augmentent. La moitié la plus pauvre bénéficie d'un enseignement supérieur gratuit excepté l'enseignement technique qui représente 40% des inscriptions (majoritairement les classes populaires). Cette gratuité ne vise cependant que certains établissements. De plus, l'accès à ces établissements dépend

[19] La eficiencia, la capacidad resolutiva, el trabajo duro (trabajo en terreno) y la meritocracia.

des notes tout au long des secondaires et des résultats lors de la PSU, résultats qui dépendent bien souvent de l'établissement secondaire dans lequel les élèves ont réalisé leurs études. Dans la réalité, moins de la moitié des étudiants les plus pauvres reçoit cette bourse. De plus, les établissements primaires et secondaires d'élite ne sont pas réformés et le sujet reste un tabou politique et social.

En 2015, Une série de scandales politico-financiers impliquant la belle-fille et le fils de Bachelet, fait chuter l'opinion publique et décrédibilise son discours concernant l'égalité des chances (Barozet & Espinoza, 2016). La même année est votée la loi N°20 840 mettant fin au système électoral binominal pour mettre en place un système proportionnel (Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley 20840). En 2017, éclate une série de manifestations contre le système de retraite. Lors des derniers jours de son mandat, le gouvernement Bachelet présente une proposition au Congrès national pour concevoir une nouvelle Constitution résultant de discussions dans des conseils citoyens et assemblées locales et comprenant la reconnaissance des peuples autochtones (El Economista America, 16/03/2018). Cependant, Piñera refusera de poursuivre le projet.

3.8. Gouvernement de Sebastián Piñera : 2018 - ?

Le gouvernement de Piñera est confronté à deux grandes problématiques : le plus grand mouvement social observé depuis la dictature et la crise du coronavirus. La gestion de ces deux crises est largement contestée. En mars 2019, 27 000 étudiants ont perdu leur accès à une éducation gratuite en raison d'un prolongement de leurs études (Ulloa, 04/03/2019). Le site du gouvernement chilien annonce la gratuité pour 60% des Chiliens les plus pauvres (Ministerio de Educación, 08/05/2020). En réalité, beaucoup moins d'étudiants en bénéficient. En octobre 2019, éclatent les manifestations suite à la hausse du prix du ticket de métro. L'indice de popularité du Président est le plus bas depuis le retour de la démocratie. Les manifestants appellent à sa démission, mais le Président est fermement déterminé à terminer son mandat. En mars 2020, la crise du coronavirus atteint le Chili. Fin mars, un confinement est imposé. De nombreux Chiliens critiquent le manque d'aides sociales et la priorité accordée à l'économie. Certaines critiques de la politique chilienne présentes dans le mouvement social se retrouvent donc dans cette pandémie.

Chapitre 4 : Chronologie des événements

Le 4 octobre 2019, le Groupe d'experts sur les transports publics annonce l'augmentation du prix du ticket aux heures de pointe, passant de 800 à 830 pesos alors qu'il avait déjà augmenté de 20 pesos en janvier de la même année (Cádiz, 2019). Le 6 octobre, cette augmentation entre en vigueur. A partir du 7 octobre, un appel est lancé par les lycéens via les réseaux sociaux à monter dans les transports sans payer. Des centaines de lycéens du centre de Santiago participent à cette « évasion massive » (Baeza, 11/10/2019). Le même jour, Juan André Fontaine, le ministre de l'Économie de l'époque, affirme que les Chiliens peuvent utiliser le métro tôt le matin et bénéficier d'un tarif réduit (Burgos, 10/07/2019). Le 8 octobre, le Président se vante lors d'une interview en affirmant que le Chili est un oasis de paix au milieu de la tempête, faisant référence aux bouleversements ayant cours dans d'autres pays d'Amérique latine (Monzón, 20/10/2019).

Le 18 octobre, les confrontations prennent un tournant insurrectionnel. En quelques heures, tout le réseau est fermé. Pratiquement la totalité des 164 stations sont attaquées, les barrières et tourniquets sont détruits, ainsi qu'une dizaine de bus. Les émeutes sont très importantes, des magasins sont pillés, des barricades sont construites un peu partout dans la ville et certains bâtiments prennent feu. Le gouvernement ferme le réseau et les luttes entre les forces de l'ordre et les manifestants deviennent plus importantes et violentes : canons à eau et gaz lacrymogène sont utilisés contre la foule. Les revendications s'étendent alors aux inégalités sociales et au coût de la vie (Cooperativa, 26/06/2019). Les manifestants expliquent en effet que l'augmentation du ticket de métro n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Le célèbre slogan est scandé par la foule et écrit sur de nombreuses pancartes : il ne s'agit pas de 30 pesos mais de trente ans. Le Président réagit en qualifiant les manifestants de délinquants. André Chadwick, le ministre de l'Intérieur de l'époque, porte plainte contre les responsables des dommages occasionnés, en vertu de la loi concernant la sécurité de l'État. La nuit, un *cacerolazo* s'installe dans la ville en signe de soutien pacifique aux manifestants (Villarroel, 20/10/219).

Dans la nuit du 18 au 19 octobre, l'état d'urgence est déclaré pour la première fois depuis la dictature dans la province de Santiago (La tercera, 19/10/2019). La sécurité publique est confiée au général de l'armée de terre. Plus de 10 000 policiers et militaires sont alors déployés dans la ville. Le mouvement s'étend à d'autres villes

du pays. Le soir, un couvre-feu est instauré et l'état d'urgence est étendu à la région de Valparaiso et la province de Concepción. Pour le peuple chilien, la symbolique de ces mesures est très forte et exergue la colère des manifestants. La violence des techniques de répression, la présence des militaires dans la rue, le couvre-feu et l'état de siège renvoient directement à la dictature de Pinochet. Le gouvernement annonce finalement l'annulation de l'augmentation du ticket mais les confrontations ne faiblissent pas, les rassemblement, émeutes, pillages et incendies persévèrent et le mouvement continue de s'étendre dans tout le pays (Ferrer, 19/10/2019).

Le 20 octobre, l'état d'urgence et le couvre-feu sont étendus. Le même jour, la Chambre des députés est convoquée lors de laquelle elle ratifie la suspension de l'augmentation. Le Parti communiste ne participe pas à la session en raison de la présence des militaires dans la rue (El Mostrador, 20/10/2019). Ce parti ainsi que le Frente Amplio critiquent les mesures de sécurité adoptées (24horas, 22/10/2019). Le soir-même, Piñera affirme dans un discours adressé à la nation : « nous sommes en guerre contre un ennemi puissant et implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à utiliser la violence et le crime sans limite »[20] (Urrejola, 25/11/2019). Il appelle à l'unité du peuple et condamne les violences. Ces propos qualifiant le peuple d'ennemi attisent la colère des manifestants (Fontaine, 06/11/2019).

La place Italie, rebaptisée place de la Dignité par le mouvement, devient le théâtre des manifestations. Elle est remplie chaque jour de la semaine, avec un pic tous les vendredis et lundis. Les manifestations sont festives : des gens chantent, dansent, jouent à la corde à sauter… Des jeunes sont assis savourant une bière, des plus vieux scandent des slogans… En première ligne, les affrontements entre la police et les manifestants sont violents : les policiers attaquent les personnes cagoulées de jets d'eau, de gaz lacrymogène et de balles. En retour, les cagoulés leur jettent des pierres et des cocktails Molotov. Les manifestants sont très organisés. Pendant que la première ligne affronte la police, d'autres cassent des pavés à l'arrière afin de leur fournir des matériaux. Quand une bombe lacrymogène est lancée, des manifestants accourent et la plongent dans un liquide afin de la désamorcer. Des personnes préparent également de l'eau et de la nourriture pour les personnes luttant contre les forces de l'ordre. De nombreux manifestants sont équipés d'un foulard afin de se protéger la bouche et le nez du gaz. Ils utilisent également de l'eau avec du bicarbonate de soude et du citron

[20] Estamos en guerra contra un enemigo poderoso, implacable, que no respeta a nada ni a nadie y que está dispuesto a usar la violencia y la delincuencia sin ningún límite.

pour soulager leurs yeux. La solidarité est présente de tout côté. Des vendeurs ambulants ont également envahi la place vendant bandanas, drapeaux mapuche, nourriture, boissons… On observe des personnes de tout âge mais il y a une majorité de jeunes.

Des marches de masse sont organisées dans tout le pays. Malgré leur caractère pacifique, de nombreux incidents sont relevés entre les manifestants et les forces de l'ordre (Vallejos, 21/10/2019). Parallèlement aux marches, des assemblées citoyennes sont organisées un peu partout dans les différents quartiers du pays visant à discuter des problèmes sociaux et des solutions à apporter (Miño, 29/10/2019). En plus des assemblées et de l'occupation de places, le mouvement a recours à de nombreuses actions préparées ou spontanées telles que la construction de barrages routiers, les attaques de commissariats et d'églises, les décapitations de statues de colon, les grèves, le boycott de la PSU… La place de l'art est très importante dans le mouvement, que cela soit dans les fresques murales, dans les graffitis qui ont repeint la ville, dans les cortèges de danseurs, de musiciens, ou dans la représentation de scènes symboliques. Des actes de vandalisme ont également lieu, tels que le pillage de supermarchés et d'incendie de bus ou d'édifices, mais restent cependant très secondaires (Franssen, 2020).

Le 21 et 22 octobre, l'état d'urgence et le couvre-feu sont étendus à d'autres zones. Le 21, les cours de pratiquement tous les établissements scolaires de la capitale sont suspendus. On observe de longues files d'attende dans les supermarchés et stations-service et certaines stations de métro sont à nouveau ouvertes. Le 22 octobre, une réunion avec tous les partis politiques est sommée par le Président afin de trouver un accord social mais les partis de gauche refusent d'y participer. Le même jour, le Président prononce des excuses nationales quant aux mesures adoptées et sa non reconnaissance des problèmes vécus par le peuple chilien. Il annonce la mise en place d'un nouvel agenda social comprenant la hausse des retraites les plus basses, une augmentation de 50% du minimum vieillesse, la cotisation des employeurs au régime de retraites, le gel des tarifs de l'électricité (Le Monde, 17/01/2020), une augmentation du salaire minimum, la réduction des prix des médicaments en accord avec FONASA et la réduction des indemnités parlementaires et des salaires élevés de l'administration publique, la réduction du nombre de parlementaires et la limitation de leur réélection. Au niveau de la santé, le Président s'engage à discuter urgemment d'un projet de loi visant à créer une Assurance Maladies Catastrophiques permettant de poser un plafond

aux dépenses de santé des familles bénéficiaires. Piñera annonce aussi une taxe sur les plus riches visant à augmenter la collecte des impôts de 160 millions de dollars. Le programme vise également un renforcement du Fonds commun municipal visant une plus grande contribution des communautés les plus riches aux communautés les plus pauvres, ayant pour objectif de tendre vers des services de qualité identique (Flores, 22/10/2019). La même journée, les principaux syndicats et mouvements sociaux appellent à la grève nationale qui commencera le lendemain. Des dizaines de milliers de manifestants défilent dans la capitale. Parmi les revendications se trouvent la fin de la présence des militaires dans les rues (T13, 27/10/2019).

Les témoignages de violence de la part des forces de l'ordre affluent chaque jour : viol, torture, tirs à balles réelles… Le 24 et 25 octobre, un groupe de camionneurs et de chauffeurs de taxi occupent des autoroutes afin de protester contre le prix du péage. Le 25 octobre est organisée la marche la plus grande de l'histoire du pays, avec plus d'un million de personnes défilant dans la capitale (Guerra, 25/10/2019). D'autres marches sont organisées dans les grandes villes du pays. Le 27 octobre, l'état d'urgence est levé et les militaires sont retirés de la rue et le 28 octobre, Piñera change huit de ses ministres, dont le ministre de l'Intérieur Chadwick, très critiqué par l'opinion publique. Ce remaniement est cependant très contesté. Des sénateurs et députés ont en effet commenté le fait que l'éducation, la santé et les transports ne sont pas touchés alors que ces domaines concernent les revendications des manifestants (Vallejos, 28/10/2019).

Le 29 octobre, les mineurs de cuivre organisent une grève afin de soutenir le mouvement (Figaro, 29/10/2019). Le même jour, le chef de l'unité des finances de l'Institut national des droits humains est blessé par la police alors qu'il observe une manifestation dans le centre de Santiago (el Desconcierto, 29/10/2019). Le 31 octobre, le Président se rend dans des hôpitaux afin de visiter des membres des forces de l'ordre blessés. Le même jour, l'avocat Carlos Zambrano dépose un recours contre Piñera affirmant que la déclaration de l'état d'urgence était illégale car non motivée. Il affirme en effet que le Président n'a pas pondéré les droits fondamentaux, ne prenant pas en compte les restrictions de droits que l'état d'urgence engendre, tout comme l'abus de pouvoir qu'il provoque (el Desconcierto, 31/10/2019). Le 1er novembre, le leader social Roxana Miranda et l'avocate des droits humains Mónica Araya Flores ont accusé Piñera et Chadwick de crimes contre l'humanité. Elles accusent en effet ces deux personnalités politiques d'être responsables de l'application de l'état d'urgence

ayant mené à une attaque généralisée contre la population civile en utilisant des normes juridiques inexistantes. De plus, les attaques concernent la dissimulation des raisons à l'origine du couvre-feu, dont la publication est pourtant recourue par la Constitution. Miranda et Araya Flores dénoncent également la guerre psychologique basée sur la peur exercée contre la population afin de décourager le mouvement social (NorteSur, 01/11/2019). Le 2 novembre, l'Institut national des droits humains annonce avoir intenté 132 actions judiciaires pour torture.

Le 4 novembre, dans une interview à la BBC, le Président affirme fermement son intention de rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat malgré la pression de l'opinion publique réclamant sa démission. Piñera a la cote de popularité la plus basse depuis le retour de la démocratie (Abarmovich, 05/11/2019). Le 5 novembre, deux lycéennes sont blessées par des balles de plomb tirées par des policiers, entrés dans un lycée après que les étudiants aient voté en faveur de la participation aux manifestations (Human Rights Watch, 26/11/2019). Le même jour, trois organisations de défense des droits humains ont également déposé une plainte contre le Président pour crimes contre l'humanité (La Izquierda Diario, 05/11/2019).

Le 6 novembre, la justice chilienne déclare l'ouverture d'une enquête contre 14 officiers accusés de torture sur des manifestants (France24, 07/11/2019). Le 7 novembre, le Président annonce une série de mesures par rapport à la sécurité, dans lesquelles figurent une proposition de loi augmentant les sanctions sur le pillage, utilisation de barricades et attaques sur force de l'ordre, ainsi qu'une proposition de loi nommée loi *anti-capuche* (anti-cagoulé), visant à sanctionner les personnes se dissimulant le visage pour des raisons politiques. Le 8 novembre, un hélicoptère survole la place de la Dignité. Des lasers verts surgissent alors de la foule et visent l'hélicoptère. Le laser vert devient un symbole du mouvement, visant les forces armées. La même journée, un habitant de Las Condes (commune riche de Santiago) tire sur un manifestant (Cooperativa, 30/11/2019) et un groupe de « gilets jaunes » (groupe d'habitants protégeant leur quartier des pillages) attaquent un manifestant à Renca (commune pauvre de Santiago). En réaction, une manifestation est organisée durant laquelle un suprémaciste blanc américain tire sur des manifestants (El Dínamo, 10/11/2019). Toujours le même jour, l'étudiant Gustavo Gatica perd l'usage de la vue suite à une attaque de police lançant des balles de plomb, lors d'une manifestation place de la Dignité (Agurto & Góngora, 22/11/2019). La même journée, le ministre des finances et les sénateurs de la Commission des finances signent un document

visant à débloquer la réforme fiscale destinée à augmenter les recettes des impôts de 200 millions de dollars. Ce document établit comme axe central la promotion des petites et moyennes entreprises, l'esprit d'entreprise et la croissance, l'aide aux personnes âgées et l'augmentation progressive des impôts sur les revenus les plus élevés visant à financer le nouvel agenda social annoncé par le gouvernement (Martinez, 08/11/2019).

Le 10 novembre, le Président annonce un accord pour réviser la Constitution. Le Président a également annoncé que le projet de loi de Michelle Bachelet soumis au Congrès concernant la modification de la Constitution serait discuté. Ce dernier visait « l'inviolabilité des droits humains, le droit à la santé et à l'éducation et l'égalité salariale entre hommes et femmes » (Le Monde, 10/11/2019). Malgré l'annonce de la modification de la Constitution, les affrontements continuent. Les manifestants réclament une assemblée constituante ainsi que des réformes sociales concernant la santé, l'éducation, le système de pension, le salaire minimum…

Le 12 novembre, les partis de l'opposition au gouvernement déclarent conjointement la nécessité d'élire une assemblée constituante afin de rédiger la nouvelle Constitution. Le même jour, une grève est convoquée par l'Unidad Social, un groupe de 115 associations afin de revendiquer un changement de la Constitution et une assemblée constituante conduisant à une paralysie de 25 des 27 ports du pays alors que 85% du PIB chilien est lié aux exportations portuaires (Meynial, 16/11/2019). Les violences occasionnées durant les derniers jours conduisent le gouvernement à envisager le retour de l'état d'urgence mais les officiers militaires refusent (Fossa, Herrero, Higuera, 13/11/2019).

Le 13 novembre, des négociations sont entamées au Congrès afin de décider du processus constitutionnel (24Horas, 13/11/2019) : « Convention constitutionnelle » établie par une assemblée constituante élue ou « Convention constituante mixte » établie par des citoyens élus et des parlementaires (24Horas, 26/03/2020). Le 14 novembre, la chanteuse Mom Laferte dénude son torse à Las Vegas lors des Grammy Latinos sur lequel est écrit « au Chili, on viole, on torture et on assassine »[21]. Le même jour, le Chili cesse d'être considéré comme le pays d'Amérique latine le plus sûr, devancé par le Panama (La Tercera, 14/11/2019).

[21] En Chile torturan, violan y matan.

Le 15 novembre, le gouvernement et l'opposition se mettent d'accord pour l'élaboration d'un plébiscite afin de décider ou non de la rédaction d'une nouvelle Constitution et du mécanisme utilisé. Le plébiscite est alors prévu pour le 26 avril. Le parti Communiste, le parti Humaniste, le parti Écologiste Vert et la Convergence Sociale refusent de signer l'accord, se prononçant contre le quorum des 2/3, affirmant que si la droite acquiert plus d'un tiers des votes, son veto empêchera le processus d'aboutir (T13, 15/11/201 ; el Desconcierto, 15/11/2019). Le même jour, on recense au moins 230 blessures oculaires dues à l'usage de balles composées de projectiles multiples, alors qu'on recense 261 blessures oculaires dans le monde entre 1990 et 2017 (Fontaine, 06/11/2019). Ce jour-là, Abel Acuña meurt d'un arrêt cardiaque lors d'une manifestation place de la Dignité. Des témoins ont critiqué le fait que les policiers ont empêché les secouristes de travailler correctement en leur lançant des projectiles (Cooperativa, 16/11/2019).

Le 17 novembre, Piñera condamne pour la première fois les violations commises par les forces de l'ordre et affirme qu'il n'y aura pas d'impunité (Le Monde, 18/11/2019). Le 19 novembre, en réponse au bilan désastreux de l'Institut national des droits humains, le gouvernement interdit l'utilisation de tirs de chevrotine en caoutchouc, ne restant autorisée qu'en cas de légitime défense dans le cadre d'un danger de mort imminent (Le HuffPost, 20/11/2019). Ce type de balles continuera cependant d'être utilisé.

Le 20 novembre, la Commission constitutionnelle de la Chambre des députés approuve une réduction de 50% des indemnités parlementaires, les économies réalisées allant directement au budget national (Villarroel, 20/11/2019). Le 22 novembre, le gouvernement et l'armée rejettent le rapport d'Amnesty International accusant les forces de l'ordre « d'appliquer une politique de violences systématiques pour décourager les manifestants » (L'Express, 23/11/2019). Amnesty rapporte onze cas de bombes lacrymogènes lancées dans des écoles, des universités, des maisons et des hôpitaux, torture, crimes sexuels, attaques contre des défenseurs des droits humains. Lors d'une conférence de presse, la directrice d'Amnesty International informe de plaintes d'attaques portées à des journalistes et accuse le Président de ne pas avoir donné des instructions claires aux forces armées durant l'état d'urgence (T13, 21/11/2019). Le même jour, la sous-secrétaire aux droits humains affirme que le gouvernement conteste le rapport, déclarant que le seul objectif de l'État est le respect des droits humains (24horas, 21/11/2019). Le 24 novembre, le Président annonce

l'élaboration d'un projet habilitant l'armée à protéger les infrastructures du pays sans décréter l'état d'urgence (Urrejola, 25/11/2019).

Le 26 novembre, Human Rights Watch publie un rapport concernant les abus des forces armées, exhortant l'institution policière à se réformer. Le rapport explique avoir recueilli des preuves concernant un usage excessif de la force menant à la blessure de milliers de personnes n'ayant pas forcément fait preuve de violence. Le rapport informe notamment le manque d'indépendance et de transparence des enquêtes sur les policiers, la décision finale de ces enquêtes revenant au supérieur directe du policier concerné. Lors de la publication du rapport, des enquêtes préliminaires étaient en cours par rapport à 2278 victimes d'abus sur 203 membres de forces de sécurité dont 173 policiers. Seules neuf des enquêtes ont été officialisées, faisant intervenir le pouvoir judiciaire. Concernant le manque de transparence, Human Rights Watch informe qu'aucune information n'est publiquement disponible sur les enquêtes en cours ou leurs résultats. Le rapport dénonce également le fait que de nombreux policiers ont été contraints de travailler jusqu'à 16 heures par jour sans jour de congé ou compensation pour les heures supplémentaires prestées. Sur les 20 000 membres des force de l'ordre mobilisées, seules 1400 appartiennent aux Forces spéciales formées pour ces tâches. Certains agents effectuant des tâches administratives ont été mobilisés après une seule journée de formation. Finalement, le rapport rappelle que le Chili a ratifié la Convention américaine des droits humains selon laquelle les policiers doivent recourir autant que possible à des moyens non violents. Ainsi, le gaz lacrymogène pouvant causer de graves problèmes de santé ne devrait être utilisé qu'en cas de grande nécessité. Le rapport affirme la nécessité de ne pas l'utiliser dans des espaces confinés, de ne pas viser directement les personnes et de donner l'alerte avant son utilisation (Human Rights Watch, 26/11/2019).

Le 26 novembre, une manifestation est organisée en faveur du droit des femmes dans la capitale. Une femme de 36 ans perd la vue, touchée par une bombe lacrymogène en plein visage (L'Obs, 28/11/2019). Le 28 novembre, le peso chilien atteint son taux le plus bas (Le Figaro, 28/11/2019). Le 2 décembre, le Président annonce une augmentation des dépenses publiques, une aide aux petites et moyennes entreprises et aux familles les plus vulnérables et les personnes touchant le salaire minimum. Cependant, toutes ces mesures ne visent en aucun cas une réforme du système de pension, de l'éducation, de la santé, mis en place durant la dictature et à la source des problèmes actuels (Fontaine, 04/12/2019).

Le 13 décembre, l'ONU publie un rapport dans lequel elle accuse les forces de l'ordre de graves violations des droits humains et recense 350 blessures oculaires, 113 cas de torture et de passages à tabac et 24 cas de violences sexuelles. Le ministre chilien des affaires étrangères affirme cependant qu'il n'y a pas de violations graves et systématiques des droits de l'homme au Chili et le secrétaire d'État aux droits humains affirme que le rapport contient des erreurs (Bourreau & Villiers-Moriamé, 13/12/2019). Le 15 décembre, une consultation citoyenne est organisée. 92% des participants ont voté en faveur d'une nouvelle Constitution et 71% ont voté en faveur d'une assemblée constituante entièrement élue. Les électeurs ont choisi les pensions, la santé et l'éducation comme questions les plus importantes à résoudre (El Mostrador, 26/12/2019). Le 24 décembre est promulguée la réforme constitutionnelle permettant la convocation du plébiscite national (Biblioteca del Congreso Nacional de Chile, Ley 21200). Le 26 décembre, Piñera affirme dans une interview que beaucoup de vidéos relatant des violations des droits humains au Chili sont fausses, étant tournées à l'étranger, visant à provoquer davantage de désordre dans le pays. Il affirme également qu'une grande campagne de désinformation est menée (CNN Chile, 26/12/2019).

Durant les vacances d'été, le mouvement est un peu moins important, les jeunes voyageant ou devant travailler. Le gouvernement profite de ce répit pour faire passer une loi sanctionnant davantage les manifestations. Ainsi, le 17 janvier, le Congrès national approuve la loi anti-barricade et anti-pillage, durcissant les sanctions contre les personnes construisant des barricades, jetant des objets sur les personnes et véhicules, entravant la circulation en interposant des véhicules et pillant (Maritano, 17/01/2020).

Le 6 et 7 janvier, de nombreux lycéens boycottent la PSU en raison de sa nature discriminatoire (El Comercio, 07/01/2020). Le 14 janvier, le parti Frente Amplio dépose également une plainte contre le Président Piñera, le ministre de l'Intérieur, le maire de la métropole de Santiago et le directeur général de la police, pour crimes contre l'humanité (Emol, 14/01/2020). Le 16 janvier 2020, le Centre d'études publiques publie le résultat d'un sondage montrant que la cote de popularité du Président est de 6%. Les policiers passent quant à eux de 57% en août 2015 à 17% en 2020. Concernant le mouvement, 55 à 60% des Chiliens soutiennent la mobilisation sociale (Le Monde, 17/01/2020).

Le 29 janvier, un manifestant se fait écraser par une voiture de police à l'extérieur du stade Monumental lors d'une confrontation entre manifestants et

policiers (Villarroel & Delgado, 29/01/2020.). Le 31 janvier, Ariel Moreno est tué par un tir de police lors d'une altercation avec la police durant une manifestation ayant lieu devant un poste de police suite à la mort du manifestant écrasé par une voiture deux jours plus tôt (Cooperativa.cl, 01/02/2020). Le 23 février, des manifestations violentes éclatent à l'entrée du festival de Viña del Mar, le festival de la chanson le plus important d'Amérique latine. Plusieurs artistes se produisant lors du festival expriment leur soutien envers le mouvement (L'express, 24/02/2019). Les manifestants arguent le slogan suivant : « Viña a un festival et au Chili il n'y a pas d'argent pour le pain »[22]. Les manifestants demandent l'annulation du festival et des réformes visant à lutter contre les inégalités sociales (Cabrera, 24/02/2020).

Lors de la reprise des cours en mars, le mouvement est beaucoup plus fort. De nombreux manifestants affirment que le mouvement commencé en octobre n'était qu'une *previa* (un avant-goût)*,* les choses sérieuses allant se dérouler à la reprise des cours. L'approche du plébiscite motive les manifestants. La répression est également plus importante. Lorsque je suis retournée en manifestation en mars, le gaz lacrymogène était beaucoup plus fort : impossible de rester sur place avec un simple foulard. Les manifestants étaient équipés en conséquence. J'ai été très impressionnée de voir le nombre de personnes munies d'un masque à gaz et de protections pour les yeux.

Le 4 mars, un député envoie une requête au Sénat afin de déclarer Piñera inapte à gouverner pour cause d'incapacité mentale. Il argumente cela par les déclarations provocantes du Président et son manque de réaction pour trouver une solution aux demandes du mouvement (Jara, 04/03/2020). Le 19 mars 2020, l'Institut national publie un rapport informant du nombre de victimes depuis le début du mouvement. On compte 3838 personnes blessées dont 288 enfants et adolescents et 460 blessures oculaires. En mars, on recense 257 cas de violences sexuelles, 617 cas de torture ou autres traitements cruels et 1272 cas d'usage excessif de la force (INDH, mars 2020). Le mouvement a également occasionné plus de trente décès, dont 15 sont liés à des incendies, 7 à des affrontements entre citoyens et 5 aux forces de l'ordre. Le 31 octobre, 947 policiers blessés ont été signalés par les autorités, qui n'ont cependant pas précisé le type de blessures concernant 786 d'entre eux (Urquieta, 31/10/2019). Le CIPER (le Centre d'Investigations et d'Informations journalistiques) a demandé à la

[22] Viña tiene Festival y en Chile no hay plata pa'l pan.

police de détailler ces chiffres et à se rendre dans les hôpitaux pour policiers afin de s'entretenir avec les médecins pour mieux enquêter sur les types de blessures et leurs causes mais l'institution n'a pas répondu (Urquieta, 31/10/2019).

La crise du Covdi-19 a freiné le mouvement mais les concerts de casseroles continuent des balcons afin de montrer que le mouvement n'est pas mort. Le 15 mars, le Président annonce la suspension des cours pour 14 jours. Le 18 mars, le Président annonce l'état de catastrophe. Cette mesure est contestée par certain car cela ne va pas de pair avec une fermeture des commerces. Le 22 mars, le Chili annonce un couvre-feu de 22h00 à 5h00. Le 26 mars, la quarantaine est déclarée dans sept communes de Santiago. Elle sera ensuite retirée dans la majorité des communes mais sera réinstallée suite à une grande augmentation des cas. Beaucoup de personnes souffrent de cette situation car se retrouvent sans revenu. La pandémie et le confinement exacerbent les problèmes des Chiliens. Des protestations dans des banlieues pauvres voient alors le jour, dénonçant le manque de mesures prises par le gouvernement durant cette période pour venir en aide aux citoyens. Ils revendiquent en outre une aide financière et alimentaire. En réaction, les policiers lancent des gaz lacrymogène et utilisent des canons à eau. Le 18 mai, le maire de Valparaíso alerte sur la gravité de la situation affirmant la possibilité de nouvelles manifestations et la nécessité d'un revenu d'urgence Covid-19 (Brecx, 19/05/2020).

Le revenu familial d'urgence est approuvé par les députés, accordant un revenu aux familles les plus vulnérables ne recevant aucun autre revenu formel. La Fondation sol démontre que ce revenu reste sous le seuil de pauvreté (De la Hoz, 20/06/2020). De plus, le ministère du Développement social a gonflé le chiffre de certains registres afin que moins de familles accèdent au revenu familial d'urgence (Ilabaca, 17/06/2020). Durant cette pandémie, nombreux critiquent le fait que le gouvernement favorise les entreprises, se préoccupant davantage de la santé de son économie que de ses citoyens. Le gouvernement a autorisé les entreprises à licencier et suspendre un nombre important d'employés, élevant beaucoup le taux de chômage et de suspension (De la Hoz, 20/06/2020). Le 13 juin, le ministre de la Santé démissionne (BBC, 14/06/2020). Le 23 juillet, le Congrès approuve la proposition de loi permettant aux Chiliens de retirer 10% de leur épargne-retraite, une mesure essentielle pour la classe moyenne qui n'a encore reçu aucune aide (Le Figaro, 09/07/2020). La nuit précédant l'adoption de cette réforme fut secouée d'émeutes (Salamanque, 23/07/2020).

Chapitre 5 : Système néolibéral

Le néolibéralisme est un système politique et économique basé sur la concurrence dans lequel le marché est le « mécanisme principal de coordination des activités productives et sociales » (Barozet & Espinoza, 2016, p. 55). L'État se limite à un rôle compensateur des situations les plus déficitaires en appliquant une politique de ciblage sur les personnes les plus vulnérables et présentant le plus de difficultés à s'insérer dans le marché. Le système néolibéral est cependant un système qui va au-delà de l'utopie du « laisser faire ». En effet, le système se met en place via la force de l'État et des technologies de pouvoir autoritaire comme le dit Foucault (as cited in Gaudichaud et al., 2015), ce qui lui permet de s'étendre à toute la société. L'État, en étant au service du marché et du capital, participe à « l'extension de la rationalité économique à l'ensemble des champs sociaux », chaque personne devenant ainsi « un « entrepreneur » de soi-même » (Gaudichaud et al., 2015, p. 13). « L'espace du *Mall* a alors remplacé la *Polis*, et le consommateur, le citoyen » (Gaudichaud et al., 2015, p. 14). Sur le plan social par exemple, différentes catégories provenant du marché sont introduites : ainsi on parle de libre choix, de concurrence, de privatisation et de responsabilité individuelle. Lazzarato insiste sur le développement de structures cognitives afin de créer un individu néolibéral. Le citoyen fonctionnel au néolibéralisme est un individu « soumis, individualiste et largement dépolitisé » (Gaudichaud et al., 2015, p. 6).

Le modèle néolibéral s'est largement implanté durant les années 1980 et 1990. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et durant la période des Trente Glorieuses, les politiques keynésiennes étaient légitimées par la présence d'une croissance stable. Cependant, la fin de cette période prospère va de pair avec une remise en question de ces politiques. Le modèle néolibéral est alors présenté comme l'unique solution à la crise de la dette. En effet, durant les années 70, les acteurs privés remplacent de plus en plus les acteurs publics dans le processus de développement des pays du Sud. On assiste alors à une ébullition de prêts qui remplacent le développement de fonds publics. Cependant, avec la crise du pétrole, moins de dollars sont émis. Le cours de cette monnaie augmentant, les taux d'intérêt augmentent également et la dette des pays du Sud explose. Ces pays sont donc en impossibilité de rembourser leurs crédits. Les idées de l'École de Chicago, développées autour de *think tanks* libéraux et de Milton Friedman, reprenant les idées de Friedrich Hayek, grand opposant de John

Maynard Keynes, s'imposent alors pour résoudre cette crise (Piccoli, Cours Analyse du développement 2018).

La diffusion du néolibéralisme dans les institutions internationales sera portée par deux néoconservateurs : Thatcher et Reagan. Cette pensée devient alors hégémonique car défendue par des acteurs et institutions puissants. Le FMI et la Banque mondiale n'ont alors de cesse de diffuser ce modèle. Cela donne naissance aux programmes d'ajustement structurel et aux politiques d'austérité. En effet, en 1981 lors de la conférence Nord-Sud de Cancún pour la Coopération internationale et le Développement, Reagan et Thatcher plaident en faveur de mesures d'assainissement radicales et l'arrêt de dons afin de sortir les pays du Sud de la dette. Ainsi, l'idéologie véhiculée concernant la responsabilité des pays du Sud vis-à-vis de leur situation repose sur une mauvaise gestion ainsi que le rôle trop important conféré à l'État et aux politiques publiques. Le FMI et la Banque mondiale négocient alors avec les pays du Sud le rééchelonnement de la dette, basé sur une réduction drastiques des dépenses publiques, la libre circulation et la fin des barrières douanières. Ces deux institutions, en accord avec le Trésor américain, forment alors le Consensus de Washington, basé sur cette nouvelle théorie du développement, visant à accorder une aide financière aux pays du Sud à la condition de respecter les politiques d'austérité et les normes néolibérales.

Selon Friedman, auteur du *Capitalism and Freedom* (as cited in Jiménez-Molina & Cubillos, 2016) la liberté correspond à une libéralisation économique et monétaire totale, les notions de libertés politiques et démocratiques n'étant que secondaires. Ce système se base sur la croyance profonde que les problèmes publics sont plus efficacement résolus par des initiatives privées. L'État, posé dans son rôle compensatoire, ne permet pas de considérer les droits sociaux comme garanties universelles car l'accès à ces droits dépend de la capacité d'intégration de chacun au marché. Par exemple, le droit à la santé correspond au droit individuel de chaque consommateur selon les prestations particulières stipulées dans un contrat. Les besoins de santé ne sont donc plus collectivement partagés.

C'est plus globalement chaque problème collectif et commun, tel que la faim ou le chômage, qui a été remplacé par des solutions individuelles marchandes, à un tel niveau que, comme le dit Houart (as cited in Pleyers 2018), la vie-même de la planète est mise en péril. Selon Friedman (as cited in documentaire « Chicago Boys », 2015), le marché libre ne permet pas seulement une production efficiente, mais permet

également de maintenir une paix durable. Il voue une croyance pratiquement religieuse au néolibéralisme. Il défend ce système au moyen d'une comparaison : au cours d'un jeu, chacun dispose du même nombre de jetons. Cependant, au fur-et-à-mesure de la partie, des perdants et des gagnants se créent. Selon lui, il serait absurde que les gagnants redistribuent aux perdants leurs acquis pour finalement revenir à la situation initiale. Ce penseur a une vision assez naïve du fonctionnement de l'économie (documentaire « Chicago Boys », 2015).

Un débat existe dans la littérature entre les partisans de la « voie unique » du néolibéralisme au niveau mondial avec différentes formes d'application ou « un phénomène intrinsèquement pluriel et divers » (Gaudichaud et al., 2015, p. 3). Cependant, malgré le fait qu'il y ait des différences internes et idéologiques aux différentes mises en application de ce système, la construction sociale et politique du néolibéralisme est mondiale. Selon Perry Anderson (as cited in Gaudichaud et al., 2015), les différentes expérimentations nationales résultent des situations politiques très variables de chaque pays.

Malgré les réalités différentes qu'incarne la rationalité néolibérale, des traits saillants similaires à ces différentes réalités sont observables. Ainsi, à la manière de Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli (2018), nous pouvons nous centrer sur trois caractéristiques de la rationalité néolibérale. Tout d'abord, la logique de marché est étendue à toutes les sphères de la société, toutes les activités et tous les individus. Ensuite, cette logique de marché repose sur la concurrence au sens darwinien. Ainsi, selon le néolibéralisme, l'État ne doit pas intervenir en vue de restaurer une certaine égalité dans le système puisque l'inégalité est naturelle. La lutte entre chaque individu est ainsi constante et prévaut dans chaque domaine de la vie sociale. Cela va de pair avec la vision anthropologique d'un humain entrepreneurial dénué de solidarités collectives. Troisièmement, les relations entre État et entreprise privée sont inversées. L'entreprise privée prévaut, l'État étant désormais au service de la logique entrepreneuriale, gérant la société selon ses principes. Pour ce faire, un système bureaucratique est mis en place selon les logiques de « projets, *reporting*, indicateurs, normes, certifications et quantifications » promouvant un principe de management et obscurcissant les différences entre le public et le privé par la permanence du chiffre (Simon & Piccoli, 2018, p. 5).

Bien qu'absents des objectifs annoncés des politiques néolibérales, d'autres aspects saillants de cette logique néolibérale semblent être inhérents aux différentes

situations dans lesquelles cette logique s'applique. Trois de ces traits sont relevés par Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli (2018). Tout d'abord, les auteures mentionnent « l'effacement de la dimension structurelle des inégalités par la responsabilisation de la société civile » (Simon & Piccoli, 2018, p. 6). Comme souligné plus haut, une société reposant sur le marché dépend d'individus « libres, autonomes et entrepreneurs d'eux-mêmes » (Simon & Piccoli, 2018, p. 6). La responsabilité des individus quant à leur situation précaire étant prépondérante dans ce système, les structures macro-économiques et sociales ne sont jamais remises en question. Les personnes en situation de précarité sont ainsi stigmatisées comme étant problématiques, dissimulant la responsabilité systémique. Les politiques de ciblage mentionnées plus haut permettent de mener une lutte contre la pauvreté sans viser la réduction des inégalités pourtant responsables de l'accroissement de la pauvreté. Ces politiques visent à formater des individus utiles au marché. Dans cette situation d'abandon des responsabilités étatiques et entrepreneuriales, il incombe aux organisations de la société civile de se charger de combler les déficits sociaux et économiques au sein des populations vulnérables. A juste titre, Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli illustrent cette situation au moyen de l'expression de Michel Agier : les organisations deviennent la « main gauche de l'Empire », « celle qui soigne et répare ce que la main droite détruit par ses politiques économiques » (Simon & Piccoli, 2018, p. 8).

Une deuxième caractéristique relevée par Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli concerne « la normalisation des expériences par une disciplinarisation productrice de subjectivité utile » (Simon et Piccoli, 2018, p. 6). Les techniques de management et la bureaucratisation sont prépondérantes dans la rationalité néolibérale. Les normes managériales sont ainsi appliquées à toutes les sphères de la société. Les auteures donnent l'exemple de l'évaluation obligeant individus et organisations « à s'adapter à des critères de performance et de qualité, à intégrer de nouvelles procédures qui formatent leurs pratiques et entrent en concurrence avec celles-ci » (Simon et Piccoli, 2018, p. 8). La perception du travail et des relations sont transformées par l'uniformisation des standards, permettant de discipliner les individus en vue de les rendre utiles au marché. Les personnes ne rentrant pas dans ce cadre sont alors invisibilisées.

Finalement, ces deux caractéristiques conduisent à la « dépolitisation généralisée de la société » (Simon et Piccoli, 2018, p. 6). Les logiques d'évaluation, de cadres logiques et autres procédés managériaux et bureaucratiques congestionnent

le temps laissé aux ONG pour établir un travail de contestation suffisant et conditionnent les possibilités d'actions de celles-ci, réduisant encore davantage une potentielle opposition. Le terme politique est échangé contre le terme « gouvernance » permettant sa dépolitisation et le retrait de sa capacité conflictuelle. L'État entrant dans le monde de la gestion, accompagné de toute sa sémantique, les programmes et objectifs politiques sont remplacés par les « procédures et les outils ou les instruments », devenant des fins en soi (Simon & Piccoli, 2018, p. 10). La résolution de problèmes au moyen de projets, en phase avec la logique de marché, guide l'action de l'État et de la société publique, écartant les débats relatifs aux valeurs et finalités guidant cette action. L'individualisme disséminé dans la société conduit à se centrer sur la souffrance ou la responsabilité individuelle, suivant une logique compassionnelle, invisibilisant encore une fois les structures à la source de violences. La souffrance individuelle justifie alors l'action, fondée sur une réalité biologique et non sur l'existence de droits en tant que citoyens, la politique étant remplacée par l'humanitaire. Les fondements de la démocratie moderne sont alors révisés et les problèmes et injustices sociales paraissent éparpillés, les rendant complexes à saisir et à dénoncer.

Au Chili, depuis l'implantation du modèle, les espaces publics disparaissent au profit d'une « privatisation croissante des territoires et de l'entre-soi ». Ainsi, le sociologue Moulián (as cited in Gaudichaud et al., 2015) affirme que le citoyen de la *polis* devient un « citoyen carte de crédit happé par un mercantilisme effréné et un endettement généralisé » (Gaudichaud et al. 2015, p. 5). Le modèle néolibéral permet une certaine inclusion via une consommation massive et un accès au crédit presque illimité. Cependant, l'opinion publique ressent l'absence d'un État protecteur. Cela conduit à des réseaux de protection interpersonnels informels et d'une solidarité collective par le bas (Gaudichaud et al., 2015).

Geoffrey Pleyers (2018) envisage le néolibéralisme comme un mouvement social provenant d'en-haut, ce qui facilite la compréhension de la société actuelle ainsi qu'une des raisons pour lesquelles les mouvements sociaux ne parviennent pas à avoir davantage d'impact. Le néolibéralisme est une vision du monde aux stratégies efficaces de promotion au sein de la population. Cette idéologie a été diffusée par des acteurs et des infrastructures au cours de l'histoire récente visant à convaincre la population que le système néolibéral est le meilleur système possible et qu'il n'existe pas d'alternatives.

L'économiste Friedrich von Hayeck a défendu le système néolibéral via la propagation d'une série de textes et de réseaux. Les Chicago Boys ont également joué un rôle crucial, comme expliqué précédemment. La Société de Mont Pelerin a promu le système tout comme le fait le forum économique mondial chaque année depuis sa création en 1971, au cours duquel des entrepreneurs, des chefs d'État et des ONG légitiment ce modèle. Les frères Koch financent l' « Atlas network », un *think tanks* à Washington défendant le système, ainsi que le réseau international latino-américain « students for Liberty », qui est une organisation fondée en 2008, promouvant l'agenda néolibéral et formant de jeunes leaders (2018).

De plus, les entreprises transnationales sont également des acteurs importants de défense du système. Elles collaborent à long terme avec les institutions internationales et exercent un lobbying important auprès de ces institutions et de leurs États membres pour défendre l'imposition de règles commerciales leur étant favorables. Les médias de masse forment un autre acteur puissant véhiculant l'idéologie néolibérale. Ceux-ci sont souvent aux mains des élites politiques et économiques. Ainsi, le système a une capacité d'absorption des contestations. Par exemple, le Président chilien Piñera a eu une cote de popularité désastreuse lors des manifestations de 2011. Il fut cependant réélu en 2018 (Pleyers, 2018).

Cependant, comme le soulignent Saskia Simon et Emmanuelle Piccoli (2018), les acteurs populaires contribuent également à la profusion du système. Les victimes du néolibéralisme ne sont pas passives. La rationalité est appropriée par ces acteurs subalternes qui « parviennent à profiter des miettes du système en s'y intégrant » (Simon & Piccoli, 2018, p. 6).

Chapitre 6 : Analyse

Cette partie est basée sur l'analyse des entretiens des étudiants chiliens participant aux manifestations. J'ai regroupé les informations que chaque personne m'a données en différentes catégories. Tout d'abord, cette partie analytique contient une critique du système néolibéral de la part des différents étudiants interrogés. Ce système génère un accroissement des inégalités à la source du mouvement. Ces inégalités concernent particulièrement le système de l'éducation, de la santé et des pensions. Les étudiants font part de leur déception de la politique chilienne et du désintérêt de la population par rapport à cette politique depuis de nombreuses années, jusqu'au mouvement initié par les jeunes n'ayant pas vécu la dictature et ne ressentant plus la peur d'affronter le gouvernement afin de lutter pour davantage de droits. Mes interviews ont tenté de discerner le type de société à laquelle les manifestants aspirent. Cependant, la réalisation d'une autre société est bloquée par différentes forces soulignées par les différentes personnes interviewées, ces forces cherchant à défendre le système néolibéral actuel générant des intérêts pour une petite élite. Parmi celles-ci figurent la Constitution, adoptée durant la dictature et instaurant un système néolibéral difficilement modifiable, la propagande défendant un système néolibéral et décrédibilisant le mouvement, la mémoire par rapport à l'époque de Pinochet qui n'est pas encore tout à fait éclairée, les médias en collusion avec le pouvoir politique et économique, et les forces de l'ordre réprimant les manifestants selon une stratégie de démoralisation. Finalement, la dernière partie exprimera les opinions des manifestants par rapport à leur propre violence, matérielle et humaine.

6.1. Système néolibéral

Les critiques du système néolibéral, conscientes ou non, parsèment les interviews des manifestants. La majorité des critiques émises par rapport au fonctionnement du pays concerne la privatisation des services publics. Selon les manifestants, les droits de base tels que la santé ou l'éducation devraient être accessibles à tous et gérés par l'État. Ainsi, Maria me dit : « Les droits sont des services à payer. L'éducation et la santé ne sont pas des droits ici mais des privilèges »[23]. Selon Diego, les problèmes rencontrés par la société sont liés au

[23] Los derechos son servicios por los que hay que pagar. La educación y la salud no son derechos aquí sino privilegios.

transfert des fonctions de l'État vers le privé, aux objectifs d'effectivité et de rentabilité. Selon Pablo, « tout est privé, il faut payer pour tout, consommer beaucoup et donc s'endetter et continuer à travailler »[24]. Cet endettement est d'ailleurs critiqué par tous les étudiants interviewés et tous me font part de la fragilité en résultant. Luisa m'explique qu'au Chili, « rien ne t'assure que tu pourras survivre, parfois, tu peux avoir un bon travail, mais une personne de ta famille tombe malade et avec le système de santé tu es obligé de recourir au privé et t'endetter pour des millions de pesos et là se termine la qualité de vie que tu avais car rien n'est certain »[25]. Elle ajoute : « au Chili on survit, on ne vit pas »[26].

Ricardo critique le principe de la méritocratie inhérent au système néolibéral. Selon lui, ce principe est erroné : « en réalité, il n'y a pas tant de méritocratie car si tu viens d'une famille riche et que ton père est propriétaire d'une entreprise et qu'ensuite tu vas travailler dans cette entreprise, tu n'as pas tant de mérite que ça. Comment peux-tu comparer une personne qui nait avec tout et une personne qui ne nait avec rien, qui doit sortir d'en bas, d'un mauvais collège, passer par l'université, et faire tout un chemin pour avoir quelque chose? »[27]. « C'est si simple pour les personnes qui ont tout de dire ça »[28], proteste-t-il.

Pablo critique quant à lui la globalisation, le fait que les grandes entreprises, souvent étrangères, appartiennent à une poignée d'entrepreneurs : les chaines de vêtements, de supermarchés, sont alors entassés dans des *Malls*, aux journées de travail longues, entravant la survie des entreprises familiales apportant de meilleures conditions de travail. Il m'explique que les transnationales fournissent des facilités de payement dans une société où la santé, l'éducation et les salaires sont mauvais, et que les citoyens s'endettent alors via la carte de crédit.

Maria et Luis dénoncent le fait que l'eau au Chili appartient à quelques multinationales. Luis me dit que les cultures d'avocat utilisent une grande partie de

[24] Todo es privado, hay que pagar por todo, y tienes que consumir mucho entonces te endeudas y tienes que seguir trabajando.
[25] Nada asegura que puedas sobrevivir, a veces uno puede tener un buen trabajo pero se enferma alguien y con la salud que hay solo te queda la privada y con ella te endeudas por millones y ahí se termina la calidad de vida que estabas teniendo porque no hay nada asegurado.
[26] Aquí en Chile uno no vive uno sobrevive.
[27] Realmente no hay tanta meritocracia porque si sales de una familia de dinero y tu papa es dueño de la empresa y después tu vas a trabajar en esa empresa no tiene tanto mérito pero cómo vas a comparar con una persona que nació con todo y una persona que tiene que salir desde abajo, pasar por un mal colegio, pasar por una universidad y hacer un camino para tener algo ?
[28] Es tan fácil para las personas que tienen todo de decir eso.

l'eau et provoque une grande sécheresse dans certaines régions. Maria me parle quant à elle des entreprises ayant le droit de construire des projets hydroélectriques dans des patrimoines naturels. Selon Maria, le gouvernement est hypocrite : il déplore la sécheresse qui atteint le pays et préconise alors à la population de ne se doucher que durant deux ou trois minutes, mais les gens savent que ce sont les riches entrepreneurs qui captent toute l'eau.

Selon Ricardo, le modèle néolibéral hérité de la dictature est la racine des problèmes actuels ayant mené au mouvement social. Il m'explique que le pays génère beaucoup de richesses mais que les personnes accédant aux ressources sont celles déjà riches. Il me commente alors que les élites vendent un ruissellement qui n'arrive qu'à faible goutte. Diego m'explique que le modèle hérité de la dictature doit être questionné et transformé car il n'a pas accompli ce qu'il avait promis : il n'y a pas de pensions dignes, pas d'éducation ni de santé de qualité sans endettement conséquent. Pablo ne critique pas seulement le néolibéralisme mais également le capitalisme. Il me dit que le néolibéralisme n'est que le capitalisme dans sa forme la plus agressive. Selon lui, « il faut en finir avec les deux »[29].

J'ai entendu ou lu la phrase suivante dans de nombreuses bouches au cours de mon terrain (conducteurs de uber, pancartes de manifestants, graffitis) : « Le Chili se gère comme une entreprise et non comme un pays ». Luis me la répète lors de notre entretien dans le contexte du coronavirus. Il me dit que « les intérêts économiques prévalent sur les intérêts sociaux »[30]. Il m'exemplifie cela par le fait que le gouvernement a décidé de déconfiner les communes générant le plus d'emplois afin de réactiver l'économie. Il m'explique également que son père est indépendant et ne reçoit aucun salaire mais que l'État ne lui a proposé qu'un crédit[31]. De même, quant à cette crise sanitaire et le nombre important de contaminés au Chili, Ricardo m'explique que le gouvernement rejette la faute sur la population en affirmant qu'elle ne respecte pas la quarantaine mais que le gouvernement ne fait rien pour la faire respecter. Selon lui, cela arrange le gouvernement que les personnes continuent à travailler et fassent tourner l'économie.

[29] Hay que terminar con las dos.
[30] Pasa lo mismo que ha pasado en Chile toda la vida, se trata como una empresa y no como un país, y se velan los intereses económicos y no sociales.
[31] Depuis, un revenu d'urgence et des boîtes de vivres ont été fournis.

Le système néolibéral est donc largement critiqué par les manifestants. Ce système hérité de la dictature et cimenté dans la Constitution de 1980 est basé sur une ségrégation sociale générant des accès inégaux aux différents services (Jiménez-Molina & Cubillos, 2016). Ce modèle de société est fondé sur l'individualisme : la solidarité et l'empathie envers les plus démunis n'existent pas en dehors des politiques de ciblage. Le système néolibéral est basé sur la concurrence, le culte du plus fort et le mépris des plus faibles. La méritocratie est le principe central, résultant en la croyance que « le pauvre est pauvre parce qu'il est paresseux et ne veut pas sortir de sa situation »[32] (Baradit, 2018 : 184).

La dictature a donc mis en place une pauvreté accentuée par l'endettement. La sortie de la dictature n'a pas transformé ce système, la transition négociée entre les forces militaires, économiques et politiques ne remettant pas en cause la légitimité de l'héritage dictatorial (Baradit, 2018 ; Prognon, 2010). Suite au retour de la démocratie, le néolibéralisme a été corrigé mais la pauvreté, bien qu'ayant diminué, stagne depuis les années 2000. La société n'est pas plus équitable, les services de qualité étant chers et non accessibles à la majorité des Chiliens, à moins de s'endetter, générant davantage de pauvreté. Ainsi, le système vise la résolution des problèmes sociétaux par une réduction des politiques sociales, remplacées par des services privés, des politiques de ciblage adressées uniquement aux plus pauvres et des politiques d'insertion basées sur des programmes d'insertion à l'emploi garantissant une main-d'œuvre bon marché, et d'insertion au marché via le système de crédit et d'endettement, favorables aux entreprises et accroissant l'appauvrissement des Chiliens.

La méritocratie est centrale : la responsabilité individuelle est arguée dans chaque situation, éclipsant la remise en question structurelle. Cela mène à une insolence et indécence de la part des politiciens, comme lorsque le ministre des Finances répond aux manifestants luttant contre l'augmentation des prix de l'alimentation en leur disant que « les romantiques peuvent toujours acheter des fleurs dont le prix a baissé » (Le Monde diplomatique, décembre 2019, p. 28). Les élites parlent de mérite pourtant, l'argent ne représente pas forcément le fruit d'un dur labeur. Parfois, l'argent est dans les mains de celui qui arrive à profiter du travail des autres à bon escient. Dans une société où il est convenu qu'il faille mériter son pain pour vivre, une minorité de privilégiés s'empiffrent pourtant « du pain des autres » pendant

[32] El pobre es pobre porque es flojo y no quiere surgir.

que « les condamnés à vivre meurent de faim » (TACAE, s.d., p. 23).

L'analogie du jeu de Milton Friedman est donc fondée sur un présupposé complètement biaisé. Selon lui, chaque joueur commencerait la partie avec le même nombre de jetons mais dans la réalité, les personnes ont un nombre de jetons extrêmement variable. Le modèle défendu n'est pas une méritocratie mais bien une *pecunocratie*, chacun ayant accès à des opportunités et des services selon sa richesse.

Dans certaines régions du pays, les gens n'ont même pas d'eau pour se laver les mains alors qu'ils sont en pleine pandémie. Le réchauffement climatique est responsable de la sécheresse, mais la mauvaise gestion de l'eau liée à la privatisation de 80% des ressources aggrave considérablement ce problème (Meméndez, 12/12/2019). Le modèle néolibéral exploite donc travailleurs et planète. Les manifestants ne sont fondamentalement pas contre la libre concurrence mais de manière régulée car les entrepreneurs profitent des lois dans un modèle néolibéral se gérant seul.

Avec la crise du coronavirus, les mécanismes néolibéraux sont exacerbés. La défense de l'industrie et de l'économie est primordiale alors que la protection de la population est délaissée. En effet durant la pandémie, selon un objectif de réactivation de l'économie, les communes les plus riches ont été libérées de leur confinement, avec les conséquences d'un pic de contagion et de morts important. Les mesures sociales prises durant la crise sanitaire sont également manifestes du système néolibéral. Le crédit, solution de marché constamment arborée, consiste en un pansement laissant la guérison de la blessure à un futur aggravé, alors que les problèmes sociaux nécessitent une réelle aide urgente et immédiate. Le revenu d'urgence finalement adopté se situe sous le seuil de pauvreté.

La quarantaine à Santiago n'est pas vraiment respectée. Malgré l'obligation de télécharger une autorisation pour sortir, au nombre limité par semaine, les contrôles de police sont faibles. Sans contrôle, les personnes ne recevant pas d'aide suffisante de l'État continuent de sortir pour travailler. Cette situation a d'ailleurs mené aux différentes manifestations contre la faim dans les quartiers pauvres. Ainsi, les manifestants revendiquent un revenu d'urgence permettant de couvrir le panier familial de base (De la Hoz, 20/06/2020).

6.2. Inégalités

« *C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches.* » - Victor Hugo

Les étudiants interviewés déplorent les grandes inégalités dans la population, découlant du modèle néolibéral. Luisa me dit que l'État se désintéresse d'apporter de meilleures infrastructures à la société alors que selon elle, tout est une question de redistribution des ressources. Luis me dit que le principal changement qu'il voudrait voir adopter dans la société chilienne concerne la distribution des richesses. Pablo affirme qu'il est profondément injuste qu'un nombre réduit de personnes s'enrichisse sur le dos des autres, au sacrifice de leur bien-être, d'un travail aux conditions difficiles et de l'endettement de leur famille. Ricardo s'insurge : l'humanité a les ressources pour vivre une vie pleine et riche, mais le fait que certains profitent des autres pour vivre encore mieux empêche cette réalisation.

Pour financer les politiques publiques, Diego et Tomás proposent d'augmenter les impôts ainsi que de contrôler adéquatement ce paiement. Diego déplore le fait que des personnes échappent à la fiscalisation et que les personnes riches ne payent pas autant d'impôts que les plus pauvres, ceux-ci ayant accès à de meilleurs avocats, une meilleure planification fiscale et des connaissances politiques bénéficiant aux grandes entreprises. Luis et Ricardo me font également part de leur désir de ne plus constater autant de différences de salaire entre les métiers. Luis me dit que la distribution des richesses est fondamentale car il est intolérable qu'une personne gagne mille millions de pesos par an (+ ou - 1 110 000 euros) alors que d'autres survivent avec 200 000 pesos par mois (+ ou – 220 euros). Il ajoute que ces inégalités salariales se transforment en inégalités d'opportunités.

L'illusion macroéconomique chilienne est illustrée dans le Monde diplomatique de décembre 2019 : dans une situation où il y a deux personnes et deux gâteaux, les statistiques attribuent un gâteau par personne, « même si l'une des deux personnes mange tout sans rien laisser à l'autre ». Voilà le « tour de passe-passe permettant au Chili de présenter son modèle comme réussite » (Sepúlveda, décembre 2019, p. 28). En 2018, le Chili était le 13ème pays le plus inégal de la planète et le plus inégal des membres de l'OCDE (OCDE Données, « Inégalité de revenus »). Les Chiliens déplorent le manque de taxation des riches et les pratiques corruptives de ceux-ci. Les élites sont protégées par leur capital social leur permettant de développer des stratégies endogames.

Au Chili, les inégalités spatiales sont frappantes. Cela est lié à la construction au cours des dernières décennies de logements sociaux à la périphérie des villes, dans des zones aux ressources urbaines faibles et aux rares services publics. Les inégalités spatiales deviennent des inégalités sociales se transformant en inégalités scolaires et sanitaires (Beytía, 14/09/2014). La qualité de vie y est donc mauvaise, compromettant l'inclusion sociale de ces populations et leur possibilité d'accéder à des opportunités leur permettant de sortir de leur situation.

6.2.1. Éducation

« Dans l'éducation et la santé, tout a été fait pour créer une société de castes.» - Alain Touraine

Les manifestants dénoncent la ségrégation à l'œuvre dans l'enseignement. Ils m'expliquent que l'école publique réservée aux plus pauvres est de mauvaise qualité alors que le privé est de qualité bien supérieure mais réservé aux plus riches ou aux enfants dont les parents se tuent à la tâche ou contractent une dette. Cependant, Ricardo m'explique que certains collèges municipaux de communes riches sont de bonne qualité. Selon lui, chaque municipalité pourrait continuer à administrer mais l'État central devrait répartir les ressources de manière à ce que chaque collège ait accès aux mêmes infrastructures. Maria m'explique qu'il y a une stigmatisation des étudiants par rapport au collège où ils étudient qui continuent sur le marché du travail.

Luisa me raconte qu'elle a réalisé un stage dans un collège public. Elle me dit que le sol était en bois avec des trous dans lesquels certains avaient des nids de pigeons. Il n'y avait ni ventilation ni chauffage, alors que la température en hiver à Santiago peut baisser jusqu'à 0 degré. Les salles étaient petites et ne contenaient pas le matériel nécessaire. Elle m'explique que certains collèges n'ont pas les ressources suffisantes pour employer un psychologue. « Ici », me commente-elle, « nous sommes toujours dans les années 60-70, la seule différence est qu'on n'utilise plus de tableau noir car la poussière génère une maladie des poumons »[33]. Elle ajoute que généralement, les écoles privées possèdent des infrastructures telles que des terrains de sport, une piscine, un casino… Les salles de classe sont grandes et ont le chauffage. Dans le public, avec un peu de chance, il y a une cour de récréation pour le cours d'éducation

[33] Acá seguimos en los años 60-70. Lo único distinto es que no ocupamos las pizarras de tiza porque el polvo generaba enfermedad de pulmones.

physique. La qualité y est très mauvaise, autant en infrastructures, qu'au niveau de l'hygiène et de l'éducation. Ainsi, tous les étudiants interviewés luttent pour une éducation de qualité. Tomás me dit que l'éducation est la base de la société et qu'il faut donc transformer le système depuis le jardin d'enfant. Diego souligne néanmoins le fait que l'éducation publique primaire et secondaire a été laissée de côté lors des réformes de Michelle Bachelet.

Le thème de la PSU (la Prueba de Selección Universitaria) est une critique importante du mouvement social. Luisa et Ricardo critiquent ce système d'évaluation car il ne mesure pas vraiment les aptitudes des élèves. Luisa m'explique que l'école apprend en fait à remplir un examen. Elle me dit que la matière enseignée est réduite au contenu des évaluations et que les contenus éducatifs se sont appauvris au fil des ans. Elle ajoute que l'éducation n'est pas basée sur la pensée critique. Ricardo trouve ce test vide de sens et horrible car il définit le reste de la vie de l'étudiant. Il m'explique que beaucoup de ses amis de collège ont eu une mauvaise note à ce test et n'ont pas pu accéder à l'université. « Tu dois constamment passer des obstacles pour pouvoir étudier, chose qui devrait être normale »[34], me dit-il. Luisa me dit que la PSU ségrégue les étudiants entre les personnes ayant accès à des universités d'élite et des centres d'enseignement supérieur souvent réservés aux personnes pauvres.

De nombreux étudiants n'accèdent à l'enseignement supérieur qu'au prix d'un endettement de plusieurs millions de pesos (milliers d'euros) qu'ils devront rembourser durant quinze ou vingt ans. Ricardo trouve complètement insolite de devoir s'endetter tellement pour étudier. Il me dit : « je pense que tout le monde devrait avoir l'opportunité d'étudier sans s'endetter car un pays éduqué contribue au développement du pays »[35]. Pablo, Ricardo, Luisa et Maria revendiquent une éducation entièrement gratuite, Luis et Diego ne parlent pas explicitement de gratuité mais d'accessibilité et Tomás m'explique ne pas être favorable à la gratuité totale mais à une accessibilité accrue.

Tous les étudiants interviewés ont participé antérieurement à des manifestations concernant le thème de l'éducation. Pablo m'explique que l'université est un environnement idéal pour le développement d'idées politiques. Il précise : « où j'étudie, il est normal que tous les mois la police réprime les manifestations à l'entrée

[34] Constantemente pasas obstáculos para poder estudiar, algo que debería de ser muy normal.
[35] Creo que todos deberían tener la oportunidad de estudiar sin endeudarse, porque un país educado puede contribuir al desarrollo del país.

de l'université et y entre »[36]. Luisa, leader étudiante, m'explique que le mouvement étudiant est important dans presque toutes les universités, où des assemblées y sont organisées.

Luisa m'informe que les subventions par étudiant dépendent de chaque université. Certaines subventions ne permettent pas de payer les professeurs ni d'investir dans des infrastructures et certaines universités doivent même hypothéquer, contracter des prêts, ou vendre des bâtiments pour survivre.

Tomás et Ricardo m'expliquent que la qualité de l'éducation dépend des ressources de chacun. Au niveau supérieur, certaines universités publiques sont de bonne qualité mais chères, presque aussi chères que les privées car l'État ne donne pas assez de subsides. Tomás et Ricardo ne sont fondamentalement pas contre les écoles privées mais affirment que l'objectif de lucre devrait être interdit. Ricardo ajoute que l'éducation ne peut pas être un service ou un commerce car c'est un droit. Selon lui, le premier objectif devrait toujours être l'éducation du peuple.

Tomás et Luisa payent leurs études au moyen d'un crédit à un taux d'intérêt plus bas que les crédits réguliers. Pablo m'explique qu'il finance en partie ses études grâce à la bourse de gratuité mais qu'il est tout de même contraint de faire une pause dans ses études. Il explique que la bourse est une avancée mais que cela ne couvre pas les frais de la vie quotidienne ainsi que le reste des frais scolaires. Il me dit qu'il a beaucoup d'amis dans le même cas que lui. Ricardo et Tomás m'expliquent qu'ils doivent travailler sur le côté. Luisa me raconte que certains étudiants tombent malades et doivent choisir entre se soigner ou continuer à étudier.

Luisa m'explique que les enfants pauvres vont souvent étudier par obligation et non par envie car ils savent qu'ils vont difficilement accéder à une éducation supérieure, risquent de s'endetter et ne pas accéder à l'emploi qui leur plairait. Elle ajoute que beaucoup de jeunes de la première ligne sont des professionnels exerçant dans un domaine différent de leurs études et gagnant un salaire misérable, car ils sont endettés pour de nombreuses années en sortant de l'université et prennent le premier travail qu'ils trouvent.

La ségrégation scolaire est donc très importante au Chili. Les dettes contractées par les universitaires sont parfois tellement importantes que certains s'exilent

[36] Donde yo estudio es natural que todos los meses la policía reprima las manifestaciones afuera de la universidad y entren.

volontairement et attendent la prescription des échéances (Garrido, 24/10/2019). Ainsi, les revendications pour une éducation accessible sont présentes dans les luttes étudiantes depuis de nombreuses années. Les revendications des étudiants ont peu changé au fil des ans : ils luttent pour une éducation abordable non ségréguée et de qualité, la fin du système de lucre dans l'éducation et la fin du système d'évaluation basé sur la PSU. Le mouvement étudiant chilien a donc une longue tradition et questionne activement l'héritage de Pinochet dans les structures de la société actuelle.

La réforme éducative initiée durant la dictature a considérablement changé le modèle éducatif, gratuit jusqu'en 1981. La municipalisation et le passage à une subvention de la demande a profondément ségrégué l'éducation dans l'espace, la qualité de l'éducation publique dépendant de la richesse de chaque municipalité. Avec la dictature et la privatisation, les savoirs scolaires sont devenus des marchandises accessibles aux différentes classes sociales selon leurs revenus (Longo, 2001). Comme le dit Georges Pleyers, l'université est un « champ de bataille » entre un projet néolibéral basé sur la concurrence, la dette et le profit et la vision d'un enseignement supérieur comme « droit et bien public »[37] (Pleyers, 2018, p. 102).

A cette segmentation s'ajoute la sélection établie par les établissements. Les écoles ayant une forte demande sélectionnent les étudiants impliquant le moins de dépenses. Ainsi, les élèves ayant de bons résultats, un comportement calme et une présence familiale importante seront privilégiés. Le système éducatif chilien défavorise donc les élèves ayant le plus besoin de soutiens éducatifs. On assiste alors à un déterminisme social et économique violent. Selon les études menées, les résultats dépendant des milieux socio-économiques des élèves délégitiment la routine scolaire pour de nombreux étudiants (Budnik et al., 2010).

La compétition dégrade la qualité de l'éducation. La publication du classement des écoles en fonction des résultats des élèves pousse les établissement à aborder les savoirs enseignés avec une logique d'effectivité allant à l'encontre de la valeur intrinsèque de l'éducation. Piia Seppaänen, chercheuse au *Center for Research on Lifelong Learning and Education* en Finlande affirme que ces évaluations ont pour conséquences l'abandon des objectifs essentiels de l'éducation, c'est-à-dire « la formation de citoyens engagés dans leur pays, dans la démocratie, comme un système de résolution de conflits, avec la valorisation de la communauté et de son

[37] Campo de batalla ; derecho y un bien público.

environnement »[38] (Budnik et al., 2010, p. 316).

Au fur-et-à-mesure des revendications étudiantes, l'éducation a connu différentes réformes, en particulier sous les gouvernements de Bachelet. Cependant, ces réformes sont davantage correctives que progressistes. Bien qu'ayant amélioré la condition étudiante de nombreuses personnes, elles n'ont jamais vraiment répondu à leurs demandes, ne transformant pas la logique de marché du système, répondant seulement aux revendications via des politiques de ciblage ou des solutions de marché. Aucun des piliers instaurés durant la dictature n'ont été transformés. Le système éducatif fonctionne selon la logique néolibérale de la responsabilisation individuelle et de la méritocratie, effaçant la dimension structurelle inégalitaire. Ainsi, la politique de ciblage permettant aux plus pauvres d'étudier parait lutter contre la pauvreté mais ne réduit pas les inégalités. De même, le système de crédit permet de formater les individus à la logique de marché.

Selon le TACAE, la table d'action contre l'appauvrissement de l'estrie, les étudiants de l'éducation supérieure devant emprunter pour financer leurs études sont davantage enclins à accéder à un faible revenu et à une situation précaire dû au remboursement de leur dette. Ainsi, beaucoup choisissent le premier emploi leur permettant d'accéder à des ressources financières au lieu de chercher un emploi les aidant à consolider leur carrière. Javiera López Layana témoigne au *New York Times* : « l'éducation était supposée nous permettre de sortir de la pauvreté, mais la dette s'avère être un lourd sac à dos »[39] (Taub, 03/11/2019).

6.2.2. Santé

Le système de santé est également très ségrégué et constitue donc une des principales demandes du mouvement. Ricardo me confie désirer davantage de solidarité dans le système en obligeant les personnes riches à contribuer à la santé des plus pauvres. Maria témoigne du dégoût qu'inspirent certains hôpitaux publics : « on entre et tout est cassé (…) parce que ça s'use tellement et qu'on ne change pas le matériel »[40]. Maria et Luisa rapportent une anecdote datant de janvier dernier : dans

[38] La formación de ciudadanos comprometidos con su país, con la democracia como sistema de resolución de conflictos, con la valoración de la comunidad y su entorno.
[39] "Education was supposed to be our ladder out of poverty." "But the debt turns out to be a heavy backpack."
[40] Uno entra y esta todo roto, (y no es porque la gente los rompa sino que) se usan tanto que no se cambian las materiales.

un hôpital public, une coupure de courant a obligé les chirurgiens à opérer un patient avec la lumière de leur téléphone. Elles m'expliquent également que les hôpitaux publics sont parfois contraints de renvoyer les patients chez eux, n'ayant pas les ressources suffisantes pour s'occuper d'eux. Maria a réalisé un stage au CESFAM, centre d'attention de santé primaire, et me rapporte qu'elle devait parfois appeler des patients plusieurs années plus tard pour leur demander s'ils avaient toujours besoin d'un rendez-vous et dans certains cas, on lui répondait que la personne concernée était déjà morte. Luisa me dit qu'en revanche, le système de santé privé dispense des soins immédiats de bien meilleure qualité.

Le ministre de la Santé, Jaime Mañalich est très critiqué par l'opinion publique. Maria me dit qu'il a été expulsé du Collège médical pour manque d'éthique et ne comprend pas qu'une telle personne ait été chargée d'un poste au gouvernement. Pablo me dit quant à lui que ce ministre a été choisi par Piñera car il est son ami. Maria me raconte également que lorsque Mañalich visitait des hôpitaux publics de communes pauvres, il devait s'y rendre avec des gardes car les personnes étaient tellement énervées contre lui qu'elles lui lançaient des projectiles.

Comme presque toutes les infrastructures de la société chilienne, la santé publique est désastreuse alors que le privé procure des soins de meilleure qualité. En 2014, 17% de la population chilienne avaient recours à ISAPRE, qui recevait 46% des ressources du système. Les usagers de FONASA avaient six fois plus de chance d'être sur liste d'attente en 2015 et le taux de consultation des médecins-spécialistes était deux fois plus important à ISAPRE qu'à FONASA. Les importantes différences de salaires entre le secteur privé et le secteur public incitent les professionnels de la santé à migrer vers les secteurs privés. Ce système conduit donc à une ségrégation sociale et une inégalité d'accès aux soins (Jiménez-Molina & Cubillos, 2016). En 2014, 92% des usagers pensaient que le système de santé devait être modifié. Les travailleurs de l'hôpital où s'est déroulée la panne de courant ont dénoncé les mauvaises conditions les empêchant de réaliser correctement leur travail (Chekh, 25/01/2020).

Une vidéo YouTube montre une altercation de l'ex-Ministre de la Santé avec un journaliste du Mercurio lui posant une question. Le ministre se fâche contre la ligne éditoriale du journal, accusant celui-ci de tenter de le faire sortir du gouvernement. Le ministre lui conseille d'arrêter le discours contre lui, le menaçant en lui disant de ne

pas lui chercher des problèmes car il « compte sur une protection tellement forte… »[41] (20 Hora, 2013). De même, le ministre est très critiqué pour l'absurdité de certaines de ses affirmations. Ainsi, il a expliqué que le coronavirus pouvait peut-être se convertir en une « bonne personne » (24 horas, 21/03/2020). De même, il a fait référence au nombre de personnes guéries du coronavirus en tenant compte des personnes mortes (Fest, 13/04/2020).

ISAPRE est perçu comme un violeur des droits à la santé et à la dignité. Ainsi en pleine crise pandémique, les ISAPREs ont augmenté le montant des primes d'assurance santé entre 3 et 4,9% selon les institutions ; la santé, comme tout au Chili, demeure un business (La Izquierda Diario, 31/03/2020). De même, l'industrie pharmaceutique est très critiquée. Ainsi, de nombreuses pharmacies ont été saccagées durant le mouvement social car elles sont accusées de faire des marges sur les prix des médicaments. Plus ou moins 90% des médicaments sont vendus par trois chaînes de pharmacies au Chili. En 2007, les grandes chaînes ont commencé à coordonner leurs prix. Cette collusion a conduit à surévaluer les médicaments dépassant parfois les 3000% en comparaison des prix du CENABAST, Centre National de fournitures. De même, le journal Panam Post dénonce l'important lobbying des chaînes pharmaceutiques, contraignant le vote de certains projets de loi limitant le pouvoir de cette industrie. Le journal dénonce que des traitements vitaux doivent être interrompus pour certains Chiliens en raison du coût trop important des médicaments (Lange, 18/06/2014).

Finalement, la crise du Coronavirus a mis en évidence les nombreuses failles du système de santé. Le ministre de la Santé a démissionné suite à sa mauvaise gestion de la crise par des politiques réactives et non préventives et le calcul erroné du nombre de décès lié au virus (Mileno 2020, 13/06/2020). Les hôpitaux publics qui collapsaient déjà avant la pandémie sont complètement submergés à présent, alors que l'ex-Ministre de la Santé se vantait en novembre dernier que le pays avait « le meilleur et plus efficace système de santé du monde » (El Mostrador, 21/11/2019).

6.2.3. Retraites

Le système de pension est également très critiqué par le mouvement. Il fait partie des revendications de chaque étudiant interviewé. Maria m'explique qu'on

[41] La protección que tengo es tan fuerte…

prélève un pourcentage du salaire (10%) mais qu'au moment de la retraite, la personne ne reçoit pas la totalité du montant capitalisé car l'entreprise garde un pourcentage de ce que la personne a économisé.

Les personnes âgées du système public de santé ont accès à des soins de santé gratuits par rapport aux maladies les plus communes suite à la réforme de la santé initiée par le gouvernement Bachelet. Cependant, Maria m'explique que cela ne couvre pas toutes les maladies. La pension de la plupart des Chiliens retraités ne leur permet pas de vivre. Maria me dit que le coût de la vie est bien trop élevé pour une pension aussi faible. Luisa me raconte qu'elle-même dépenserait 50 000 pesos (55 euros) seulement en transport sans le tarif étudiant alors que la pension solidaire est de 110 000 pesos (120 euros). Elle ajoute qu'elle dépense 150 000 pesos (166 euros) pour l'alimentation de son fils et elle. Pour un couple de personnes âgées, les dépenses en alimentation, médicaments, électricité et eau sont trop élevés pour une retraite si faible. Elle ajoute qu'avant le mouvement, il y a eu une période durant laquelle des personnes âgées se suicidaient car elles avaient des pensions trop basses pour survivre. Elle me raconte le cas d'une personne dont l'épouse était tétraplégique. Sa retraite ne leur permettant pas de vivre, il a tué sa femme et s'est suicidé car il ne supportait plus de voir sa femme souffrir.

Au Chili, il arrive souvent de voir des personnes âgées retourner travailler à 75, 80 ans car elles ne peuvent pas survivre avec leur pension. Ricardo me dit qu'après avoir travaillé toute sa vie, cela est très injuste. Diego trouve qu'il n'y a pas de dignité et de repos pour ces personnes.

Le système de retraite mis en place par le frère du Président Piñera durant la dictature est constitué de six entités privées nommées « Administrateurs de fonds de pension », considérées comme des entreprises vampires investissant les fonds récoltés sur les marchés spéculatifs alors que les retraités subissent les pertes enregistrées et reçoivent une pension de misère « calculée sur base d'une évaluation morbide du nombre d'années qu'il leur reste à vivre » (Sepúlveda, décembre 2019, p. 28). Les entreprises établissent une projection de l'espérance de vie de la personne et divisent le montant selon le nombre d'années. Si la personne vit moins, l'entreprise garde l'argent. Si la personne vit plus, elle accède au fonds solidaire qui avoisine les 110 000 pesos. Le pilier solidaire est donc très faible et encore une fois ciblé sur les personnes les plus démunies (Sepúlveda, décembre 2019). Le système individualiste oublie toute

solidarité : on ne tient pas compte des personnes sans-emplois, des personnes malades, des femmes au foyer, de la pénibilité… (Meunier, 12/10/2019). Les manifestants revendiquent donc une transformation du système de pension, passant d'un modèle basé sur l'individualisme à un modèle basé sur la solidarité. Le système ne fonctionne pas et les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2019, huit personnes sur dix percevaient une pension inférieure à 301 000 pesos (330 euros) (Villers-Moriamé, 24/07/2020). On avait pourtant promis aux Chiliens que la réforme des pensions mise en place sous la dictature leur rapporterait 70% de leur dernier salaire (Le Figaro, 09/07/2020).

6.3. Déception et méfiance envers la politique

La majorité des Chiliens sont déçus de la politique et n'ont pas confiance en elle, ce qui mène à un désintérêt de leur part. « La politique chilienne est historiquement un désastre »[42], me confie Luis : « elle est mal organisée, très élitiste depuis le début, et les sujets qui devraient être discutés sont censurés. Il est très difficile de faire bouger les choses. En tant que société, depuis combien de temps exige-t-on un changement? On ne nous en a donné aucun »[43]. « Depuis la dictature, la politique n'a jamais été considérée comme bonne », me dit Maria. Luis m'explique que depuis Pinochet, la société n'est jamais redevenue une réelle démocratie car le dictateur et ses proches se sont chargés de fixer des lois afin de la limiter. Il me donne l'exemple du système binominal, déjà évoqué auparavant, et supprimé depuis la réforme de 2015. Ainsi, Pablo, Luis et Ricardo critiquent la démocratie chilienne. Ils me disent que les élections ne permettent pas de conférer du pouvoir au peuple car des mécanismes sont installés afin de s'assurer que rien ne change. Pablo me dit : « Ces trente dernières années, les hommes d'affaires ont dit : « nous allons dire que nous sommes en démocratie, nous allons les laisser voter », et pendant tout ce temps l'héritage de la dictature s'est renforcé »[44]. Selon Pablo, la transition est donc toujours en cours. Il me dit : « Il y a un processus depuis 1990 qui dit que nous sommes en démocratie, mais aujourd'hui je ne le vois pas comme une démocratie mais comme une étape de

[42] La política chilena es históricamente un desastre.
[43] Está mal organizada, ha sido elitista desde el principio, hay muchos puntos que deberían conversarse, que están censurados por la misma política, y es una wea tan difícil de cambiar, porque uno como sociedad, llevamos cuánto tiempo exigiendo un cambio y no nos han dado ninguno.
[44] Los últimos treinta años, los empresarios dijeron vamos a decir que estamos en democracia, los vamos a dejar votar, en todo ese tiempo entonces se profundizó la herencia de la dictadura.

transition »[45]. Il m'explique que son slogan préféré est « ce n'est pas trente pesos, c'est trente ans »[46] car il représente le fait que les entrepreneurs ont commencé à gouverner à la suite de la dictature, ne réprimant pas la population au moyen d'armes mais avec des mesures économiques violentes.

Lorsque je demande à Maria ce qu'elle dirait à Piñera si elle pouvait s'adresser directement à lui, elle me dit qu'elle lui dirait de s'auto-analyser et lui demanderait ce qui le différencie de Pinochet. Cela fait écho au chant des manifestants « Piñera, pareil que Pinochet »[47] et à certaines pancartes du mouvement sur lesquelles on peut voir les photos conjointes du Président et du dictateur.

Les manifestants interviewés ne se sentent pas représentés par les élites politiques. Luis me dit : « Je cherche au congrès (…) des gens qui pourraient me représenter et je n'en trouve pas »[48]. Diego m'informe que les politiciens chiliens sont parmi les mieux payés (proportionnellement) au monde. Ricardo m'explique que les politiciens ne vivent pas la même réalité que la majorité des Chiliens et ne ressentent donc pas la nécessité de garantir des services publics de qualité car ils ont les ressources suffisantes leur permettant d'accéder à des services privés. Quand je lui demande ce qu'il dirait au Président s'il pouvait s'adresser directement à lui, il me répond : « Je pourrais lui dire qu'il devrait améliorer le système d'éducation, de santé, de retraite, etc. mais je ne sais pas s'il serait capable de s'en rendre compte. Comment faire comprendre à une personne qui n'a jamais vécu avec le salaire minimum qu'on ne peut pas vivre avec ça ? »[49]. Il me donne un exemple : « Il y a quelque temps, on a interrogé les politiciens et on leur a demandé le prix des choses et ils ont dit un chiffre et en réalité c'était le double, donc ils ne connaissent pas la réalité »[50]. Diego me dit quant à lui, que les politiciens se rendront compte que les services publics sont de mauvaise qualité et qu'il faut y remédier lorsqu'ils commenceront à les utiliser eux-mêmes.

[45] Hay un proceso desde el año 90 que se dice que estamos en democracia, pero hoy en día no lo veo como democracia sino como una etapa de transición.
[46] No son treinta pesos, son treinta años.
[47] Piñera, igual que Pinochet.
[48] Veo en el congreso, (en el parlamento) personas que podrían representarme y no encuentro ninguna.
[49] Podría decirle que debería de mejorar el sistema de educación, de salud, de pensiones, etc pero no sé si él podría ser capaz de darse cuenta. Como le haces entender a una persona que jamas a vivido con un sueldo mínimo de que no se puede vivir con eso.
[50] Hace un tiempo salió que entrevistaron a los políticos y les preguntaban el precio de las cosas y ellos decían una cifra y en realidad era el doble, entonces ellos no saben la realidad.

Tomás m'explique : « tous les partis sont membres d'une élite »[51]. Pablo me dit que même les politiciens du Frente Amplio et du Parti Communiste gagnent des millions de pesos et ne veulent donc pas perdre leurs privilèges. Selon lui, il est vrai que les politiciens de ces partis œuvrent à acquérir davantage de droits pour le peuple, mais ils pourraient lutter pour bien plus et se révèlent donc finalement être un frein à une réelle amélioration sociale. Tomás me dit que les politiciens ont le pouvoir de répondre aux exigences du peuple mais manquent simplement de motivation. Selon lui, ils désirent garder le même système et répriment donc le mouvement avec violence car cela répond à leurs propres intérêts. Pablo m'explique : « je ne vote plus car cela équivaut à donner ma voix au plus mauvais et je ne veux pas tomber dans ce jeu »[52].

Pablo et Luis critiquent le fait que le pouvoir économique et politique est aux mains de quelques grandes familles. Luisa ajoute que ces familles sont souvent les mêmes que sous la dictature. Elle m'explique : « le même groupe continue à fonctionner, en fait il y a beaucoup de ministres qui sont les mêmes personnes qui étaient en faveur du coup d'État »[53].

Luisa m'explique que ces dernières années les partis se sont vus obligés de s'ouvrir davantage à des gens du peuple. Cependant, « ils oublient d'écouter »[54], me dit-elle. Elle-même est membre du parti socialiste et m'explique que ses membres sont obnubilés par le fait de favoriser le parti et de gagner des postes mais qu'ils oublient le peuple. Elle ajoute que c'est pareil dans tous les partis.

La connivence interpersonnelle des différents politiciens provenant de courants politiques différentes est très critiquée par Maria et Pablo. Tous deux m'expliquent que les politiciens paraissent opposés sur la scène politique mais qu'ils appartiennent en réalité au même cercle privé. Maria m'explique que le premier gouvernement de Michelle Bachelet lui a plu mais qu'elle a appris qu'elle avait une maison dans le sud près de Pucón où elle était voisine de Piñera avec qui elle faisait des barbecues l'été. Elle conclue en me disant qu'ils semblent rivaux politiques mais que des photos prouvent qu'ils sont amis dans la vie privée.

Finalement, Maria mentionne les scandales politico-financiers de 2015 impliquant la belle-fille et le fils de Michelle Bachelet. Selon elle, cette histoire

[51] Todos los partidos son parte de la elite.
[52] No voto más porque estoy dando mi voz a lo peor y no quiero caer en ese juego.
[53] Sigue operando el mismo grupo, de hecho hay muchos de los ministros que es la misma gente que estuvo para el golpe militar.
[54] Se les olvidó escuchar.

démontre l'intention de vol de la part de Bachelet, malgré les lois positives mises en place. Quant à Ricardo, il me dit que les crimes sont réprimés de manière subjective : « Piñera a volé le contenu d'une banque entière mais est Président pour la seconde fois, mais si quelqu'un vole, il fait vingt ans de prison »[55].

Luis, Ricardo, Diego et Maria me font part du manque général d'empathie de la part des politiciens. Maria me dit que le Président est indolent et qu'il lui importe peu la précarité et la mort des Chiliens. Ricardo me dit qu'il doute que Piñera ait l'empathie suffisante pour être capable de se rendre compte que des gens vivent différemment de lui. Selon Ricardo, Luisa, Luis et Pablo, des gens du peuple devraient gouverner.

Les Chiliens sont donc dégoûtés de la politique. Cette méfiance et déception remontent à la dictature. Le Président et le gouvernement ne reçoivent actuellement que 5% d'approbation et le parlement en reçoit encore moins (3%) (Franssen, 2020). En manifestation, on ne voit aucun drapeau de parti politique. Nous sommes en pleine crise de légitimité et le mouvement réclame la démission du Président qui semble pourtant bien accroché à son poste (Franssen, 2020). Les autorités affirment que le Chili est une démocratie. Cependant, l'auteur Felipe Portales explique qu'un suffrage universel n'équivaut pas forcément à un régime démocratique qui implique une Constitution et des lois représentant la volonté de la majorité de la population (Portales, 2005). La Constitution a été mise en place durant la dictature au moyen d'un plébiscite frauduleux. Le Président Aylwin a pourtant déclaré en 1991 que la transition était terminée et que la démocratie était là. Ainsi, les différents gouvernements n'ont pas fait de la réforme constitutionnelle une priorité.

Selon certains manifestants, la transition est donc toujours en cours. Le mouvement marque une nouvelle étape transitionnelle et il reste à savoir où cette étape va mener. Tout comme le disait Pablo, les entrepreneurs ont gouverné une fois la dictature terminée à coup de mesures économiques violentes. Ces entreprises sont souvent aux mains d'anciens ministres et hauts fonctionnaires sous la dictature ou de leurs proches (Tejeda, 18/05/2015). Ainsi, le gendre de Pinochet, aujourd'hui classé parmi les personnes les plus riches du Chili, était en charge de la Corporation Nationale Forestière et de la gestion des sociétés publiques, parmi lesquelles figure la Société

[55] Piñera robó el contenido de un banco entero pero es presidente por segunda vez, pero si alguien roba, cumple veinte años de prisión.

chimique et minière du Chili, privatisée par Pinochet durant les années 1980 et à la tête de laquelle il est resté (Tejeda, 18/05/2015).

L'oligarchie chilienne est composée de sept familles concentrant les pouvoirs financiers, politiques et médiatiques. Nous avons déjà mentionné le gendre de Pinochet qui était lui-même gendre de Don Osvaldo Hiriart, ministre de l'Intérieur en 1943. Piñera vient quant à lui de la famille Piñera Echenique. Son frère était ministre sous Pinochet et son cousin Andrés Chadwick Piñera était ministre de l'Intérieur au début du mouvement social. On pourrait continuer pendant longtemps à énumérer les liens entre les familles au pouvoir économique et politique, presque toutes éclaboussées par des scandales financiers. A l'exception de rares cas, les personnes restant longtemps au Parlement, gouvernement ou à des postes élevés de la fonction publique, sont des personnes aux mêmes liens familiaux. En 2015, entre 40 et 50% des sénateurs et députés avaient gardé leur poste depuis 25 ans. Pour être élus, les élites politiques se servent des médias leur appartenant ou fonctionnant en connivence avec elles. El Mostrador dénonce la tromperie des programmes politiques télévisés, œuvrant à standardiser l'opinion publique et occulter la réalité (Tejeda, 18/05/2015).

La méfiance de la population par rapport aux politiciens est liée au manque de représentativité du peuple par les élites politiques. Les députés gagnent 33 fois le montant du salaire minimum et le Président milliardaire Piñera touche le salaire le plus élevé d'Amérique latine (Ravest, 2019). Des auteurs ont ainsi mis en évidence le fait que « le pays semble désormais gouverné directement, quasiment sans médiation, par ses propriétaires » (Gaudichaud et al., 2015, p. 14).

Avec un salaire autant supérieur au salaire minimum, la distorsion de la réalité est très importante, alors que ce sont justement ces parlementaires qui sont chargés d'influer sur la réalité. Les politiciens n'ont pas conscience du coût réel de la vie, de la qualité des services publics, du dur labeur que doit fournir une majorité de Chiliens pour vivre et de l'impossibilité de vivre une vie digne avec un salaire et une pension minimums si faibles.

Même les personnalités politiques les plus acerbes de l'opposition parlementaire des partis considérés les plus à gauche (Frente Amplio et Partido Communista), sont critiqués par l'opinion publique (Franssen, 2020). L'auteur Franssen (2020) mentionne la complicité d'Álvaro Elizalde, Président du Parti socialiste, et Ivan Moreira, Sénateur de la UDI, « héritière revendiquée du « pinochetisme » » (Franssen, 2020, p. 5).

Le mouvement chilien rejoint l'alteractivisme décrit par Geoffrey Pleyers (2018) dans la dénonciation du fait que tous les partis proposent des politiques similaires. Les électeurs n'ont pas vraiment le choix lors des élections car aucune alternative au modèle dominant n'est proposée. Les opposants à la dictature ont finalement rejoint le système néolibéral imposé sous Pinochet. Les gouvernements de la Concertation n'ont entrepris aucune réforme structurelle du modèle mis à part de timides réformes. Boeninger lui-même, principal architecte de la transition a affirmé : « le succès économique tardif du régime militaire a considérablement influencé les propositions de la Concertation, générant en fait une convergence que politiquement le conglomérat d'opposition n'était pas en mesure de reconnaître »[56] (Boeninger as cited in Portales, 2005, p. 4).

L'alternative économique n'existe donc pas, seuls demeurent les discours de « croissance avec équité » ou « d'État de protection », visant une correction du modèle néolibéral via la lutte contre la pauvreté (Gaudichaud, 2014, p. 13). Celle-ci concernait moins de 10% en 2017, par rapport à 38,5% à la sortie de la dictature (statista, 2019). La politique délaisse donc le reste de la société chilienne se sentant pourtant fragilisée.

6.3.1. Les étudiants : une nouvelle génération au cœur du changement

Pablo et Luis m'expliquent qu'avant le mouvement social, leur entourage leur affirmait que tous les politiciens étaient corrompus et qu'il ne servait donc à rien de s'intéresser à la politique. Tomás me dit qu'il ne parlait pas de politique avec ses parents, qui lui disaient que c'était une thématique trop complexe.

Ricardo me fait part de la peur héritée de la dictature, qui est restée dans les générations plus âgées : « Pendant la période militaire (…), tu manifestais dans les rues et risquais d'être tué. La peur a envahi les gens et cette peur est restée chez les générations précédentes »[57]. « C'est historiquement une culture basée sur la terreur »[58], ajoute-t-il. Lors de mon terrain, j'ai dialogué avec un couple de personnes ayant la soixantaine. Ils m'ont expliqué que les jeunes n'avaient pas peur d'aller marcher, car ils n'avaient pas connu la dictature. « Ils ne savent pas de quoi l'État est

[56] El éxito económico postrero del régimen militar influyó significativamente en las propuestas de la Concertación, generando de hecho una convergencia que políticamente el conglomerado opositor no estaba en condiciones de reconocer.
[57] En el periodo militar (que tuvo Chile) te manifestabas en la calle y te arriesgabas a que te mataran. Entonces te siembran miedo y ese miedo se queda en las generaciones más antiguas.
[58] Es históricamente una cultura basada en el terror.

capable »[59], m'avait dit la dame.

Pablo me fait part de son émotion lorsque le 18 octobre, il voit des manifestants lancer des pierres sur des militaires alors qu'on lui a toujours raconté qu'ils torturaient, réprimaient et tuaient. En face, il voit les militaires répondre par les tirs, il voit des manifestants sortir de la foule avec des éclats de balle, alors que le reste continue la lutte. « Depuis ce jour, quelque chose a changé »[60], ajoute-t-il.

Luis m'explique quant à lui qu'il est plus simple pour les jeunes de s'engager . « Notre vie ne dépend pas encore d'un salaire »[61], me dit-il. Selon lui, c'est pour cette raison que le mouvement est parti des jeunes et contient une majorité de jeunes.

La déconnection entre les élites politiques et le peuple a longtemps été subie de manière passive par la population. Il n'y avait pas de culture politique, or le citoyen fonctionnel au néolibéralisme est un individu « soumis, individualiste et largement dépolitisé » (Gaudichaud et al., 2015, p. 6). Le peuple chilien a été formaté à travers la peur. La dictature a en effet établi une culture basée sur la terreur qui est restée dans les générations plus âgées. Aujourd'hui, une nouvelle génération n'ayant pas connu la dictature a décidé de cesser le conformisme. Les jeunes transforment leur déception en une rage au service de l'action. Les Chiliens, sans pouvoir économique et au pouvoir politique limité par un manque de représentativité, ont pris le pouvoir en luttant dans la rue.

La nouvelle génération est une opportunité pour le Chili de finalement gagner les droits que la population revendique depuis longtemps. Le mouvement étudiant est favorisé par une disponibilité biographique, libéré de contraintes familiales et de travail. De même, leur concentration dans des espaces restreints tels que les écoles et universités favorise l'organisation et la mobilisation.

6.3.2. Réveil ou politisation de la société chilienne

Pablo m'explique que durant les révolutions étudiantes de 2006 et 2011, il vivait à la campagne où rien ne se passait. Aujourd'hui, il me dit que le mouvement se déroule dans tout le pays, jusque dans le désert d'Atacama. Aujourd'hui, « tout le monde participe aux manifestations », me dit-il. « Tu vas marcher avec ton collègue

[59] No saben de qué es capaz el Estado.
[60] Desde ese día, algo cambió.
[61] Nuestras vidas no dependen de un salario todavía.

de travail, tu discutes de sujets politiques et tu le connais alors dans ce contexte ». « Maintenant, les gens parlent de politique dans le métro », ajoute-t-il. « Même ce parc est différent »[62], me dit-il alors que je l'interviewe dans un parc près de chez moi.

Les manifestants vont marcher en différents groupes. Maria y va avec ses amis, Pablo avec ses collègues, Diego avec ses camarades d'université et Luis avec son groupe de cyclistes.

En 2006 et 2011, le mouvement étudiant avait déjà réussi à mettre en évidence des problèmes structuraux de la société chilienne mais se limitait aux grandes villes, alors qu'en 2019-2020, le mouvement s'est étendu à tout le pays. Toute la société s'est politisée suite au mouvement. Les slogans des manifestations se chantent dans les fêtes et dans les stades. Ainsi, il est récurrent d'aller à un club le soir et de voir une foule de jeunes sauter et chanter en chœur : « celui qui ne saute pas est un flic »[63]. De même, les spectateurs de football chantent à l'unisson dans le stade : « Le Chili s'est réveillé » ou « Piñera, enfoiré, assassin, pareil que Pinochet »[64]. Les supporters des clubs de foot ont même demandé une grève du championnat de football : « Des rues avec du sang, des terrains sans football ! »[65] (Franssens, 2020, p. 5).

6.3.3. Regroupement des luttes sous une demande fondamentale de dignité

Pablo et Luisa m'expliquent qu'il y a toujours eu une critique du système depuis la dictature, mais celle-ci était exprimée par des groupes réduits. Luisa me dit ainsi : « toutes les luttes ou causes pour lesquelles nous avons lutté chaque année, chaque mois, se sont unies et ont convergé vers cet *Estallido social* »[66]. En plus des revendications générales à tous les étudiants interviewés (éducation, santé, pension), Maria, Luisa et Diego militent pour des causes féministes, Pablo lutte pour la cause LGBTQIA+, Luis milite pour les droits des réfugiés et Ricardo, Luis et Maria ont des revendications environnementales. Tomás et Diego me disent qu'ils connaissent des personnes de droite participant aux manifestations. Tomás précise : « Il y a des gens à droite qui soutiennent le mouvement, parce que s'il y a des problèmes de santé,

[62] Ahora todo el mundo va a las marchas. Vas con tus compañeros de trabajo a las marchas y discutes sobre cuestiones políticas y les conoces en ese ámbito. Incluso este parque es diferente..
[63] Quien no salta es paco.
[64] Chile Despertó ; Piñera, conchetumadre, assessino, igual que Pinochet.
[65] Calles con sangre, canchas sin fútbol !
[66] Todas las diferentes luchas o causas que luchamos cada año, cada mes, se unieron y convergieron en este estallido social.

d'éducation, d'enseignants, de dette historique, de bas salaires... alors cet enseignant, qu'il soit de droite ou de gauche, soutient cela »[67].

Le terme « dignité » est constamment repris dans les revendications des manifestants. Selon Ricardo, la dignité consiste à pouvoir développer des opportunités. Pour Maria, c'est le droit de s'exprimer librement et de pouvoir revendiquer des changements. Pablo est particulièrement sensible à la question du temps. Il aimerait ne pas devoir travailler autant pour vivre correctement, « qu'on ne me vole pas mon temps de vie »[68], dit-il. Il aimerait que personne ne doive se tuer à la tâche pour vivre, qu'il n'y ait plus de souffrance quotidienne. Ainsi, il ne veut pas vivre uniquement pour travailler car une telle vie n'a pas de sens. Luisa aimerait que les Chiliens ne doivent pas sacrifier autant pour obtenir si peu. Elle m'explique : « il n'y a pas de dignité à se lever à cinq heure du matin, passer deux heures dans les transports bondés, revenir chez soi et à peine voir ses enfants »[69].

Les étudiants interviewés luttent pour une meilleure qualité de vie, c'est-à-dire que chacun ait les conditions nécessaires pour vivre une vie tranquille, à commencer par un salaire minimum suffisant. Ainsi, Maria et Ricardo revendiquent le droit de vivre en paix. La chanson « el derecho de vivir en paz » de Victor Jara, chanteur tué durant la dictature, est d'ailleurs un symbole du mouvement. Ricardo me fait part de son désir d'une rémunération plus juste. Il aimerait qu'on reconnaisse davantage la contribution de chacun au bien commun. Ricardo, Luisa et Luis disent que pour accéder à cette dignité, il faut arrêter avec le néolibéralisme.

Le mouvement chilien a la même caractéristique de regroupement des luttes que les autres mouvements de la dernière décennie. Ce phénomène est observé par de nombreux scientifiques : les revendications s'élargissent à d'autres enjeux. Ainsi, le mouvement a éclaté par l'augmentation du prix des transports et, selon la formule de Bringel, a débordé socialement vers d'autres revendications (Bringel & Pleyers, 2015). Il y a toujours eu une critique du système depuis la dictature, mais celle-ci était exprimée par des groupes réduits. Avec le mouvement social de 2019, cette critique est devenue transversale. L'ensemble des thématiques pour lesquelles certains groupes

[67] Hay gente de derecha que apoya el movimiento, porque si hay temas de salud, de educación, los profes, la deuda histórica, los sueldos bajos… entonces ese profesor aunque sea de derecha o izquierda apoya eso.
[68] Que no me roben mi tiempo de vida.
[69] No hay dignidad en levantarse a las cinco de la mañana, pasar dos horas en un transporte lleno, volver a casa y apenas ver a tus hijos.

luttaient de manière éparse auparavant, telles que l'éducation, la santé, la fin du système AFP ou le féminisme, ont été rejointes sous une même lutte.

Les revendications sont très diverses (demandes de redistribution basée sur de meilleurs systèmes d'éducation, de santé et de pension, de justes salaires, une meilleure protection environnementale, une plus grande participation politique, une amélioration des droits humains, des femmes, des LGBTQIA+, des peuples indigènes…) (Franssens, 2020). Cependant, toutes ses revendications sont unies sous une demande fondamentale de dignité. Cette recherche de dignité unit autant les personnes de droite que de gauche, qui désirent améliorer leurs conditions de vie. L'*estallido social* rejoint donc le mouvement alteractiviste dans le sens où il lie revendications socioéconomiques et culturelles basées sur des valeurs de démocratie, dignité et justice sociale. Le mouvement n'est pas porté par une idéologie existante mais bien par une demande d' « humanité solidaire », pour reprendre la formule de Alain Bertho (Bertho, 22/11/2019).

6.3.4. La solidarité au cœur du mouvement

Maria, Ricardo et Luis me disent avoir découvert la solidarité dans une société qu'ils pensaient individualiste. « Nous sommes tous réunis pour une même lutte »[70], me dit Luis. « Nous sommes un »[71], me dit Maria. Tomás me dit ainsi que son slogan préféré est « le peuple uni ne sera jamais vaincu »[72] car il représente la force de cette union.

L'entraide présente en manifestation apporte beaucoup d'espoir à Maria, Ricardo et Luis. Maria et Luis me racontent que les gens partagent des sandwichs, de l'eau, du bicarbonate ou du citron pour se soulager des gaz. Ricardo voit dans la collaboration, la construction d'une réelle communauté prouvant qu'il est possible de créer un autre système que le néolibéralisme. Pablo me dit qu'il y a enfin une opportunité de changement pour accéder à un modèle différent.

Luis m'explique que la participation au mouvement social l'a amené à se sentir compris. Il me confie que les manifestations lui ont permis de s'unir à un groupe rassemblant des personnes vivant une expérience similaire à la sienne. Il s'est senti accueilli par la rue. Cette expérience lui a permis de revaloriser son pays alors qu'il

[70] Estamos todos juntos en una lucha común.
[71] Todos somos uno.
[72] El puelo unido jamás sera vencido.

désirait s'en aller à un moment de sa vie. A présent, il me confie se représenter dans les gens.

Diego, manifestant appartenant à la classe aisée, me dit qu'il faut manifester par soutien à la société, qu'il faut faire preuve d'empathie et lutter pour que les privilèges deviennent des droits intrinsèques à chacun. Luis me dit qu'il lutte également pour les membres de sa famille qui sont encore des enfants.

Comme le dit Franssen, la violence des « désubjectivations ordinaires » a mené à une volonté urgente « de récupération des subjectivités et des relations humaines, de la convivialité, le besoin de parler, d'échanger, la demande de faire société qui caractérise le moment anomique et instituant que vit le Chili » (Franssen, 2020, pp. 4 et 5). En plus de se sentir liés à des personnes vivant la même réalité qu'eux, les manifestants luttent également pour les autres.

6.3.5. Revendication pour une démocratie élargie

Pablo, Maria, Ricardo, Luis et Tomás dénoncent les limites de la démocratie représentative et revendiquent davantage de participation de la part des citoyens. Tomás et Luis qualifient la démocratie de déguisée. « Le Chili n'est pas réellement une démocratie car le pouvoir politique ne nous représente pas. Nous votons pour des politiciens qui font ce qui leur plait une fois au pouvoir »[73], me dit Ricardo. Luis désire donc des personnalités politiques proches du Chilien moyen, ayant conscience de la réalité quotidienne et comprenant les problèmes du pays. « Les politiciens ne peuvent pas faire une bonne politique s'ils ne connaissent pas les personnes qu'ils représentent » me confie-t-il. Diego pense cependant que le Chili fonctionne bien en tant que démocratie depuis les années 1990. Il ajoute cependant que le système pourrait être amélioré en accordant aux citoyens le droit d'initier une loi ou un droit de veto.

Les étudiants interviewés me disent que le mouvement est horizontal. Ainsi, Ricardo m'explique que les gens s'organisent en quartiers et en assemblées dont le but est d'échanger des opinions et faire circuler l'information. On forme alors une communauté avec des personnes de tout âge et de toute orientation politique. Diego ne pense pas que l'absence de leaders avec lesquels pourrait négocier le gouvernement soit un obstacle car selon lui, aucune négociation n'est nécessaire. Le message du

[73] Chile no es realmente una democracia porque el poder político no nos representa. Votamos por políticos que hacen lo que quieren una vez que estén en el poder.

mouvement au gouvernement c'est : « faites votre travail »[74], me dit-il. Il ajoute : « Quand on sentira que les changements nécessaires ont eu lieu, la mobilisation se désarticulera »[75].

Le mouvement chilien rejoint l'alteractivisme décrit par Pleyers (2018) dans la lutte pour une démocratie élargie. « Toute vraie démocratie nécessite un gouvernement et une opposition élus par le peuple »[76], la seconde permettant de surveiller le premier (Portales, 22/05/2020). Cependant, depuis le retour de la « démocratie », le gouvernement et l'opposition se sont regroupés autour de la politique du consensus, basée sur la consolidation des infrastructures héritées de la dictature. L'opposition a également été affaiblie par la destruction des moyens de communication de centre-gauche, sujet qu'on abordera plus tard (Portales, 22/05//2020). Ce désir de démocratie élargie est représenté dans la structure horizontale du mouvement, caractéristique également présente dans le mouvement alteractiviste (Pleyers, 2018).

6.4. Mécanismes de protection du système néolibéral chilien

6.4.1. La Constitution de 1980

Tous les étudiants interviewés sont favorables à une nouvelle Constitution écrite par des membres élus par le peuple. « Nous ne pouvons pas avoir une Constitution écrite sous la dictature »[77], me dit Ricardo. Il m'explique qu'elle met en place un modèle néolibéral, fondant un état subsidiaire et permettant à des institutions privées de gérer la santé, les pensions, l'éducation et les ressources naturelles. « C'est comme si tu offrais tes richesses »[78], me dit-il. Il ajoute que la Constitution empêche de mener des changements radicaux : « Toute chose qu'on veut faire est déclarée inconstitutionnelle »[79]. Il me donne alors comme exemple une initiative permettant d'étendre les fonctions du SERNAC (Servicio Nacional del Consumidor Chile) qui aurait aidé le consommateur mais qui a été jugée inconstitutionnelle (El Mostrador, 18/01/2018). « Si certains articles sont modifiés », m'explique-t-il, « on pourrait vraiment améliorer le pays, mais la Constitution est très difficile à modifier car cela

[74] Que hagan su trabajo.
[75] Cuandos se sientan los cambios necesarios ahí se irá desarticulando la movilización.
[76] Toda auténtica democracia requiere de gobierno y oposición elegidos por el pueblo.
[77] No podemos tener una constitución que fue escrita en plena dictadura.
[78] Es como que tú regalas tus riquezas.
[79] Cada cosa que quieran hacer sale que es inconstitucional.

nécessite deux tiers des votes. Il est donc bien plus simple de partir d'une feuille blanche »[80].

La Constitution est le ciment du modèle néolibéral implanté durant la dictature impliquant des droits constitutionnels économiques bénéficiant de la plus grande garantie et de la meilleure protection judicaire (Bórquez, 2000). La Constitution fonde un État subsidiaire. Son auteur Jaime Guzmán décrit le principe de subsidiarité comme « le principe axial du rôle de l'État dans la société » qui doit être au service des sociétés intermédiaires créées par l'homme et non l'inverse (Paz, 09/08/2011). La section de la Constitution concernant les droits et devoirs des citoyens établit que l'éducation n'est pas la fonction de l'État mais bien le droit et le devoir des parents. L'État protège quant à lui l'exercice de ce droit (art. 19, al. 10). Les liberté d'enseignement, d'entreprise et de propriété sont garanties (art. 19, al. 11, 21, 22, 23 et 24) mais il n'existe pas de droit de participation (Budnik et al., 2011). La Constitution permet aussi au secteur privé d'exploiter les ressources naturelles du pays. Ainsi, l'article 19, alinéa 24, paragraphe 11 autorise la propriété privée de l'eau. Le Collège de journalisme réclame également depuis des années l'urgence d'une nouvelle Constitution consacrant un droit à la communication permettant de renforcer le pluralisme de l'information (Arias, 09/11/2019).

La Constitution empêche de mener des changements radicaux. Ainsi, l'article 63 du projet de réforme de l'éducation du gouvernement Bachelet ayant pour but d'interdire le profit dans l'éducation supérieure a été déclaré inconstitutionnel, menaçant ainsi la finalité de la réforme. Cet article interdisait aux personnes morales de droit privé et à but lucratif d'être contrôleurs des établissements d'enseignement supérieur (Universidad de Chile, 29/03/2018).

Établissant les fondations d'un modèle néolibéral, la Constitution garantit la liberté des entrepreneurs et des consommateurs mais pas les droits sociaux élémentaires (Franssen, 2020). Les manifestants luttent donc pour une nouvelle Constitution. Ainsi, en octobre 2020, un plébiscite sera organisé afin de décider ou non d'un changement de Constitution ainsi que de la méthode d'élaboration de celle-ci. Cependant, les deux propositions du gouvernement (Convention constituante ou Convention mixte) imposent un quorum de deux tiers pour l'approbation des articles

[80] Si tú modificas estos artículos se podria cambiar muchas cosas, pero el problema es que está tan bien hecha de manera que es casi inmodificable, porque para modificar alguna cosa se necesitan dos tercios. Entonces es mucho mejor partir de una hoja en blanco.

de la Constitution permettant aux partis de droite de bloquer les initiatives avec 33% + 1 de votes, le respect des traités internationaux et de libre échange établissant des investissements privés dans les secteurs majeurs de l'économie et les ressources naturelles et la loi des partis, favorisant les partis traditionnels et défavorisant les candidats indépendants, établissant le même système de campagne électorale (Fransen, 2020 ; La Izquierda Diario, 09/02/2020). Ainsi, l'annonce d'une nouvelle Constitution n'a pas calmé le mouvement social, ne garantissant pas la modification du modèle sociétal.

6.4.2. Propagande contre le mouvement et en faveur du système néolibéral

Tout au long de mon terrain, j'ai rencontré des personnes défendant la dictature et le modèle néolibéral mis en place. Pablo m'explique que la dictature a confisqué des terres au peuple Mapuche et les a offertes à certaines familles. « Elles ne vont pas mordre la main qui leur donne à manger »[81], précise-t-il. Les personnes que j'ai rencontrées défendant la dictature et le système actuel appartiennent à la classe sociale aisée. Cependant, Maria et Luisa m'expliquent qu'on trouve encore aujourd'hui des partisans de la dictature dans chaque couche de la population. « Beaucoup de gens n'ont rien, mais on les convainc quand même avec des idées conservatrices »[82], me dit Pablo. Ricardo me dit qu'il connaît des personnes ayant les mêmes conditions de vie que lui, mais qui sont tout de même contre le mouvement social.

La désinformation et l'appauvrissement de l'éducation au fil des ans expliquent le fait que des personnes défavorisées soient contre le mouvement aujourd'hui, selon Luisa. Elle m'explique que l'éducation civique n'est plus enseignée et que les élèves ne sont plus instruits par rapport à leurs droits et devoirs en tant que citoyens.

Luis me dit que certaines personnes de la classe populaire ont difficilement vécu la situation économique sous le gouvernement d'Allende. Il m'explique que c'est le cas de son père. Il me dit que ces personnes ont cultivé un ressentiment par rapport à la gauche. « On a lavé le cerveau de ces personnes et on leur a fait croire que le néolibéralisme était l'unique sortie économique », m'explique Luis. J'ai entendu à plusieurs reprises l'argument de la crainte du communisme lors de mon terrain. Certaines personnes m'ont affirmé être opposées au mouvement social car craignaient que le Chili se transforme en *Chilezuela,* affirmant que le mouvement social pouvait

[81] No van a morder la mano que los alimenta.
[82] Muchas personas no tienen nada y les convencen con ideas conservadoras.

conduire à une invasion communiste et mener le pays à une situation similaire au Venezuela.

Luisa me dit qu'elle connait des étudiants contre le mouvement lui affirmant que les gens sont paresseux, qu'ils ne veulent pas travailler et désirent la gratuité pour toute chose. J'ai également rencontré un Chilien qui s'indignait du mouvement étudiant revendiquant une éducation gratuite pour tous. Il m'a expliqué qu'il n'avait pas beaucoup de ressources financières mais qu'il avait travaillé, passé le test de la PSU et ensuite bénéficié d'une bourse de gratuité pour étudier dans une bonne université. Selon lui, il suffit de travailler. Lors d'une conversation avec mon colocataire chilien, celui-ci a défendu le modèle néolibéral, expliquant que ce système était une chance car malgré le fait qu'il soit source de problèmes, il a permis au Chili de sortir de la grande pauvreté. Il a ajouté que beaucoup de personnes vont à l'université et que cette situation est très différente des autres pays d'Amérique latine.

Tomás m'explique que de nombreuses personnes sont également opposées au mouvement à cause des destructions commises. Ricardo me dit qu'on peut défendre l'ordre public mais faire preuve d'empathie et adhérer au message du mouvement. « La violence n'est pas l'essence du mouvement »[83] me dit Luisa. Luis m'informe que d'autres personnes rejettent le mouvement car il génère une situation économique défavorable. Comme dit plus haut, Luis m'explique que les étudiants n'ont pas autant de contraintes que les personnes travaillant, pour qui la situation peut être difficile en terme de ressources. En effet, « si l'on fait grève », me dit Tomás, « on ne sera pas payé, et il y aura donc une période de crise »[84]. Mais selon lui, cette période de sacrifices est une étape nécessaire en vue d'obtenir un réel changement.

Tomás est le seul manifestant favorable au système néolibéral. Il me dit désirer un monde où les frontières économiques n'existent pas. « Le marché s'autorégule, tant qu'il y aura de la concurrence, les prix se réguleront seuls »[85], me dit-il. Il me confie désirer un État davantage législateur, imposant des lois permettant de lutter contre la corruption et les monopoles. Il m'explique : « s'il y a un monopole, il n'y a pas de concurrence et les prix grimpent en flèche »[86]. Il critique particulièrement le fait que « certaines familles ont tout »[87] et constituent donc des oligopoles. Il milite cependant

[83] La violencia no es la esencia del movimiento.
[84] Si te vas de huelga vas a dejar de ganar dinero, va a haber un periodo de crisis.
[85] El mercado se regula solo, mientras exista competencia los precios se van a ir acomodando.
[86] Si fuese un monopolio no habría competencia y los precios se van a la cresta.
[87] Algunas familias tienen todo.

pour un État garantissant des droits à une santé et une éducation de qualité, mais il n'est pas favorable à un État qui « gère tout »[88], pour des raisons de corruption.

Comme le dit Pleyers (2018), le système néolibéral peut être envisagé comme un mouvement social venant d'en haut. Les entreprises sont des importants défenseurs de ce système, exerçant un lobbying important auprès des politiques afin de promouvoir des règles commerciales favorables à leur commerce. Les stratégies de ce mouvement pour faciliter sa promotion au sein de la population sont efficaces.

La rhétorique du gouvernement chilien est similaire à celle du gouvernement québécois lors du printemps érable de 2012, associant les étudiants à la violence. Piñera a recours à l'analogie guerrière, affirmant être « en guerre contre un ennemi puissant et implacable, qui ne respecte rien ni personne et qui est prêt à utiliser la violence et le crime sans limite »[89] (Urrejola, 2019). L'Union populaire était elle aussi qualifiée d'ennemie de l'intérieur par le régime militaire et les Mapuches sont qualifiés de terroristes. Le discours des opposants au mouvement québécois associait également les étudiants à l'extrémisme politique tel que l'indépendantisme et le communisme. De même, la rhétorique du *Chilezuela* rappelle la propagande sous la dictature, Pinochet affirmant prendre le pouvoir dans un but d' « extirper le cancer marxiste du pays » (Gaudichaud et al., 2015, p. 4). 16 ans de propagande au travers des différents canaux de communication ont instauré la peur du communisme. Déjà sous Allende, cette rhétorique était celle de la droite, affirmant qu'Allende préparait une dictature communiste à la solde des Soviétiques et des Cubains. La propagande d'un système économique visant à protéger les intérêts d'une élite semble se transmettre au fil de l'Histoire. Cette rhétorique associant le mouvement à la violence et l'extrémisme politique construit un imaginaire d'un Autre dangereux permettant de transformer un mouvement réclamant davantage d'égalité en « groupes radicaux et violents menaçant la paix sociale » (Blouin Genest, 2012, p. 163).

Certaines personnes défendent encore aujourd'hui la dictature et cela implique la défense du modèle économique établi, même dans les couches les plus pauvres. Cela peut en partie s'expliquer par les services sociaux procurés par les militants organisés en secrétariats sous la dictature auprès des populations les plus défavorisées (de Zárate,

[88] Maneje todo.
[89] Estamos en guerra contra un enemigo poderoso, implacable, que no respeta a nada ni a nadie y que está dispuesto a usar la violencia y la delincuencia sin ningún límite.

2010).

Le soutien de la dictature est également lié à la désinformation réalisée sous le régime dictatorial. Beaucoup de Chiliens n'étaient pas conscients des atrocités commises sous Pinochet. La désinformation explique également le fait que des personnes défavorisées soient contre le mouvement aujourd'hui. Comme énoncé précédemment, de nombreuses personnes sont également opposées au mouvement en raison des destructions matérielles. Ceci est en partie lié à la télévision communiquant uniquement la violence et invisibilisant le message du mouvement.

Tomás est le seul manifestant interviewé favorable au système néolibéral. Cependant, il ne semble pas tout à fait comprendre tout ce que cela implique. Il est favorable au système mais milite pour davantage d'égalité et de politiques sociales. L'accroissement des inégalités est pourtant causé par ce système et les politiques sociales vont à l'encontre de l'idéologie d'un État subsidiaire reléguant les services sociaux à un accès à des prestations privées selon les revenus. En dialoguant avec lui, je comprends que sa défense du modèle néolibéral est en partie une critique de l'État, liée à la méfiance à l'égard de la politique chilienne. Son opinion par rapport à la corruption et les monopoles est manifeste de la volonté d'une majorité de Chiliens. Comme le dit Franssen, la révolte est finalement « à bien des égards libérale et libertaire » (Franssen, 2020, p. 7). Les manifestants luttent pour une liberté de création d'opportunités et de choix par rapport au futur, travail et études. Ils ne sont pas pour la fin du marché compétitif mais au contraire en faveur d'un marché plus compétitif et juste concernant les biens de consommation ou les produits pharmaceutiques dont les entreprises sont responsables de collusion. L'argument d'un risque communiste ne tient pas la route car le mouvement n'est fondamentalement pas pour la fin du capitalisme mais pour la fin d'un système néolibéral extrême et précarisant. Les manifestants revendiquent davantage de politiques sociales et la fin de la primauté du marché sur les biens communs mais demandent le respect des règles du marché pour les biens de consommation (Franssen, 2020).

6.4.3. Faille de la mémoire

Pablo et Luisa m'affirment que les groupes politiques présents lors du coup d'État sont toujours au pouvoir aujourd'hui et perpétuent le système hérité de la dictature. Luisa ajoute que l'élite économique et politique protège les personnes impliquées sous

Pinochet. Cette impunité contribue selon elle à une faille de la mémoire ne permettant pas de clarifier complètement le thème de la dictature. Selon elle, ces personnes font en sorte de perpétuer le modèle au travers de l'éducation et éviter que la population soit convenablement éduquée. Elle m'explique que la pensée critique n'est pas inculquée et la vision de nombreuses personnes est finalement celle d'une petite élite au pouvoir.

J'ai interrogé les étudiants interviewés sur l'enseignement qu'ils ont reçu sur la période d'Allende et de la dictature. Luis me dit que cela dépend de chaque école et professeur. Il me confie être très reconnaissant de l'apprentissage reçu mais que certains de ses amis ayant été dans d'autres collèges n'ont pas les connaissances suffisantes sur le sujet.

Pablo me confie se rappeler de manuels scolaires dans lesquels les termes « gouvernement militaire » étaient utilisés à la place de « dictature ». Il pense également se souvenir de l'utilisation de « Président de la République » pour qualifier Pinochet. Selon Ricardo et Luisa, la dictature est enseignée de manière neutre et ne permet pas de se rendre compte de la réalité de celle-ci. Diego m'explique que l'attention aux droits humains, aux atrocités commises et à l'importance de la démocratie est trop faible.

La mémoire n'est donc pas encore claire au Chili où la dictature n'est pas encore totalement condamnée. Diego me donne comme exemple un candidat à la Présidence lors des dernières élections ayant une opinion très positive de la dictature. José Antonio Kast a en effet twitté lors de l'anniversaire du coup d'État en 2018 que « le 11 septembre 1973, le Chili choisit la liberté, et la situation du pays aujourd'hui est permise grâce aux hommes et aux femmes qui se sont levés pour empêcher la révolution marxiste »[90] (El Dínamo, 11/09/2018). De même, lors de l'anniversaire du coup d'État en 2019, le journal El Mercurio a publié un article avec le titre suivant : « le Chili a été sauvé de ce que le Venezuela est aujourd'hui »[91] (Publimetro, 11/09/2019).

Tomás reconnaît que la dictature a énormément réprimé et violé les droits humains mais il n'est pas d'accord avec la polarisation de cette période car selon lui, tout n'est pas à jeter. Il juge les mesures financières adoptées positives : « Le Chili est

[90] El 11 de Septiembre de 1973, Chile escogió la libertad y el país que tenemos hoy, es gracias a los hombres y mujeres que se alzaron para impedir la revolución marxista en nuestra tierra.
[91] Chile se salvó de ser como es hoy Venezuela

tel qu'il est aujourd'hui grâce à cela. Il y a beaucoup de mauvaises choses, mais nous ne pouvons pas dire que nous vivons dans un mauvais pays. Des choses horribles ont été faites et beaucoup de choses sociales peuvent être améliorées, mais je ne crois pas qu'il y ait la pauvreté qui existe dans d'autres pays »[92]. Il ajoute cependant que la dictature n'aurait jamais dû exister et que ces améliorations économiques pouvaient être atteintes autrement. Il finit par déclarer :« Je trouve que la dictature est une chose qui n'aurait pas dû se produire, mais qu'elle est le résultat de la même chose : des erreurs ont été commises, le pays est tombé en crise »[93].

Finalement, Luis me parle du dicton chilien « efface et compte à nouveau »[94] signifiant « c'est passé et il faut continuer à vivre ». Il me dit que c'est un processus fréquent au Chili et que le Chilien a mauvaise mémoire. En effet, Tomás me dit que selon lui, il n'est ni sain ni nécessaire de discuter du passé. « La dictature est quelque-chose qui se sait »[95], me dit-il.

La présence dans la société chilienne de personnes favorables à la dictature est liée en partie à un problème de mémoire. Cette faille contribue également à la défense du modèle néolibéral et au rejet du mouvement social. Cette défaillance est liée au procédé complexe de la transition n'ayant pas mené à une condamnation de toutes les personnes impliquées dans le régime militaire. L'adhérence des gouvernements de la transition au modèle économique et à la Constitution, tous deux imposés durant la dictature, conjointe à l'impunité des exactions ont eu tendance à banaliser la dictature.

La reconnaissance de la part des autorités de l'implantation par la dictature d'un système économique ayant permis la modernisation du Chili, bien que n'impliquant pas l'acceptation des violations humaines, les légitime en les faisant passer comme un mal nécessaire ou moindre. Boeninger reconnait que la recherche de l'impunité était une stratégie du gouvernement Aylwin. Ceci explique l'impunité majeure des responsables de la dictature et l'absence de tentative d'annulation de la loi d'amnistie, bien que cela figurait dans le programme de la Concertation (Portales, 2015).

[92] Lo financiero está como está gracias a eso. Hay muchas cosas malas pero no podemos decir que vivimos en un mal país, si se han hecho cosas horribles y se pueden lograr muchas cosas sociales pero no creo que exista la pobreza que existe en otros países.
[93] Encuentro que la dictadura es algo que no debió pasar, pero que se llegó producto de lo mismo, se cometieron errores, el país cayó en crisis.
[94] Borrón y cuenta nueva
[95] Es algo que se sabe

En 1991, le ministre de l'Intérieur d'Aylwin distingue une justice pure basée sur la reconnaissance et réparation des familles des victimes et une justice basée sur la vengeance menant à des sanctions pénales des responsables. Le gouvernement confère également une impunité morale et administrative en ne divulguant pas le nom des auteurs de violation des droits humains, permettant la poursuite de leur carrière militaire pour nombre d'entre eux. L'appel à la réconciliation forme la stratégie des gouvernements de la Concertation ne pouvant pas exprimer explicitement la volonté d'impunité des responsables des violations des droits humains. La Concertation, dans un discours hypocrite, a alors recours à l'argument de la réconciliation comme seule solution en vue de garantir la paix sociale et la démocratie, faisant finalement passer les défenseurs des droits humains réclamant justice pour des menaces de la démocratie et donc finalement des droits humains (Portales, 2015).

Bien qu'il n'ait jamais été condamné, les enquêtes judiciaires menées sur Pinochet ont permis l'émergence d'une mémoire collective. La période d'Allende est cependant davantage méconnue par la population chilienne. Compagnon et Gaudichaud affirment en effet que la mémoire de l'Union populaire a été « l'objet de révisions et de disputes mémorielles permanentes », menées jusque dans les manuels scolaires, discours de responsables politiques et émissions télévisées dans lesquels a été établie l'idée d'une responsabilité partagée entre les acteurs de 1973, basée sur « l'exacerbation des extrêmes », permettant alors d'affirmer la nécessité d'une réconciliation (Compagnon & Gaudichaud, 2008, p. 87).

Le sujet de la dictature est omis des cours d'histoire jusqu'au début des années 2000 (Gazmuri, 2014). Depuis 2016, les différentes interprétations de la période dictatoriale sont centrales dans l'enseignement menant à une explication multifactorielle du régime militaire. Cependant, selon Lucas Fernandèz, professeur d'histoire, le risque de cette approche consensuelle est de placer toutes les perspectives sur un pied d'égalité et ainsi justifier d'une certaine manière le coup d'État (Martorell, 09/09/2019).

Comme me l'expriment les étudiants interviewés, l'enseignement de cette période dépend de chaque école et professeur. Certains enseignants transmettent simplement l'information et d'autres adoptent une perceptive de sensibilisation sous formes d'activités liées à la violation des droits humains. Une enseignante interviewée par le journal de l'éducation explique que ce type d'activités dépend de l'ouverture de la direction de l'école, le sujet de la dictature engendrant toujours controverse et

division. Certains professeurs sont censurés, harcelés ou licenciés car ce type d'activité est considéré comme politique. Le professeur universitaire d'histoire, Luís Alegría affirme que la dictature a imposé une culture de la peur empêchant longtemps les professeurs d'enseigner la période de manière critique. Bien que le tabou et la censure soient moindres aujourd'hui, il explique que les Chiliens sont encore « des enfants de la culture de la peur » (Martorell, 09/09/2019).

Le premier gouvernement de Piñera a changé le terme « dictature » par « régime militaire » des manuels scolaires. Le député Iván Moreira a affirmé que le changement était positif car l'histoire n'a été racontée que d'un seul point de vue et que l'emploi du terme « dictature » stigmatisait un gouvernement ayant démocratiquement cédé le pouvoir (Délano, 06/01/2012). Deux chercheuses ont analysé huit manuels de cours d'histoire entre 2002 et 2014 et ont conclu que le terme le plus utilisé pour faire référence à la dictature était « régime militaire », suivi de « gouvernement » ou « gouvernement militaire ». Le terme « dictateur » n'est apparu qu'une fois (Martorell, 09/09/2019).

La mémoire n'est pas encore claire au Chili où la dictature n'est pas encore totalement condamnée. Ainsi, Aïcha Liviana Messina considère le mouvement social comme une réconciliation avec l'histoire « rendant pensable un « éveil » du peuple chilien à une histoire qu'il aurait refoulée ou volontairement ignorée » (Messina, 2019, p. 31). L'auteure explique que le coup d'État n'a pas tellement été une destruction des mouvements d'opposition mais une destruction de la société civile. La dictature a détruit « toute idée relative à un bien commun » (Messina, 2019, p. 32). L'élaboration d'une histoire commune n'est alors pas possible. La société est divisée entre une population pour laquelle la dictature a été sanglante et une population pour laquelle la dictature a sauvé du communisme et permis le miracle économique (Messina, 2019).

6.4.4. Médias

Maria et Diego dénoncent la manipulation de certains médias provenant de la collusion de ceux-ci avec les élites du pays. Maria explique que ces médias sont enclins à manipuler l'information afin de protéger les intérêts de cette élite. « Le problème », m'explique Luisa, « est que certaines personnes croient ce que leur montre la

télévision »[96]. Ricardo me dit que les médias vendent une mobilisation violente mais ne montrent pas les raisons à la source de cette violence. Luis explique : « tu regardes la télévision ou les informations et ils ne relatent que la violence d'une manifestation, ils ne parlent pas de l'objectif du mouvement et ne montrent pas le fond de la marche (…) et cela sert au gouvernement, parce que c'est comme une stratégie de guerre, ça monte la société contre la société »[97]. Luisa dénonce le fait qu'on tente de faire croire que le Chili est en guerre. Maria me dit que l'expérience est bien plus familiale que ce que montre la télévision. En effet, lors des manifestations on voit de la danse, des chants, des parents accompagnés de leurs enfants, des personnes âgées venant lutter pour les plus jeunes… N'ayant pas confiance envers les médias traditionnels, tous les manifestants interviewés me confient utiliser les réseaux sociaux dans le cadre du mouvement, dans un but d'information, de revendications, de dénonciations et d'organisation.

Les médias de masse sont également un outil au service d'une élite protégeant le modèle néolibéral. Au Chili, une forte collusion existe entre médias et élites économiques et politiques. Cette situation est encore une fois héritée de la dictature. Toute forme de presse indépendante a été interdite sous Pinochet. Six journaux d'opposition ont cependant vu le jour vers la fin de la dictature mais le refus d'aides financières de la part de la Concertation a conduit à leur disparition, alors que Pinochet avait effacé les dettes de plusieurs millions du journal El Mercurio avant de quitter le pouvoir (Erazo, 2009 & Ribera, 2018). L'ambassadeur des Pays-Bas avait pourtant proposé de demander de l'argent à son gouvernement afin de sauver le journal Análisis, mais des représentants du gouvernement lui ont répondu que la disparition des journaux d'opposition correspondait aux volontés du gouvernement (Lagos & Ravanal, 2001).

Comme la plupart des secteurs économiques du pays, les médias sont aux mains de « quelques groupes privés et de grandes familles, enrichis sous la dictature » (Vicuña, 25/10/2019). Canal 13 appartient au groupe Luksic, propriétaire de nombreuses entreprises dans les secteurs de la finance, de l'extraction minière et de

[96] El problema es que algunas personas creen lo que la televisión les muestra.
[97] Tu ves la tele o las noticias y de una manifestación sólo rescatan la violencia no rescatan el fin, el fondo de la marcha, muestran a este personaje que está luchando contra los pacos, muestran como rompen las aceras para sacar piedras, muestran eso y no muestran lo que deberían mostrar, y eso le sirve al gobierno, porque es como una estrategia de guerra, logra que la sociedad se vuelque contra la sociedad.

l'industrie. Le groupe Mega appartient à Discovery Chanel et à la famille chilienne Heller Solari, également propriétaire de Falabella, énorme chaîne de magasins. El Mercurio et Copesa sont propriétaires de 95% de la presse écrite dont font partie El Mercurio et La Tercera, journaux ayant grandement participé à la propagande pinochétiste. Aujourd'hui, comme le dit Manuel Vicuña, « ces deux organes de presse forment un duopole commercial qui dans les faits impose un quasi-monopole idéologique sur la presse chilienne : celui d'une droite économiquement libérale et socialement conservatrice ». Ainsi, les deux journaux El Mercurio et La Tercera criminalisent également le mouvement chilien (Vicuña, 25/10/2019).

Les élites politiques sont également intervenues dans la communication des médias lors du mouvement social, comme le témoigne la dénonciation de la Fédération des travailleurs de la télévision par rapport à la rencontre entre le Président et le ministre de l'Intérieur et les dirigeants de différentes chaînes de télévision en octobre 2019. L'information a également été biaisée lors de la pression exercée sur les journalistes de la part des rédacteurs afin de publier un article stipulant que des citoyens cubains et vénézuéliens participaient à des manifestations violentes alors que ces faits n'avaient pas été corroborés. La censure opérée par les chaînes télévisées a été flagrante lorsque le 20 octobre, la chaîne privée Canal 13 est venue filmer les longues files devant un supermarché. La journaliste a interviewé un jeune homme qui a alors expliqué soutenir le mouvement et a déclaré que le Président était le premier responsable du désordre, mais la journaliste l'a interrompu immédiatement (Vicuña, 25/10/2019).

El Mostrador, un rare journal en ligne indépendant, dénonce le fait que les chaînes de télévision tentent de faire croire à l'opinion publique que la crise sociale est une question d'ordre publique, dissimulant les problèmes systémiques à la base des revendications sociales. En plus de montrer uniquement la violence, les médias sont également accusés de ne pas dévoiler la répression policière et militaire (Vicuña, 25/10/2019).

6.4.5. Forces de l'ordre et forces armées

Tous les étudiants interviewés critiquent les forces de l'ordre et armées et dénoncent l'ampleur de la répression de la part de l'État. « Ils nous ont tout volé, même

la peur »[98] disent les manifestants. Cependant, au cours des interviews, nombreux m'évoquent la peur ressentie en manifestations. Pablo me raconte avoir reçu une bombe lacrymogène, être tombé et saigner beaucoup. Parfois, il se demande s'il va sortir vivant de la situation. Il me précise que pour les filles la peur est encore plus présente car il y a le risque de violences sexuelles en cas d'arrestation. Ricardo m'explique qu'il ne craint pas seulement pour sa vie mais qu'il a peur pour sa famille et ses amis. Diego me dit qu'un de ses amis a été blessé par une balle à l'épaule mais que cette balle aurait pu se loger dans le visage, l'œil ou la bouche. « Il était à 100 mètres », m'explique-t-il, « absolument pacifique »[99]. Ricardo me raconte qu'on lui a tiré dessus alors qu'il se promenait dans la manifestation, son vélo à la main.

Luisa m'explique que la répression est plus brutale que lors des mouvements précédents. Le 18 octobre, l'eau lancée par les forces de l'ordre place de la Dignité était pleine de produits chimiques rendant la peau rouge alors qu'elle piquait seulement un peu par le passé. Quelques semaines plus tard, elle m'explique avoir assisté à un rassemblement durant lequel un homme a été arrosé. Elle me raconte : « Tout son côté gauche était trempé et pourpre. Il restait allongé sur le sol et les gens autour craignaient qu'il soit mort car il y avait beaucoup de sang au sol. Heureusement, il n'était pas mort, mais il était en très mauvais état, il ne pouvait même pas parler »[100], me raconte-elle. Luisa m'explique l'avoir accompagné à l'hôpital. Lorsqu'elle sort de l'hôpital public elle voit des observateurs de l'ONU vouloir rentrer dans l'hôpital mais le directeur ne les laisse pas entrer. Elle m'explique que le directeur est nommé par le ministre de la Santé et soutient donc le gouvernement. Pablo me raconte également qu'en octobre, des policiers ont enlevé de force des leaders étudiants à leur domicile et les ont emmené au commissariat sans aucun motif (Tele Sur, 23/10/2019). Maria me dit que les policiers sont protégés par le pouvoir. « Il y a beaucoup d'exactions et beaucoup d'impunité », me dit-elle, « ils ont pris un œil à plus de 400 personnes et s'en sortent comme si de rien n'était »[101].

Elle m'explique que le gouvernement ne s'inquiète que des pertes matérielles et économiques et des dommages physiques subis par les policiers et militaires, mais

[98] « Nos robaron tanto que nos robaron hasta el miedo ».
[99] Estaba a 100 metros totalmente pacifico.
[100] Le pasó a llevar todo el lado izquierdo y quedó con la cara moretiada, en el suelo, nosotros pensábamos que lo habían matado porque había mucha sangre en el suelo pero afortunadamente no lo mato, pensábamos que iba a quedar mal no podía ni siquiera hablar.
[101] Hubo muchos abusos y mucha impunidad. Le quitaron la vista a más de 400 personas y salieron como si nada hubiera pasado.

ne font aucune action pour empêcher les violations envers les manifestants. Elle me confie être inquiète par rapport à ce qui va advenir dans le futur car elle se demande combien de morts et de personnes estropiées, torturées et violées il faudra avant d'accéder à un réel changement.

Luisa pointe également du doigt le coût de la répression. Elle m'explique que la police et l'armée dépensent énormément d'argent en armes et véhicules. Depuis le mouvement, des millions de pesos ont été dépensés en gaz lacrymogène et en canons à eau, déversant une immense quantité d'eau alors que certaines communes souffrent de sécheresse. Ricardo remarque qu'il est peut-être plus cher de réprimer plutôt que d'accorder davantage de droits sociaux.

Ricardo m'informe que le gouvernement octroie de nombreux privilèges aux militaires et policiers afin de recruter un maximum de personnes et protéger au mieux les intérêts de l'élite. Ainsi, il me donne l'exemple de Luksic, un des hommes chiliens les plus riches du monde, ayant financé une bourse pour les études militaires (Ordenes, 07/02/2020). Luis critique le fait que les militaires et les forces de l'ordre ont leur propre système de retraite et de santé.

Luis m'explique également que l'armée ou la police est le seul recours pour certains. Ainsi, cet étudiant me confie que son père a rejoint l'armée par nécessité. Venant d'une famille de paysans très pauvre et n'ayant pas d'éducation, sa seule chance pour sortir de la pauvreté était de rejoindre l'armée. Luis me résume : « le Chili offre peu d'opportunités, une mauvaise éducation, une mauvaise santé, mais on t'offre l'armée et tu n'as pas d'autre option »[102].

Diego et Ricardo critiquent également la police et l'armée en raison des scandales de corruption dont elles font l'objet. Diego me fait part de son désir de voir davantage d'organes de contrôle de ces institutions.

Le système néolibéral et les « enclaves autoritaires héritées » de la dictature (Garretón as cited in Gaudichaud, 2014, p. 10) semblent être protégées par les forces de l'ordre et les forces armées. Les violences policières sont présentes dans le monde entier, et sont particulièrement sous le feu des projecteurs ces derniers temps, comme on a pu le voir suite à la mort de George Floyd. L'instrumentalisation des forces de l'ordre par les gouvernements afin de réprimer toute contestation du modèle actuel est

[102] Chile tiene malas oportunidades, tiene pocas para la educación y la salud, y te ofrecen la milicia como salida y no tienes más opción a tomar.

particulièrement critiquée. La répression est manifeste de la peur inspirée par les mouvements sociaux, préjudiciant les privilèges des élites. Au Chili, cette peur est également mise en évidence par les concessions rapides inhabituelles obtenues par le mouvement.

Comme énoncé précédemment, la politique de Piñera vis-à-vis des protestations a été perçue comme une volonté de diviser le peuple chilien. La criminalisation du mouvement établie par le discours du Président affirmant être « en guerre contre un ennemi puissant » a eu pour objectif précis de justifier la répression des manifestants (Navarro & Tromben, 2019 ; Vicuña, 25/10/2019). Avec un tel discours, les forces de l'ordre déjà accusées de bavures risquaient de se sentir protégées par une criminalisation directe du mouvement par le gouvernement (Fontaine, 06/11/2019). Plusieurs entités ont d'ailleurs attaqué le gouvernement pour avoir exercé une guerre psychologique basée sur la peur dans un but de décourager le mouvement.

Amnesty international a également rapporté de nombreuses violations des droits humains tels que des cas de torture, crimes sexuels, attaques par bombes lacrymogènes dans des écoles, universités, maisons et hôpitaux ainsi que contre les défenseurs des droits humains. Le rapport de Human Rights Watch du 26 novembre a dénoncé le manque cruel d'indépendance et de transparence des enquêtes par rapport aux exactions policières, permettant à un nombre important de policiers d'échapper à la justice.

Le gouvernement octroie de nombreux privilèges aux militaires et policiers afin de recruter un maximum de personnes et protéger aux mieux les intérêts d'une élite profitant du système néolibéral. Les militaires et forces de l'ordre ont été exclus du système de retraite par capitalisation mis en place durant la dictature. Ils reçoivent ainsi une retraite supérieure à deux millions de pesos (presque cinq fois plus élevées que celles versées par les compagnies d'assurance) (El Desconcierto, 03/09/2019). Les forces de l'ordre et armées ont également leur propre système de santé leur permettant d'accéder à des centres de santé et des cliniques leur étant réservés.

Plusieurs institutions tels qu'Amnesty international et l'Institut des droits humains ont dénoncé le non-respect des réglementations régissant l'usage de la force par les forces de l'ordre, tel que le visé des corps et des visages des manifestants (sans contexte d'attaque et sans respect de la distance imposée) menant à un record de blessures oculaires.

L'État chilien se vante d'avoir les forces de l'ordre les moins corrompues d'Amérique latine. Cependant en 2019, 95 policiers ont été condamnés pour détournement de fonds publics et blanchiment d'argent (Basoalto, 19/02/2019). L'armée a également été l'objet de scandales de corruption, tel que le Milicogate, fraude fiscale blanchissant plusieurs millions de dollars provenant des revenus de CODELCO. Le journaliste ayant dévoilé cette affaire s'est tout d'abord vu refusé la publication de son enquête par les grands médias (Simon, 11/12/2019). Cela témoigne de la volonté de dissimuler les failles de cette institution. Ces affaires sont liées au manque de contrôle par rapport aux dépenses de l'armée, le manque de transparence associée à une hiérarchie stricte et la non-séparation de son système judiciaire, favorisant une culture de l'impunité. Ce manque de transparence est également liée à la dictature car avant de céder le pouvoir, Pinochet a approuvé une loi permettant à l'armée de contrôler ses recettes et dépenses de manière autonome, sans rendre de comptes à l'État (El Mostrador, 24/07/2019).

6.4.5.1. Perception des forces de l'ordre et des forces armées par les manifestants

Tous les manifestants interviewés ont une très mauvaise perception des militaires et policiers. Selon Pablo et Maria, l'armée est encore aujourd'hui liée à la dictature. Luisa m'explique que généralement, les militaires accédant à des postes élevés sont issus de familles ayant soutenu Pinochet. Aucun des étudiants interviewés n'a confiance en la police. Pablo me demande comment faire confiance à un policier alors qu'on sait qu'on risque d'être violé ou torturé si on est embarqué au commissariat.

Dans la rue, il est fréquent de lire ou d'entendre crier lorsqu'un fourgon passe « enculé de flic »[103]. Un symbole important du mouvement que l'on voit partout en manifestation est *Matapacos* (« tue des flics »), un chien noir au foulard rouge qui attaquait les policiers lors des manifestations de 2011. Tous les manifestants interviewés ont directement vécu ou vu la répression. « Ils sortent pour frapper »[104], me dit Maria. Ricardo me dit qu'il a souvent vu des policiers frapper des personnes, y compris des femmes et des enfants. Luisa m'affirme que la formation des policiers équivaut à un lavage de cerveau. Selon elle, les policiers sont des soldats suivant des

[103] Paco culiao.
[104] Salen a golpear.

instructions et ces instructions visent la répression des manifestants afin de les effrayer et de décourager le mouvement. Le problème soulevé par Pablo, Ricardo et Luis réside dans le fait que même si les ordres leur paraissent immoraux, les militaires et policiers sont obligés de les accomplir au risque d'être sanctionnés. Ainsi, Luis et Ricardo me racontent qu'un soldat ayant refusé de réprimer les manifestations a été emprisonné durant cinq jours (Rivera, 25/10/2019). Pablo me dit que certains policiers ou militaires répriment car ils aiment la violence et que d'autres le font car c'est leur travail, mais selon lui, les seconds sont tout aussi disposés à réprimer que les premiers.

Luis me confie être très déçu des forces de l'ordre et des forces armées. « Ils se vendent au gouvernement », me dit-il. Pourtant, il souligne qu'ils font partie du peuple, pas du gouvernement. « Je n'ai pas peur de la police - même si de nombreuses personnes ont été blessées et d'autres tuées. Je ne comprends simplement pas pourquoi ils nous attaquent avec autant de force »[105], dit un manifestant au journal *The Guardian* (Franklin, 30/10/2019). Maria fait tout de même preuve d'empathie par rapport aux policiers. Elle explique que malgré les privilèges auxquels ils ont accès, le gouvernement est également indigne avec eux, les laissant toute la journée dehors avec un petit sandwich, les obligeant à acheter leurs uniformes eux-mêmes et à les remplacer s'ils sont tâchés. Luis trouve la situation bizarre, car les policiers font partie de la société, mais se tiennent en dehors en fonctionnant comme outil du gouvernement. Il ajoute qu'ils font partie d'un engrenage et perdent leur côté humain, ils oublient qu'ils ont une famille, des enfants, qui pourraient participer à ces manifestations. Selon lui, ils sortent de leur corps pour se mettre dans le rôle d'une machine nommée « flic » et perdent leur conscience.

Maria, Luisa et Pablo pensent que les policiers se croient au-dessus des lois. Selon Maria l'institution est pleine de personnes violentes ayant de graves troubles comportementaux. Tous les manifestants interviewés sauf Pablo concèdent cependant qu'on ne puisse jamais faire de généralités. Maria et Luisa reconnaissent que certains accomplissent cette fonction par passion et obéissent à un réel désir de protection de la population. Cependant, Pablo ne pense pas qu'il existe de bons policiers car ils sont tous disposés à réprimer.

Malgré le fait que presque toutes les personnes interviewées reconnaissent qu'on ne peut pas diaboliser tous les policiers, toutes sauf Tomás (également contre la

[105] I am not afraid of the police – even though many people have been wounded, and others have been killed. I just don't understand why they attack us with so much force.

violence dans les manifestations) sont en accord avec l'acronyme ACAB, non comme acronyme proférant une vérité universelle, mais comme symbole critiquant l'institution. « C'est un message fort exprimant qu'elle a des failles »[106], me dit Diego. Ainsi, il exemplifie cette faille par la corruption mentionnée plus haut, indiquant clairement que l'institution fonctionne mal. Il m'explique que les vidéos circulant sur les violences de la part des forces de l'ordre, le nombre de détentions et de blessés, ajoutés au record de blessures oculaires, prouvent que ce n'est pas un problème individuel mais bien structurel et institutionnel. Selon lui, ces problèmes sont liés à un manque de préparation, à de mauvais protocoles et à un manque de contrôle.

Pablo a quant à lui une pensée anarchiste et pense qu'il faut aller jusqu'à détruire l'institution car la police n'est pas nécessaire. Selon lui, il faut agir à la source des crimes et délits dans la société, qui réside dans les mauvaises conditions de vie de certaines personnes.

Au Chili, les forces de l'ordre et les forces armées sont particulièrement détestées par une majorité de la population. Cette haine vient en partie de la dictature durant laquelle elles ont été utilisées pour oppresser et tuer le peuple chilien. Les militaires et policiers sont associés à des destructeurs de démocratie et défenseurs de régimes totalitaires agressifs (Baradit, 2018).

Il y a une haine généralisée des policiers car beaucoup de manifestants vivent régulièrement la répression. Ils sont très déçus des forces de l'ordre et expriment les problèmes structurels de cette institution par l'acronyme ACAB, considérant les policiers comme une totalité, permettant ainsi de mettre en lumière les failles de cette entité à la source de la violence engendrée.

6.5. Opinion des manifestants par rapport à la violence du mouvement

Tous les manifestants interviewés s'accordent sur le rôle crucial de la première ligne, sans laquelle les manifestations ne pourraient pas exister. Sans elle, « la police réprimerait directement la foule »[107], me dit Luis. Pablo et Maria comparent la violence dans les deux clans : pierres contre armées à feu. Selon eux, le niveau de violence est déséquilibré. Pablo, Tomás et Ricardo m'expliquent que la police réprimera toujours

[106] Es un fuerte mensaje que exprima que tiene defectos.
[107] Si la primera línea no existe la policía va directamente a la gente que se manifiesta.

les manifestants, qu'ils soient pacifiques ou non. Ils me disent que les manifestants sont obligés de se défendre.

Concernant la violence matérielle, tous les manifestants interviewés à l'exception de Tomás et Diego pensent qu'elle est inévitable si le mouvement désire accéder à un réel changement. Un mouvement entièrement pacifique n'apporte rien selon eux car la violence est le seul moyen de capter l'attention des politiciens. Maria me dit en parlant des politiciens : « Ils se concentrent sur la destruction mais ils ne se rendent pas compte qu'ils ne nous écoutent pas autrement »[108]. Ricardo me dit : « toute notre vie, les gens se sont mobilisés de manière pacifique et rien ne s'est passé »[109]. Il me donne l'exemple de la grande Marche du 25 octobre. Les manifestants distinguent différents types de destruction. Tous sauf Tomás pensent que la légitimité de l'usage de la violence dépend de son objectif. Diego, Ricardo, Luisa, Maria et Luis critiquent la destruction du métro car il est utilisé quotidiennement par la population. Luisa, Diego, Ricardo et Maria critiquent également la destruction de petits commerces. Ricardo me dit que ce type de violence n'a pas de sens et fait perdre l'horizon de la lutte contre les grandes entreprises en collusion. Pablo, Luis, Ricardo Maria et Luisa sont davantage en faveur de destruction de symboles capitalistes ou étatiques, rejoignant l'alteractivisme. Ainsi, Maria propose qu'un hacker supprime les dettes des étudiants.

Cependant, Tomás affirme être opposé à la violence. Selon lui, la violence n'est jamais nécessaire et y avoir recours équivaut à tomber dans le piège du gouvernement car la violence a pour conséquence d'éloigner la classe moyenne. Ainsi, il m'explique que beaucoup de personnes ont commencé à s'éloigner du mouvement car n'étaient plus en adéquation avec sa forme. Même si Diego distingue les types de violence matérielle, il pense que les manifestations devraient être pacifiques. Selon lui, « une manifestation pacifique est la forme sous laquelle on peut faire valoir ses revendications le plus clairement et cette forme ne sera pas critiquée »[110]. Contrairement aux autres manifestants, il pense que la marche du 25 octobre était suffisamment grande pour attirer l'attention des autorités. Il pense également que la

[108] Se enfocan en los destrozos pero no se dan cuenta que no nos escuchan de otra forma.
[109] Toda la vida la gente se ha manifestado de forma pacífica y nunca se ha conseguido nada.
[110] La movilización pacífica es la forma en la que se pueden hacer valer de manera más clara las demandas y esa forma no van a ser criticada por la forma en la que se hacen.

destruction peut mener certaines personnes à douter de la légitimité du mouvement.

Bien qu'ils ne cautionnent pas les pillages, Ricardo, Maria, Luisa, Pablo et Luis comprennent cet acte. Ils justifient la présence ponctuelle de violence dans le mouvement, telle que le pillage de supermarché, par la colère et la frustration de la population chilienne. Pablo me dit que la violence est politique et provient de l'abandon de l'État. Ricardo me fait remarquer que le gouvernement est violent depuis bien plus longtemps. Il ajoute : « Des gens ont pillé ou brûlé des lieux comme la pharmacie Ahumada qui a volé beaucoup d'argent aux Chiliens. Les gens se plaignaient de ces pillages mais ils nous ont pillé toute notre vie »[111], me dit-il. Il ajoute : « La violence est la répression de la police, la violence ce sont les entreprises qui nous pillent, le pillage de l'eau, la manière dont ils nous volent nos ressources minérales et beaucoup d'autres choses »[112]. « Ici, la violence la plus grande est la violence systémique »[113], affirme Luisa. Ricardo, Luisa, Maria et Luis m'expliquent que les gens ont la rage par rapport à leur situation et cette rage s'évacue par la destruction. Luisa me dit que certaines personnes pleurent toutes les nuits et elle le sait car cela lui est arrivé. Elle m'explique qu'il y a un grand sentiment d'impuissance dans la population. Pablo me dit que beaucoup de familles fournissent un dur labeur et n'arrivent tout de même pas à en vivre. Maria m'explique qu'un membre de sa famille est mort en raison d'un manque de ressources financières pour payer les soins de santé. « Ça te détruit », m'explique-t-elle, « et ça te donne envie de tout détruire »[114]. De même, certaines personnes ont un membre de leur famille ayant été mutilé ou violé. « La violence génère la violence et qui est violent ? » me demande Pablo : « L'État et la police »[115].

Luisa reconnaît que certains jeunes profitent de la situation et agissent sans réfléchir, mais selon elle, ces cas sont minimes et ne devraient pas servir à discriminer le mouvement.

Les émeutes sont récurrentes dans le monde contemporain. Selon Alain Bertho (as cited in Soubrouillard, 12/01/2011), elles ne sont plus « des revendications

[111] La gente saqueaba o quemaba los lugares, como una farmacia ahumada que robó mucha plata a los chilenos, y la gente se quejaba de eso pero ellos nos han saqueado toda la vida.
[112] Violencia es lo que genera la policía a nosotros, violencia es las empresas que nos saquean, violencia es el saqueo que tenemos del agua, como nos roban los recursos minerales, un montón de cosas.
[113] Aca la violencia más grande es la sistémica.
[114] Te destruye y te da ganas de ir a destrozar todo.
[115] La violencia engendra violencia y ¿quién es violento? El Estado y la policía.

brutales, issus de manifestations qui auraient dégénérées » mais un « phénomène mondial et contemporain, qui prend forme face à l'épuisement, à l'inefficacité des autres modes d'actions ». La violence éclatant dans les mouvements sociaux du monde entier est la manifestation d'une colère politique et doit être questionnée à ses racines comme problème sociétal. « Les émeutiers ont beaucoup à dire mais, faute d'interlocuteur, les mots perdent momentanément leur utilité » (Bertho, 2014, p. 77). La violence est également un langage manifestant l'épuisement de la parole politique classique, conférant une nature post-politique à l'émeute. « Les peuples insurgés ne réclament pas le pouvoir. Ils ne demandent pas non plus l'abolition de tous les pouvoirs, ni une improbable « extinction de l'État », mais le droit à un pouvoir qui les considère et les écoute » (Bertho, 2014, p. 79). L'émeute manifeste finalement une absence de politique. L'effort de criminalisation du mouvement de la part du gouvernement vise en fait à dépolitiser la violence et donc le mouvement, permettant d'éviter la remise en question systémique. L'émeute est en effet souvent décrite comme une violence gratuite dénuée de sens, cette description dépossédant ainsi les acteurs de la signification de leurs actes (Le Strat, 2010).

La majorité des étudiants interviewés explique la violence matérielle par la colère et la frustration de la population chilienne. Comme le dit Messina, la politique chilienne a touché le seuil de tolérance de la population. La hausse des prix des transports n'est en effet pas venue seule : elle a été accompagnée par un nouveau dispositif de contrôle de fraude. Ainsi, l'exclusion sociale est doublement accentuée car l'illégalité qui est un moyen de survie n'est plus une ressource (Messina, 2019). Le déclencheur du mouvement a donc été les « décisions ou pratiques gouvernementales ressenties comme une mise en danger de la survie matérielle des personnes et des familles » (Bertho, 2019). Ainsi, comme le dit Bertho, les mobilisations contemporaines sont liées à la mise en danger de l'avenir et du possible résultant en une grande incertitude (Betho, 2014).

La violence dans les manifestations est visible car matérielle et est ainsi pointée du doigt par les autorités. Cependant, le néolibéralisme génère une violence invisible. Le niveau d'inégalités est violent. Le système de santé est violent. La pension minimale est violente. « We learn it from you », disait la militante du mouvement Black Lives Matter par rapport aux pillages et violences observés suite à l'assassinat de George Floyd.

Chapitre 7 : Apport de l'analyse à la théorie des mouvements sociaux

Nous allons à présent revenir sur le cadre théorique déployé au début de ce mémoire. L'analyse du mouvement social chilien de 2019-2020 met en évidence la nécessité de décloisonner les recherches ayant trait aux actions collectives. En effet, il convient d'aborder les mouvements sociaux de manière dynamique et de faire dialoguer les différentes théories sociologiques de l'action collective.

Mon analyse empreinte à l'étude des comportements collectifs la recherche des facteurs de mécontentement. Selon cette théorie, l'action collective est une des réponses possibles au changement social désorganisant la société. Selon Kornhauser (as cited in Rodríguez et al., 2014 et in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*) le changement social lié à la mondialisation, désintégrant le tissu social et affaiblissant les structures intermédiaires telles que les structures sociales et politiques, conduit à l'abandon des individus à eux-mêmes, recherchant alors un sentiment de communauté. Dans le cas du mouvement chilien actuel, l'implantation du néolibéralisme a désintégré le tissu social, enfermant les individus dans une culture individualiste du chacun pour soi, et a affaibli les institutions politiques abandonnant les individus à la loi du marché. Les Chiliens se sont alors reconnus dans le mouvement, formant une communauté aux liens solidaires.

On peut également puiser dans la théorie de la frustration relative de Ted Gurr (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis*) afin de comprendre les mécanismes conduisant les individus à se mobiliser et la manière dont le mécontentement individuel devient politique. Selon James Davies (as cited in Wagoner, 2018), la colère provient de l'augmentation des attentes et des satisfactions suivie de la diminution brutale de ces dernières alors que les attentes continuent d'augmenter. De manière analogue, au sortir de la dictature, le niveau de vie des Chiliens augmenta substantiellement, amplifiant leur satisfaction et leurs attentes durant les dix années suivant le retour de la démocratie. Cependant, depuis les années 2000, le niveau d'inégalités est toujours très important et la pauvreté ne diminue pas au-delà d'un certain seuil, menant au mécontentement du peuple chilien et à la naissance de mouvements sociaux. L'agression est alors une réponse psychologique à la frustration, pouvant expliquer la violence présente en manifestations.

La théorie de la mobilisation des ressources évacue l'irrationalité présente dans la théorie des comportements collectifs, ainsi que l'étude des causes profondes et des facteurs macro politiques, pour se concentrer sur les moyens, les buts et les opportunités (Fillieule, *Encyclopédie Universalis*). Dans cette théorie, il est intéressant d'envisager les mouvements sociaux comme de nouvelles formes de participation politique créant et utilisant de nouvelles ressources (Rodríguez et al., 2014). Les mouvements sociaux sont en effet un type de participation politique par le bas, mais ils se déploient lorsqu'il n'est pas possible de régler les symptômes pathologiques sociétaux par le haut. Il convient donc de ne pas abandonner la conception des mouvements sociaux comme réponses à un dérèglement social.

La sociologie culturelle contextualise les mouvements sociaux dont l'action rationnelle est envisagée selon les logiques de « solidarité, légitimité et liberté » (Mayol, 2007, p. 2). La théorie des nouveaux mouvements sociaux envisage les actions collectives comme des symptômes et solutions aux tensions de la société moderne (Fillieule, *Encyclopédie Universalis*). Le mouvement social chilien est la preuve que le système néolibéral implanté sous la dictature ne fonctionne pas, et vise à obliger les élites à partager le gâteau. Selon Alain Touraine (as cited in Pleyers, 2018), les acteurs luttent au nom de l'historicité, comprise comme la transformation des modèles culturels. Or, les Chiliens luttent pour la transformation du modèle culturel basé sur l'individualisme, la méritocratie, l'exploitation et l'impunité, pour un modèle davantage centré sur la solidarité, la dignité, la tolérance, l'empathie et la justice. Alain Touraine explique également que les sujets doivent lutter contre les forces essayant de les attirer et les manipuler, telles que le marché et les appareils technocratiques, comme c'est le cas pour la propagande dénoncée dans ce mémoire. La sociologie culturelle permet de prendre en compte la vision du monde des acteurs, leurs interactions et leurs réseaux et interroge le langage, l'imaginaire, les représentations et les symboliques. L'analyse de la vision du monde des manifestants interviewés et de leurs interactions fut précieuse pour comprendre davantage la critique du modèle néolibéral réalisée par le mouvement et le type de société auquel il aspire (Mayol, 2007).

Dans la théorie des cadres, le cadre de la justice développé par Gamson (as cited in Fillieule, *Encyclopédie Universalis)* selon lequel la rébellion dépend du sentiment d'injustice généré par une autorité inique justifiant les modes d'action non conformes au système est pertinent pour notre analyse. En effet, les manifestants interviewés ressentent un sentiment d'injustice par rapport à l'inégalité d'accès aux

services, à la qualité de vie médiocre en retour d'un dur labeur et à l'impunité des élites. Ils justifient alors souvent la violence engendrée par le mouvement par la violence du système ainsi que par l'urgence de leurs revendications.

Le mouvement altermondialiste a le mérite de lier revendications socioéconomiques et revendications culturelles et identitaires. On retrouve dans le mouvement chilien les voies de la raison et de la subjectivation. Instagram, certains journaux en ligne et certaines ONG partagent analyses politiques, critiques sociales et institutionnelles, permettant d'alerter l'opinion publique. La voie de la subjectivité, propre au mouvement alteractiviste, articule davantage les revendications autour de la démocratie, la justice sociale et la dignité dans des expérimentations de lutte au moyen du corps et des émotions. Ainsi, le mouvement chilien a un aspect très hédoniste et esthétique. Les Chiliens interviewés recherchent sociabilité et solidarité dans un système néolibéral les désubjectivisant et les isolant. Comme expliqué tout le long de mon analyse, le mouvement chilien est un mouvement alteractiviste, selon la définition de Geoffrey Pleyers (2018). Il y a une demande fondamentale de démocratie élargie, un rôle essentiel des réseaux sociaux et une organisation horizontale. Cependant, à la différence de l'alteractivisme décrit par l'auteur, le mouvement social chilien ne rejette pas tout à fait l'organisation classique de la société civile. Elle fonctionne en effet conjointement avec les ONG et syndicats (Pleyers, 2018).

Les revendications, valeurs, visions du monde et organisations des mouvements alteractivistes résonnent entre eux. Le mouvement chilien actuel est similaire au mouvement québécois, tout comme celui-ci faisait déjà écho à l'hiver chilien. Ainsi, le gouvernement québécois de 2012 justifiait l'augmentation des frais d'inscription par la rhétorique libérale individualiste de l'utilisateur payeur. De plus, les gouvernements chilien et québécois ont tous deux criminalisé le mouvement (Blouin Genest, 2012). Proche du Brésil dans le classement des pays par inégalité de revenus, les différentes revendications des manifestants chiliens sont similaires aux revendications des manifestants brésiliens de 2013 dénonçant l'état déplorable des services publics ségréguant la population, la classe aisée accédant au secteur privé, permettant à cette classe de se soigner dans les meilleures institutions et d'envoyer ses enfants dans les meilleures écoles et discriminant les classes populaires ne pouvant qu'accéder aux services publics de mauvaise qualité. De plus, les classes moyennes ont également le sentiment de porter seules le poids des dépenses sociales, aux travers des transferts sociaux dans le cadre des politiques de ciblage pour les plus pauvres et

suite aux pratiques plus ou moins légales des plus riches pour réduire le plus efficacement possible leurs impôts. De même, les Chiliens déplorent le manque de taxation des riches et les pratiques corruptives de ceux-ci (Fauré, 2014).

Tout comme le mouvement chilien, le mouvement québécois a été qualifié de réveil, étonnant de la part d'une société consensuelle. De même, il y avait un sentiment de blocage institutionnel depuis une trentaine d'années lié à un agenda néolibéral peu importe le parti au pouvoir, menant ainsi à une perte de légitimité du gouvernement (Lamarre et al., 2014). Certains auteurs qualifient ces mouvements surgissant subitement de « spontanés » mais d'autres les voient davantage comme le résultat d'une évolution identitaire collective. Toujours suivant une logique de décloisonnement, le mouvement social chilien est un mélange de spontanéité et de construction collective. Le mouvement est spontané car il n'a été ni programmé ni organisé. La spontanéité de l'irruption de la colère découlant d'une mesure jugée intolérable par les Chiliens conduit à s'interroger sur ce qui définit et quantifie le seuil de tolérance. L'annonce de l'augmentation du prix des transports est la goutte d'eau faisant déborder spontanément le vase construit. Le vase est rempli de toutes les frustrations accumulées par le passé et est construit par toutes les luttes depuis 2006 (mouvements étudiants, mouvement féministe, mouvement contre l'AFP…) formant une identité collective en constante évolution ayant conduit au mouvement social. On voit à quel point l'analyse historique est cruciale pour la compréhension de l'émergence du mouvement. Dans une perspective dynamique, la fin des grandes manifestations ne signifie pas la fin d'un mouvement. Le mouvement étudiant de 2011 est finalement celui de 2006 ayant évolué, mouvement qui se retrouve dans le mouvement actuel. Bien que ce mouvement ne soit pas constamment médiatisé, le mouvement étudiant n'a jamais cessé au Chili. La même remarque est valable concernant le mouvement féministe.

Un point essentiel apporté par mon analyse est l'importance du rôle des étudiants dans les changements sociaux. Nous avons vu que la disponibilité biographique et le rassemblement des étudiants dans des espaces restreints favorisent leur engagement. Concernant le mouvement chilien, l'engagement des étudiants est en plus lié au fait de ne pas avoir connu la dictature et d'être donc davantage immunisé contre la peur de la répression. De plus, leur jeune âge génère des inquiétudes concernant leurs opportunités et les incite donc à lutter pour un futur plus prometteur. Dans ce mouvement, les étudiants luttent donc pour des causes internes et externes au

système éducatif. Certains étudiants sont organisés au sein du mouvement étudiant en tant que tel mais la plupart s'organisent en dehors.

Toujours dans cette logique de décloisonnement, mon analyse aborde principalement le fond mais aborde également la forme qui est liée au fond. Par exemple, l'absence de hiérarchie dans le mouvement est manifeste de la demande de démocratie élargie, tout comme l'utilisation des réseaux sociaux témoigne de la méfiance envers les médias.

Pour finir, ce mémoire souligne l'importance de l'analyse de la violence et des émeutes présentes dans la plupart des mouvements sociaux de nos jours. Tout comme l'explique Alain Bertho (2014), il est crucial de s'interroger sur le sens de ces émeutes, leur rôle politique et ce qu'elles nous disent de l'état de la démocratie dans nos sociétés.

Conclusion

Le mouvement social chilien ayant débuté en octobre 2019 établit une critique fondamentale du système néolibéral implanté sous la dictature. Les manifestants critiquent la privatisation des biens communs tels que l'éducation, la santé et les ressources naturelles aussi fondamentales que l'eau. Ils critiquent le principe de méritocratie, ou au contraire revendiquent une application stricte de ce principe. En effet, le système néolibéral ne récompense pas les plus méritants mais les plus fortunés, établissant une société où « soit tu payes, soit tu crèves ». Les stratégies endogames permettent à l'élite de se reproduire et de s'assurer de ne surtout rien céder de la richesse acquise au prix de la misère des autres. Le mouvement revendique donc plus d'égalité, passant inévitablement par la fin de l'individualisme inhérent au système néolibéral, en établissant une culture de la solidarité. Les manifestants demandent finalement un peu d'humanisme chez ceux qui ont tout, ce qui équivaut à faire preuve d'empathie et se mettre à la place de ceux qui n'ont presque rien.

Les revendications des manifestants sont très diverses, allant des droits des LGBTQIA+ aux revendications écologiques en passant par les droits des réfugiés. Cependant, les demandes se concentrent et s'unissent autour de trois droits fondamentaux tels que l'éducation, la santé et la retraite. La privatisation a mené à une ségrégation violente entre les personnes ayant les ressources nécessaires pour accéder au privé, et les autres n'ayant d'autres choix que de se satisfaire du public. L'école publique est pratiquement réservée aux plus pauvres. La démocratie est alors piétinée : qu'en est-il de la diversité sociale, culturelle, idéologique et ethnique ? Au Chili, municipalisation est synonyme de déresponsabilisation de la part de l'État (Budnik et al., 2010). Le système éducatif centré sur une logique d'effectivité mène à une crise de sens de l'enseignement, pilier pourtant fondamental d'une société. Les enfants pauvres perdent la motivation d'aller à l'école, sachant que leur parcours est tout tracé. Au Chili, un enfant n'allant pas au jardin d'enfant a déjà plus de chance de ne pas accéder à l'université. Quant aux étudiants universitaires, la plupart doivent s'endetter pendant quinze ou vingt ans, ce qui les fragilise d'emblée dans leur entrée dans la vie active. Le système de retraite aux mains d'entreprises vampires redonne bien souvent moins d'argent aux pensionnés que ce qu'ils ont capitalisé toute leur vie et le revenu solidaire se situe sous le seuil de pauvreté. Encore aujourd'hui, des personnes meurent en attendant d'être soignées, des personnes se suicident car ne peuvent pas vivre de

leur retraite et des étudiants endettés s'exilent. On parle de mérite, mais on s'assure de céder le moins d'opportunités possibles aux plus pauvres qui leur permettraient de sortir de leur situation.

Les Chiliens ont perdu toute confiance envers la politique, en pleine crise de légitimité. Les scandales de corruption et le manque flagrant de représentativité créent une césure entre le peuple et la politique. Le discours politique de l'élite est hypocrite. Selon elle, il suffit de se lever plus tôt pour bénéficier d'un tarif de métro réduit, elle qui n'a aucune idée de la réalité du Chilien moyen, devant parfois enchainer deux emplois pour nourrir sa famille. Ces mêmes élites politiques ne connaissent pas le prix du pain alors que des parents s'endettent pour payer les études de leurs enfants dans un collège privé afin d'espérer leur donner une chance de sortir de leur situation. Les manifestants critiquent la concentration des richesses du pays entre les mains des sept grandes familles, souvent enrichies durant la dictature et possédant les banques, l'éducation, la santé… permettant aux personnes de s'endetter pour payer leurs services et les emprisonnant alors dans le système. Ces familles forment des monopoles, empêchant le libre marché et la concurrence pourtant clamés haut et fort par cette élite économique et politique.

La population a atteint sa saturation et la hausse du ticket de métro a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les jeunes n'ayant pas connu la dictature et étant favorisés par des facteurs biographiques ont enflammé le brasier et politisé une société jugée « endormie » depuis trente années. Toutes les luttes éparpillées des différents secteurs de la société chilienne ont lentement contribué à construire le mouvement social constitué de l'ensemble de ces luttes, unies par une demande fondamentale de dignité. Le mouvement revendique également une réelle démocratie qui jusqu'à maintenant ressemble davantage à une oligarchie concentrant les pouvoir économiques, politiques et médiatiques, sans réelle opposition jusqu'à la naissance du mouvement.

L'élite au pouvoir ne tolère pas d'opposition pouvant délégitimer le système nourrissant leurs fortunes. Différentes forces protègent leurs privilèges inhérents au système néolibéral. Le principe de subsidiarité établi par la Constitution est un obstacle à l'établissement de politiques sociales et institue un accès inégal aux services. La propagande contre le mouvement social et en faveur du néolibéralisme, basée sur une criminalisation de l'opposition et une peur du communisme, remonte à la période d'Allende et de la dictature et a donc été solidement propagée dans la société chilienne.

Aujourd'hui encore, on trouve une légitimation de la dictature dans chaque couche de la population. L'absence de condamnation d'une grande partie des responsables de la dictature, l'appel à la réconciliation culpabilisant les demandeurs de justice, la protection du système établi sous la dictature par la Concertation et le tabou dans l'enseignement accompagné d'un récit neutre et équilibré des événements génère une faille de la mémoire. La propagande anti mouvement et pro néolibérale est également diffusée par les médias en collusion avec les élites politiques et économiques et biaisant ou occultant l'information. Le système est finalement protégé par les forces de l'ordre et les forces armées, elles-mêmes protégées par le système. La répression et les violations des droits humains instituent une haine des forces de l'ordre et des forces armées chez les manifestants. Au moyen de l'acronyme ACAB, tagué dans toute la capitale, ils appellent à une transformation de cette institution tâchée dont la plupart des exactions échappent à la justice.

Ce mémoire a donc démontré que l'état actuel de la société chilienne, critiqué par les manifestants et ayant conduit au mouvement social, est hérité de la dictature : ségrégation à la base du système d'éducation et de santé, pensions indignes, élites politiques et économiques regroupées en grandes familles, Constitution instituant le système néolibéral, collusion médiatique, propagande anticommuniste, corruption militaire…

L'usage de la violence chez les manifestants est ambiguë. Ils distinguent la destruction matérielle des biens servant à la population des symboles capitalistes. Ils expliquent toutefois tout type de destruction par la colère et l'impuissance d'un peuple auquel on vole depuis longtemps la dignité. Beaucoup légitiment également la violence, car elle est selon eux indispensable au changement. Comme le dit si justement Franssen, « la violence est à la fois dénoncée et légitimée, elle effraie et elle exalte » (Franssen, 2020, p. 2). L'émeute est finalement politique car elle véhicule un message qui ne peut pas être véhiculé autrement, les autres types de langage ayant été épuisés ; bien que ce message est souvent ignoré par les politiques criminalisant le mouvement.

Avant le mouvement social, le pays était présenté comme le jaguar de l'Amérique latine, le miracle économique, grâce aux statistiques macroéconomiques qui ne sont qu'une façade. La réalité de la majorité des Chiliens ne reflète pas ce succès arboré. Le mouvement social est la preuve que le système néolibéral n'est pas parfait.

La majorité des Chiliens n'ont pas de pouvoir économique et leur pouvoir politique est annihilé par un système néolibéral promouvant un État faible au service des élites économiques. La révolte ne vise donc pas une destruction des institutions étatiques mais bien un État plus fort, réellement au service de sa population.

Comme le dit le TACAE, « les inégalités ne sont pas une fatalité », les politiques publiques pouvant générer davantage d'égalité des chances et des écarts de richesse plus faibles (TACAE, s.d., p. 24). « Il appartient à l'État de faire en sorte que les plus vulnérables ne vivent pas dans des conditions dégradantes qui portent atteinte à la dignité humaine. Le monde n'a jamais été aussi riche qu'il ne l'est aujourd'hui, et les investissements requis pour permettre à l'ensemble des populations de vivre dans des conditions dignes ne sont pas énormes quand on les compare à d'autres dépenses de l'État, notamment en matière de guerres ou de remises de taxes pour les riches » (TACAE, s.d., p. 25). Il faut changer la perspective individualiste. Une éducation et une santé de qualité servent les intérêts de la société. Ce sont des biens collectifs constituant « un investissement et non une dépense » (TACAE, s.d, p. 37). Un peuple éduqué et en bonne santé contribuent davantage au développement d'un pays.

Ce mémoire a abordé le mouvement social chilien de manière dynamique en faisant dialoguer les différentes théories sociologiques ayant trait aux actions collectives. J'encourage les futurs travaux concernant les mouvements sociaux à décloisonner leur approche afin de saisir les différentes facettes des actions collectives permettant de tendre vers une analyse plus complète.

La limite du nombre de pages m'a obligée à synthétiser et aborder plus brièvement que je ne l'aurais souhaité les différentes thématiques soulignées dans mon analyse. J'invite les travaux ultérieurs à rechercher de manière plus approfondie les liens du mouvement avec le système néolibéral et se centrer sur les inégalités à l'œuvre depuis la dictature dans le domaine de l'éducation, la santé ou les retraites, ainsi que concernant le modèle politique chilien, le travail de mémoire, l'élaboration de la Constitution de 1980, la collusion des médias et les problèmes institutionnels des forces armées et des forces de l'ordre. Je pense qu'un travail à part entière pourrait être voué à l'analyse des rapports sociaux entre les forces de l'ordre et les manifestants, ainsi que l'usage politique de la violence et sa signification. Je pense également qu'il serait très intéressant d'écrire un article analysant la critique sociale présente dans les graffitis à Santiago. De même, un lien entre la société patriarcale et le système néolibéral débouchant sur le mouvement féministe au Chili pourrait être l'objet de

travaux afin de comprendre l'ampleur de ce mouvement. Finalement, j'invite à analyser le mouvement selon l'alteractivisme développé par Geoffrey Pleyers (2018) dont j'ai repéré de nombreux éléments.

Le mouvement va peut-être enfin terminer le processus de transition entamé il y a trente ans et se défaire des « enclaves autoritaires héritées » (Garretón as cited in Gaudichaud, 2014, p. 10) de la dictature pour établir une société plus démocratique et juste. Il reste à voir la suite du mouvement, l'après coronavirus, les résultats du plébiscite et la peut-être future Constitution, qui feront sans doute l'objet de travaux ultérieurs que j'aurai le plaisir de lire.

Bibliographie

Ouvrages :

- Baradit, J. (2018). *La Dictadura: Historia secreta de Chile*. Sudamericana.
- Pleyers, G. (2020). *Movimientos sociales en el siglo XXI. Perspectivas y herramientas analíticas*. Buenos Aires : Clacso.

Articles :

- Alvarez, R., Garcia, D., Moreno, Y., & Schweitzer, F. (2015). Sentiment cascades in the 15M movement. *EPJ Data Science*, *4*(1), 6.
- Ancelovici, M., & Dupuis-Déri, F. (2014). Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012. Ecosociété (Editions).
- Ancelovici, M. et Guzmán-Concha, C. (2019). Struggling for education: The dynamics of student protests in Chile and Quebec. *Current Sociology*, *67*(7), pp. 978-996.
- Barozet, E., & Espinoza, V. (2016). Tout change parce que rien ne change? Politiques sociales et cycles de transformation économique et institutionnelle au Chili. *Problemes d'Amerique latine*, (3), pp. 53-73.
- Bertho, A. (2014). De l'émeute au soulèvement la révolution n'est plus ce qu'elle était. *Revue internationale et stratégique*, (1), pp. 73-80.
- Blouin Genest, G. (2012). Le (dé) goût d'un printemps: la construction sociale de la violence et de l'extrémisme politique lors du conflit étudiant québécois. *Cultures & Conflits*, (87), pp. 160-166.
- Blouin Genest, G. (2012). Le conflit étudiant québécois: une «épidémie» de sens pour un Québec politiquement malade. *Cultures & Conflits*, (87), pp. 147-151.
- Bórquez, J. C. F. (2000). La constitución económica de 1980. *Revista de derecho*, *11*, 47-54.
- Bringel, B., & Pleyers, G. (2015). Les mobilisations de 2013 au Brésil: vers une reconfiguration de la contestation. *Brésil (s). Sciences humaines et sociales*, (7), pp. 7-18.
- Budnik, J. A., Chávez, R. C., López, J. G., Rojo, J. R., Edmonson, R. S., & Morales, M. S. (2011). La empresa educativa chilena. *Educação & Sociedade*, *32*(115), 305-322.
- Castellanos, D. A. H. (2013). # Yo soy 132: el coraje de la verdad. *Revista de*

filosofía, *45*(134), pp. 215-240.

- Castro, L. R. D., & Silva, C. F. S. (2015). L'action politique des jeunes étudiants au Brésil aujourd'hui: le présage de la fin d'une époque?. *Brésil (s). Sciences humaines et sociales*, (7), pp. 39-58.
- Cefaï, D. (2007). Pourquoi se mobilise-t-on?. Les théories de l'action collective. *Lectures, Les livres*.
- Compagnon, O., & Gaudichaud, F. (2008). Chile's Past: Over Too Soon. *Hermes, La Revue*, (3), pp. 83-89.
- Crumpacker, E. A. (2013). # Yo Soy 132 and Occupy: Social Movements and the Media.
- Gaudichaud, F. (2014). La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire. *Questions du temps présent. Nouveaux mondes mondes nouveaux-Novo Mundo Mundos Novos-New world New worlds*.
- Gaudichaud, F., Godoy Hidalgo, M. C., & Miranda-Pérez, F. (2015). Chili actuel, à l'ombre du néolibéralisme. Eléments d'introduction. *Questions du temps présent. Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux-Novo Mundo Mundos Novos-New world New worlds*.
- Guzman-Concha, C. (2012). The students' rebellion in Chile: Occupy protest or classic social movement?. *Social movement studies*, *11*(3-4), pp. 408-415.
- Fauré, Y. A. (2014). Bonheur privé, carences publiques. Retour sur la fronde sociale de mars-juin 2013 au Brésil. *Problemes d'Amerique latine*, (2), pp. 55-74.
- Fillieule, O. (2009). Émergence et développement des mobilisations. *Nouveau manuel de science politique*, pp. 514-528.
- Flesher Fominaya, C. (2015). Debunking spontaneity: Spain's 15-M/Indignados as autonomous movement. *Social Movement Studies*, *14*(2), pp. 142-163.
- Ffrench-Davis, R. (2011). L'économie chilienne depuis la crise globale. *Cahiers des Amériques latines*, *2011*(68), pp. 51-68.
- Ihl, O. (2012). Objetividad de Estado, or Economics as a Science of Dictatorship: The Chicago Boys in Chile during the Pinochet Regime. *Revue internationale de politique comparée*, *19*(3), pp. 67-88.
- Jiménez-Molina, Á., & Cubillos, P. (2016). Les droits sociaux sous tension: santé et néolibéralisme dans le Chili démocratique. *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux-Novo Mundo Mundos Novos-New world New worlds*.

- Labrie, M. (2015) ‘Mouvement étudiant du printemps 2012 au Québec: exploration du répertoire d’action mobilisé’, *Métropoles*, (16).
- Lagos & Ravanal: *Cronología de hitos de la Libertad de Expresión. Año 2000*, Documento de Trabajo N° 6, Escuela de Periodismo. Universidad de Chile, Abril, 2001, p. 7.
- Lamarre, J., Nadeau-Dubois, G., Portes, J., Warren, J. P., & Pudal, B. (2014). L’avant-gardisme du Printemps 2012 au Québec: continuité ou rupture avec le mouvement étudiant des années 1960?. *Bulletin d'histoire politique*, *23*(1), pp. 161-174.
- Lee, P. S., So, C. Y., & Leung, L. (2015). Social media and Umbrella Movement: Insurgent public sphere in formation. *Chinese Journal of Communication*, *8*(4), pp. 356-375.
- Le Saout, D. (1999). Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations: les analyses de la protestation en perspective, *Insaniyat. Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, (8), pp. 145-163.
- Likki, T. (2012). 15M revisited: A diverse movement united for change. *Zoom politico*, *11*, pp. 1-16.
- Lim, T. W. (2015). The aesthetics of Hong Kong’s “Umbrella Revolution” in the first ten days: A historical anatomy of the first phase (27 Oct 2014 to 6 October 2014) of Hong Kong’s Umbrella Revolution. *East Asia*, *32*(1), pp. 83-98.
- Locher, D. A. (2002) *Collective behavior* (p. 24). Upper Saddle River, NJ: Prentice Hall.
- Longo, T. (2001). La réforme éducative sous le régime de Pinochet: histoire d'une expérimentation néo-libérale. *Carrefours de l'éducation*, (1), pp. 104-119.
- Losekann, C. (2015). Dynamiques et effets des manifestations brésiliennes de 2013: le cas de la ville de Vitória. *Brésil (s). Sciences humaines et sociales*, (7), pp. 59-76.
- Magasich, J. (1998). Chili pays laboratoire. *Maison de l’Amérique latine*.
- Maurel, C. (2013). Chili, Québec, Brésil, Europe… Les étudiants en lutte pour un système universitaire plus démocratique. *Europe : une autre voie. transform ! revue européenne pour une pensée alternative et un dialogue politique,* (13), pp. 147-151.
- Messina, A. L. (2019). Les forces de la révolte au Chili. *Esprit*, (12), pp. 31-34.
- Navarro, F., & Tromben, C. (2019). " Estamos en guerra contra un enemigo poderoso, implacable”: los discursos de Sebastián Piñera y la revuelta popular en Chile. *Literatura y lingüística*, (40), pp. 295-324.

- Pailloux, A. L., & Ripoll, F. (2019). Géographie (s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective. *Carnets de géographes*, (12).
- Perruso, M. A., & Narvaes, V. B. (2015). Les journées de (puis) juin 2013. *Brésil (s). Sciences humaines et sociales*, (7), pp. 19-38.
- Perugorría, I., & Tejerina, B. (2013). Politics of the encounter: Cognition, emotions, and networks in the Spanish 15M. *Current Sociology*, *61*(4), pp. 424-442.
- Pleyers, G. (2014). Les jeunes alter-activistes: altermondialisme, indignés et transition écologique. *Formes contemporaines de l'engagement des jeunes*.
- Pleyers, G., et Glasius, M. (2013). La résonance des «mouvements des places»: connexions, émotions, valeurs. *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, (2), pp. 59-80.
- Porta, D. D. (2008) 'L'altermondialisme et la recherche sur les mouvements sociaux. Quelques réflexions, *Cultures & Conflits*, (70), pp. 13-31.
- Portales, F. (2005). La inexistencia de la democracia en Chile. *Polis. Revista Latinoamericana*, (10).
- Portillo, M. (2014). Mediaciones tecnocomunicativas, movilizaciones globales y disputas por la visibilidad en el espacio público: Análisis del surgimiento del# YoSoy132. *Argumentos (México, DF)*, *27*(75), pp. 173-190.
- Prognon, N. (2010). Le Chili, une transition vers la démocratie aboutie?. *ILCEA. Revue de l'Institut des langues et cultures d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie*, (13).
- Rodriguez, E. (2000). L'approche communautaire comme mode de travail dans le système de santé au Chili. *Professions et institutions de santé face à l'organisation du travail*, pp. 171-180.
- Rodríguez, R. A. M., Torres, B. A. D., Martínez, F. C., & Espinosa, R. R. (2014). MOVIMIENTOS ESTUDIANTILES: ANÁLISIS COMPARATIVO DE LOS MOVIMIENTOS ''YO SOY 132''Y ''TODOS SOMOS POLITÉCNICO''. *TERRITORIO, DESARROLLO SUSTENTABLE, LUCHAS SOCIALES Y CIUDADANIA*, 278.
- Rumié Rojo, S. A. (2019). Chicago Boys en Chile: neoliberalismo, saber experto y el auge de una nueva tecnocracia. *Revista mexicana de ciencias políticas y sociales*, *64*(235), pp. 139-164.
- Schuster, S. et Morales, F. (2015). La dimensión ideológica de las políticas públicas

en el gobierno de Sebastián Piñera. *Revista Uruguaya de Ciencia Política*, *24*(1), pp. 49-70.

- Simon, S., & Piccoli, E. (2018). Présentation. Effets et perspectives de la rationalité néolibérale. *Recherches sociologiques et anthropologiques*, (49-2), 1-23.
- Stacey, E. (2018). Networked Protests: A Review of Social Movement Literature and the Hong Kong Umbrella Movement (2017). In *Handbook of Research on Civic Engagement and Social Change in Contemporary Society*, pp. 347-363.
- Veg, S. (2016). Creating a textual public space: slogans and texts from Hong Kong's Umbrella movement. *The Journal of Asian Studies*, *75*(3), pp. 673-702.
- Wagoner, B. (2018). From the age of the crowd to the global age. *The psychology of radical social change: from rage to revolution*.
- Walsh, S. (2015). Hong Kong 2014: l'étrange révolution des parapluies. *Spirale*, *251*, pp. 6-8.
- de Zárate, V. V. O. (2010). Construction du pouvoir et régime militaire sous Augusto Pinochet. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, (1), pp. 93-107.

Thèse :

- Niklander, S. (2018). *Etude sur l'armée chilienne et ses représentations dans la presse entre 1998 et 2006* (Doctoral dissertation). Université de Nantes, Nantes. Retrieved from http://archive.bu.univ-nantes.fr/pollux/show.action?id=820b4138-84cb-40af-8c9e-d062111e9874

Mémoire :

- Astete Erazo, M. A. (2009). *Hora de cierre: Auge y caída de los medios de prensa escrita" concertacionistas" en la transición a la democracia en Chile: Caso Diario La Epoca (1990-1998)* (Mater's Thesis). Universidad de Chile, Chile.

Encyclopédie :

- Fillieule, O. Frustration relative. *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. Retrieved from http://www.universalis.fr/encyclopedie/frustration-relative/
- Fillieule, O. Mobilisation des ressources. *Encyclopædia Universalis* [en ligne]. Retrieved from http://www.universalis/encyclopedie/mobilisation-des-ressources/

Législation :

- Chile. (1981). *Constitución política de la República de Chile: texto promulgado por Decreto supremo no. 1,150 del Ministerio del Interior de 21 de octubre de 1980*. Editorial Jurídica de Chile.

Cours :

- Piccoli E. (2018). Cours Analyse du développement. UCL.

Périodiques :

- Agurto, I., et Góngora, P. (22 novembre 2019). La mirada rota de Gustavo Gatica. *La Tercera*. Retrieved from https://www.latercera.com/nacional/noticia/la-mirada-rota-gustavo-gatica/912378/
- Arias, D. (2019, 9 septembre). Acusan "censura indirecta": Colegio de Periodistas rechazó "extorsión económica" de empresario agrícola a CNN y CHV por su cobertura del estallido social. *Chili Publimetro*. Retrieved from https://www.publimetro.cl/cl/entretenimiento/2019/11/09/acusan-censura-indirecta-colegio-periodistas-rechazo-extorsion-economica-empresario-agricola-cnn-chv-cobertura-del-estallido-social.html
- Basoalte. (2019, 19 février). *Fraude en Carabineros: Fiscal Campos dice que nuevo cómputo malversado supera los $28.348 millones.* La Tercera. Retrieved from https://www.latercera.com/nacional/noticia/fraude-carabineros-fiscal-campos-dice-nuevo-computo-malversado-supera-los-28-348-millones/535008/
- BBC News World. (2020, 14 juin). *¿Qué hay detrás de la renuncia del Ministro de Salud chileno en medio de la pandemia covid-19?* Retrieved from https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-53037469
- Bertho A. (2019, 22 novembre). L'effondrement a commencé. Il est politique. *Terrestre*. Retrieved from https://www.terrestres.org/2019/11/22/leffondrement-a-commence-il-est-politique/
- Bourreau, M., & Villiers-Moriamé, A. (13 décembre 2019). Torture, mauvais traitements, violes… L'ONU condamne la répression des manifestations au Chili. *Le Monde*. Retrieved

from https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/13/torture-mauvais-traitements-viols-l-onu-denonce-la-repression-des-manifestations-au-chili_6022786_3210.html

- Brecx, L. (19 mai 2020). *Chili: La faim fait descendre des centaines de personnes en rue* . RTBF Info. Retrieved from Https://www.rtbf.be/info/monde/detail_chili-la-faim-fait-descendre-des-centaines-de-personnes-en-rue?id=10504954
- Cabrera, N. (2020, 24 février). *En medio de protestas y enfrentamientos, empezó el Festival de la Canción de Viña del Mar.* France 24. Retrieved from https://www.france24.com/es/20200224-protestas-chile-choques-vina-del-mar
- Charpentier, A. (2010, 1er février). En route vers une nouvelle révolution? *Marketing Magazine.* Retrieved from https://www.e-marketing.fr/Marketing-Magazine/Article/En-route-vers-une-nouvelle-revolution--36351-1.htm#&utm_source=social_share&utm_medium=share_button&utm_campaign=share_button
- Chekh, E. (2020, 25 janvier). Gisella Castiglione, directora del Hospital Barros Luco: « Todos dicen que el corte de luz fue un problema extrañísimo, uno en un millón ». *La Tercera*. Retrieved from https://www.latercera.com/nacional/noticia/gisella-castiglione-directora-del-hospital-barros-luco-todos-dicen-corte-luz-fue-problema-extranisimo-uno-millon/986501/
- Cooperativa. (2019, 26 juin). *Santiago sigue siendo la segunda ciudad más cara de América Latina.* Retrieved from https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/ciudades/santiago/santiago-se-mantiene-como-la-segunda-ciudad-mas-cara-de-latinoamerica/2019 -06-26 / 080011.html
- Cooperativa. (2019, 15 novembre). *Hombre murió durante manifestaciones en Plaza Italia*. Retrieved from https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/manifestaciones/hombre-murio-durante-manifestaciones-en-plaza-italia/2019-11-15/234416.html
- Cooperativa. (2020, 1er février). *La familia de Ariel Moreno: Le dispararon durante un altercado entre la policía y los manifestantes*. Retrieved from https://www.cooperativa.cl/noticias/pais/manifestaciones/familia-de-ariel-moreno-recibio-impacto-de-bala-en-altercado-entre/2020-02 -01 / 173808.html

- De la Hoz, A. (2020, 20 juin). Del hambre a la rabia: como "insuficiente" y "excluido del beneficio", critican el ingreso familiar de emergencia. *La Izquierda Diario.* Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Del-hambre-a-la-rabia-Como-insuficiencia-y-excluidos-del-beneficio-critican-el-Ingreso-Familiar-de
- Délano, M. (2012, 6 janvier). Chile está cambiando de "dictadura" a "régimen militar". *El País.* Retrieved from https://elpais.com/diario/2012/01/06/internacional/1325804406_850215.html
- DW. (2019, 25 novembre). *La cronología del estallido social de Chile*. Retrieved from https://www.dw.com/es/la-cronolog%C3%ADa-del-estallido-social-de-chile/a-51407726
- El Comercio. (2019, 15 novembre). *Cronología de la epidemia social en Chile*. Retrieved from http://www.elcomercio.com/actualidad/chile-cronologia-estallido-social-protestas.html
- El Commercio. (2020, 1er juillet). ¿Por qué los estudiantes chilenos sabotean el examen de ingreso a la universidad? *MSN*. Retrieved from https://www.msn.com/es-pe/noticias/chile/por-qu%C3%A9-los-estudiantes-en-chile-est%C3%A1n-saboteando-le-test-d'entrée-à-l'université / ar-BBYIEgf
- El Desconcierto. (2019, 3 septembre). *Un estudio muestra que las pensiones en las fuerzas armadas son casi 5 veces más altas que las pagadas por las AFP y las compañías de seguros.* Retrieved from https://www.eldesconcierto.cl/2019/09/03/estudio-demuestra-que-pensiones-de-las-ffaa-son-casi-5-veces-superiores-a-las-que-pagan-las- afp-et-compagnies-d'assurance /
- El Desconcierto. (2019, 31 octobre). *Interponen recusro de amparo contra Sebastián Piñera por la ilegalidad del decreto que declaraba el estado de emergencia.* Retrieved from https://www.eldesconcierto.cl/2019/10/31/interponen-recurso-de-amparo-contra-sebastian-pinera-por-ilegalidad-del-decreto-con-que-se-declaro-estado-de- urgence/
- El Desconcierto. (2019, 15 novembre). *Sólo tres partidos del FA firmaron acuerdo por nueva Constitución: Diputado Boric lo hizo de forma personal*. Retrieved from https://www.eldesconcierto.cl/2019/11/15/solo-tres-partidos-del-fa-firmaron-acuerdo-por-nueva-constitucion-diputado-boric-lo-hizo-de-forma-personal/

- El Dinamo. (2018, 11 septembre). *Respuestas a la disculpa de José Antonio Kast por el golpe « para impedir la revolución marxista »*. Retrieved from https://www.eldinamo.cl/nacional/2018/09/11/las-respuestas-a-la-apologia-de-jose-antonio-kast-al-golpe-para -imminente-la-révolution-marxiste /
- El Dinamo. (2019, 10 novembre). *Chaleco amarillo dispara contra manifestante y se desatan disturbios en Reñaca.* Retrieved from https://www.eldinamo.cl/nacional/2019/11/10/john-cobin-chaleco-amarillo-dispara-contra-manifestante-y-se-desatan-disturbios-en -renaca /
- El Economista america. (2018, 16 mars). *Le gouvernement de Piñera refuse de modifier la Constitution de Pinochet*. Retrieved from https://www.eleconomistaamerica.cl/politica-eAm-cl/noticias/9010009/03/18/El-obierno-de-Pinera-se-niega-a-cambiar-la -Constitution-de-Pinochet.html
- El Mostrador. (2018, 18 janvier). *El empresariado celebra: el Tribunal Constitucional se pronuncia contra las nuevas competencias de Sernac incluidas en el proyecto de ley*. Retrieved from https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2018/01/18/celebra-el-empresariado-tribunal-constitucional-falla-en-contra-del-nuevas-atribuciones -pour-le-sernac-inclus-dans-le-projet-de-loi /
- El Mostrador. (2019, 20 octobre). *Animos al rojo vivo : La polarización en la Cámara de Diputados marcó la sesión en la que se aprobó la reducción de la tasa de transporte.* Retrieved from https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2019/10/20/animos-al-rojo-vivo-polarizacion-en-la-camara-de-diputados-marco -la-session-au-cours-de-laquelle-la-reduction-du-tarif-de-transport-a-ete-approuvee /
- El Mostrador. (2019, 21 novembre). *Jaime Mañalich: "Nuestro sistema de salud es uno de los mejores y más eficientes del mundo".* Retrieved from https://www.elmostrador.cl/dia/2019/11/21/jaime-manalich-nuestro-sistema-de-salud-es-uno-de-los-mejores-y -la-plus-efficace-de-la-planète /
- El Mostrador. (2019, 26 décembre). *Los datos finales de la histórica consulta ciudadana organizada por la Asociación Chilena de Municipios.* Retrieved from https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2019/12/26/los-datos-finales-de-la-

historica-consulta-ciudadana-organizada-por-la-asociacion-chilena-de-municipalidades/

- Ferrer, C. (2019, 19 octobre). Presidente Piñera suspende alza de tarifa de Metro, pero condena "brutal violencia delictual" en manifestaciones. *Emol.* Retrieved from https://www.emol.com/noticias/Nacional/2019/10/19/964906/Pinera-suspende-alza-tarifa-Metro.html
- Flores, J. (2019, 22 octobre). Piñera se disculpa y anuncia la agenda social: Aumento de las pensiones, del seguro de salud y de los impuestos a los ricos. *BioBioChile*. Retrieved from https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2019/10/22/pinera-pide-perdon-y-anuncia-agenda-social-alza-de-pensiones-seguros-de-salud-e- rich-tax.shtml
- Fontaine, J. (2018, 5 juin). Chili: «On parlera de cette« révolution féministe »dans les livres d'histoire». *Libération*. Retrieved from https://www.liberation.fr/planete/2018/06/05/chili-on-parlera-de-cette-revolution-feministe-dans-les-livres-d-histoire_1656831
- Fontaine, J. (2019, 4 décembre). Mensajes sociales anunciados en Chile: "No nos calmará con eso". *RFI*. Retrieved from https://www.rfi.fr/fr/ameriques/20191204-mesures-sociales-chili-pinera-est-pas-ca-va-nous-calmer-manifestations
- Fossa, L., Herrero, V., et Higuera, C. (2019, 13 novembre). FF.AA. rechazan un nuevo estado de emergencia, obligando a Piñera a recurrir a policías retirados para un programa de seguridad. *Interferencia*. Retrieved from https://interferencia.cl/articulos/ffaa-se-niegan-nuevo-estado-de-emergencia-obligando-pinera-recurrir-policias-retirados
- Franklin, J. (2019, 30 octobre). Chile protesters: 'We are subjugated by the rich. It's time for that to end'. *The Gardian*. Retrieved from https://www.theguardian.com/world/2019/oct/30/chile-protests-portraits-protesters-sebastian-pinera
- Guerra, I. (2019, 25 octobre). Marcha histórica: Más de un millón de personas se manifestaron en Santiago a una semana del estallido social. *Emol*. Retrieved from https://www.emol.com/noticias/Nacional/2019/10/25/965445/Marcha-historica-millon-Santiago-estallido.html

- HuffPost. (2019, 20 novembre). *La police chilienne suspend l'utilisation de munitions controversées*. Retrieved from https://www.huffingtonpost.fr/entry/chili-police-crise-sociale_fr_5dd4de8fe4b010f3f1cf8a0a
- Ilabaca, J. (2020, 17 juin). Fraude en el registro de viviendas sociales: se aumentan artificialmente los ingresos para que las familias no tengan acceso al IFE. *La Izquierda Diario*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Fraude-en-el-Registro-Social-de-Hogares-Ingresos-se-elevan-artificialmente-para-que-familias-no
- Jara, C. (2020, 4 mars). *Solicitud de inhabilitación del diputado Esteban Velásquez y Piñera por deficiencia mental: "El Presidente pone en peligro a la sociedad"*. El Desconcierto. Retrieved from https://www.eldesconcierto.cl/2020/03/04/diputado-esteban-velasquez-y-la-solicitud-de-inhabilitacion-por-impedimento-mental-a-pinera-el- Presidente-pone-en- danger pour la société /
- La Izquierda Diario. (2019, 5 novembre). *Ils déposent une plainte pénale contre Sebastián Piñera pour crimes contre l'humanité*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Presentan-querella-criminal-contra-Sebastian-Pinera-por-delitos-de-lesa-humanidad
- La Izquierda Diario. (2020, 9 février). *Conoce las diferencias entre la Convención Constituyente/Mixta y la Asamblea Constituyente Libre y Soberana*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Conoce-las-diferencia-entre-Convencion-Constituigencia-Mixta-y-Asntación-Constituigencia-Libre-y
- La Izquierda Diario. (2020, 31 mars). *¡Están disfrutando de nuestras vidas! 9.500 millones de dólares ganados por los Isapers en 2019*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Lucran-con-nuestras-vidas-9-500-millones-ganaron-las-Isapres-el-2019
- La Izquierda Diario. (2020, 31 mars). *Mercenarios: En medio de la pandemia de las Isapres, aumentan el precio de sus planes*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Mercenarios-En-medio-de-pandemia-Isapres-suben-precio-de-sus-planes

  La Izquierda Diario. (2020, 31 mars). *Para no creerlo: Hospital Clínico de la Chile despide a 200 profesionales en medio de pandemia*. Retrieved from http://www.laizquierdadiario.cl/Para-no-creerlo-Hospital-Clinico-de-la-Chile-despide-a-200-profesionales-en-medio-de-pandemia

- Lange, M. (2014, 17 juin). La colusión estrangula el mercado farmacéutico chileno. *PanAm Post*. Retrieved from https://panampost.com/malgorzata-lange/2014/06/17/collusion-strangles-chiles-pharmaceutical-market/
- La Tercera. (2019, 19 octobre). *¿Cuál es el significado del estado de emergencia declarado por el presidente?* Retrieved from https://www.latercera.com/nacional/noticia/estado-de-emergencia-decretado-por-el-Presidente / 868299 /
- La Tercera. (2019, 8 novembre). *Los detalles del acuerdo con el que Briones logró desbloquear la reforma fiscal*. Retrieved from https://www.latercera.com/pulso/noticia/los-detalles-del-acuerdo-con-que-briones-logro-destrabar-la-reforma-tributaria/893543/
- La Tercera. (2019, 14 novembre). *Chile deja de ser el país menos riesgoso de América Latina.* Retrieved from https://www.latercera.com/pulso/noticia/chile-deja-pais-menos-riesgoso-america-latina/901442/
- Le Figaro. (2019, 29 octobre). *Chili: Grève à la plus grande mine de cuivre au monde, en soutien à la contestation*. Retrieved from https://www.lefigaro.fr/international/chili-greve-a-la-plus-grande-mine-de-cuivre-au-monde-en-soutien-a-la-contestation-20191029
- Le Figaro. (2019, 22 novembre). *Chili: Nouveaux incidents violents lors de manifestations*. Retrieved from https://www.lefigaro.fr/flash-actu/chili-nouveaux-incidents-violents-lors-de-manifestations-20191122
- Le Figaro. (2020, 9 juillet). *Chili : les députés votent en faveur du droit à puiser dans l'épargne-retraite*. Retrieved from https://www.lefigaro.fr/flash-eco/chili-les-deputes-votent-en-faveur-du-droit-a-puiser-dans-l-epargne-retraite-20200709
- Legrand, C. (2010, 18 janvier). Piñera, le Président milliardaire. *Le Monde.* Retrieved from https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/01/18/pinera-le-president-milliardaire_1292975_3222.html
- Le Monde. (2019, 10 novembre). *Face à la crise sociale, le Président chilien accepte de modifier la Constitution.* Retrieved from https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/10/face-a-la-crise-sociale-le-president-chilien-accepte-de-toucher-a-la-constitution_6018669_3210.html
- Le Monde. (2019, 18 novembre). *Chili: Pour la première fois, le Président reconnaît "un recours excessif à la force" contre les manifestants*. Retrieved

from https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/18/chili-le-president-pinera-condamne-les-violences-policieres_6019526_3210.html

- Le Monde. (2020, 17 janvier). *Chili toujours dans l'incertitude, après les débuts de la crise sociale.* Retrieved from https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/17/le-chili-toujours-dans-l-incertitude-trois-mois-apres-le-debut-de-la-crise-sociale_6026373_3210.html
- Lepe, N. (2019, 11 septembre). "Chile se salvó de ser como es hoy Venezuela": dura condena en redes sociales a inserto que reivindica el golpe de Estado. *Chili Publimetro*. Retrieved from https://www.publimetro.cl/cl/social/2019/09/11/mercurio-inserto-reacciones-redes-sociales.html
- L'Express. (2019, 23 novembre). *Chili: Recrudescence des violences, l'exécutif intimé au calme*. Retrieved from https://www.lexpress.fr/actualites/1/actualite/chili-recrudescence-des-violences-l-executif-appelle-au-calme_2108656.html
- L'Express. (2020, 24 février). *Chile: violentes manifestaciones durante el festival de música en Viña del mar*. Retrieved from https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-sud/chili-violentes-manifestations-lors-d-un-festival-de-musique-a-vina-del-mar_2119154.html
- L'Obs. (2019, 28 novembre). *Chili: Des manifestants prennent d'assaut un grand centre commercial à Santiago*. Retrieved from https://www.nouvelobs.com/monde/20191128.AFP9436/chili-des-manifestants-prennent-d-assaut-un-grand-centre-commercial-a-santiago.html
- Maritano, AP (2020, 17 janvier). Chile - El Congreso aprueba la ley anti-barricada y anti-bloqueo. *Diario juridico*. Retrieved from https://www.diariojuridico.com/chile-congreso-despacha-ley-antibarricada-y-antibloqueo/
- Martens, F. (2020, 14 janvier). Frente Amplio presenta querella contra el Presidente Piñera por presuntos delitos de lesa humanidad. *Emol*. Retrieved from https://www.emol.com/noticias/Nacional/2020/01/14/973414/Frente-Amplio-presenta-querella-DDHH.html
- Martorell, M. (2019, 9 septembre). ¿Cómo se enseña la dictadura de Pinochet en los institutos chilenos? *El Diario de la educación*. Retrieved from https://eldiariodelaeducacion.com/2019/09/09/como-se-ensena-la-dictadura-de-pinochet-en-los-institutos-de-chile/

- Meunier, F. (2019, 12 octobre). Retraites: Le modèle chilien est en crise. *Telos*. Retrieved from https://www.telos-eu.com/fr/economie/retraites-le-modele-chilien-est-en-crise.html
- Meynial, C. (2019, 16 novembre). Chili: Le mouvement s'attaque à l'économie . *Le Point*. Retrieved from https://www.lepoint.fr/monde/chili-le-mouvement-s-attaque-al-economie-16-11-2019-2347789_24.php
- Mileno 2020. (2020, 13 juin). *Chile. El ministro de salud renuncia por los cambios en el número de coronavirus.* Retrieved from https://www.milenio.com/internacional/latinoamerica/chile-ministro-salud-renuncia-damientos-cifras-coronavirus
- Miño, R. (2019, 29 octobre). Consejos de ciudadanos: ¿qué son, para qué sirven y quién puede participar en la actividad? *meganoticias.cl*. Retrieved from https://www.meganoticias.cl/nacional/280592-que-es-un-cabildo-ciudadano-dialogos-ciudadanos.html
- Molina, P. (2019, 19 octobre). El día de las manifestaciones en Santiago que llevaron al Presidente Piñera a suspender la subida del precio del metro. *BBC News World* . Retrieved from https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-50112071
- Montero, F. (2019, 24 juillet). Se deroga la Ley Reservada del Cobre: Puntos clave del nuevo sistema de financiación de las fuerzas armadas. enviado por el Congreso. *El Mostrador*. Retrieved from https://www.elmostrador.cl/noticias/pais/2019/07/24/se-deroga-la-ley-reservada-del-cobre-congreso-despacha-a-ley -le-nouveau-système-de-financement-de-la-ffaa /
- Monzón, C. (2019, 20 octobre). « Nuestro país es un verdadero oasis »: la frase de Piñera que es recordada por la prensa española tras estallido social. *Publimetro.* Retrieved from *https://www.publimetro.cl/cl/social/2019/10/20/pinera-chile-crisis-estallido-social-santiago-oasis-latinoamerica-el-pais-redes-sociales.html*
- NORTESUR. (2019, 1er novembre). *Chile: Denuncian a Piñera por delitos de lesa humanidad.* Retrieved from https://nortesur.media/2019/11/01/chile-denuncian-a-pinera-por-delitos-de-lesa-humanidad/
- Ordenes, F. (2020, 7 février). *El Grupo Luksic financió costosos estudios militares y becas en los Estados Unidos. El Universal Chile*. Retrieved from

https://eluniversal.cl/content/9455/grupo-luksic-financio-costosos-estudios-y-becas-de-militares-en-eeuu

- Paz, M. (2011, 9 août). Qu'est-ce que le principe de subsidiarité? - Los Hijos de Mafalda. *Le Monde diplomatique*. Retrieved from https://www.lemondediplomatique.cl/apunte-no-i-que-es-el-principio-de-subsidiardades-por-mario-paz-los-hijos-de.html
- Portales, P. (2020, 22 mai). Un gouvernement sans opposition. *Rebelión.* Retrieved from https://rebelion.org/un-gobierno-sin-oposicion/
- Ravest F. (2019, 14 novembre). Le printemps chilien : la fin du modèle néolibéral ? *Le Grand Continent*. Retrieved from https://legrandcontinent.eu/fr/2019/11/14/le-printemps-chilien-la-fin-du-modele-neoliberal/
- Rivera, V. (2019, 25 octobre). Un soldado del ejército ha sido detenido desde el domingo por negarse a participar en el estado de emergencia. *La Tercera*. Retrieved from https://www.latercera.com/nacional/noticia/soldado-del-ejercito-esta-detado-de-sunday-refusing-participar-del-estatado-emergencia/877377/
- Salamanque, Y. (2020, 23 juillet). El Congreso chileno aprueba la histórica reforma del 10% de las jubilaciones anticipadas. *France 24*. Retrieved from https://www.france24.com/es/20200723-chile-senado-apricación-el-retiro-anticipado-de-pensiones-en-medio-de-la-pandemia-de-covid-19
- Sepúlveda, L. (décembre 2019). Chili, l'oasis asséchée, *Le Monde diplomatique.*
- Simon, R. (2019, 11 décembre). The Enduring Myth of the "Non-Corrupt" Military. *Americas Quarterly*. Retrieved from https://www.americasquarterly.org/article/the-enduring-myth-of-the-non-corrupt-military/
- Taub, A. (2019, 3 novembre). Chile Woke Up': Dictatorship's Legacy of Inequality Triggers Mass Protests. *Le New York Times* . Retrieved from https://www.nytimes.com/2019/11/03/world/americas/chile-protests.html
- Tejeda, J. (2015, 18 mai.). Chili, la oligarquía familiar. *El Mostrador*. Retrieved from https://www.elmostrador.cl/noticias/opinion/2015/05/18/chile-la-oligarquia-familiar/
- Tele Sur (2019, 23 octobre). *Denuncian la detención "ilegal" de tres jóvenes líderes chilenos*. Retrieved from https://www.telesurtv.net/news/chile-juventudes-comunistas-detencion-dirigentes-20191023-0003.html

- T13. (2019, 27 octobre). *La cronología del estallido social en Chile, según la agencia AFP.* Retrieved from https://www.t13.cl/noticia/nacional/la-cronologia-del-estallido-social-chile-segun-agencia-afp
- T13. (2019, 15 novembre). *La explicación del Partido Comunista (PC) para no firmar el acuerdo por Nueva Constitución*. Retrieved from https://www.t13.cl/noticia/politica/la-razon-del-pc-no-firmar-acuerdo-nueva-constitucion
- Ulloa, A. (2019, 3 avril). Pérdida de gratuidad y la necesidad de reconstruir movimiento estudiantil para luchar. *El Desconcierto*. Retrieved from https://www.eldesconcierto.cl/2019/04/03/perdida-de-gratuidad-y-la-necesidad-de-reconstruir-movimiento-estudiantil-para-luchar/
- Urquieta, C. (2019, 31 octobre). Carabineros reporta 947 soldados heridos sin dar detalles de las heridas de 786. *CIPER Chili* . Retrieved from https://ciperchile.cl/2019/10/31/carabineros-informa-que-947-efectivos-han-sido-heridos-y-no-entrega-detalles-de-las-lesiones-de-786-de-ellos/
- Vicuña M. (2019, 25 octobre). « Au Chili, « la télé ment » et les Chiliens le voient ». *Arrêt sur images.* Retrieved from https://www.arretsurimages.net/articles/au-chili-la-tele-ment-et-les-chiliens-le-voient
- Villarroel, M. (2019, 20 octobre). "Chile se quema y el come pizza": medio italiano critica a Piñera por ir a cumpleaños durante crisis. *BioBioChile*. Retrieved from https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2019/10/20/chile-se-quema-y-el-come-pizza-medio-italiano-critica-a-pinera-por-celebrar-cumpleanos-familiar.shtml
- Villiers-Moriamé, A. (2020, 24 juillet). Covid-19: Les Chiliens obtiennent le droit de puiser dans leur épargne-retraite. *Le Monde*. Retrieved from https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/07/24/covid-19-les-chiliens-obtiennent-le-droit-de-puiser-dans-leur-epargne-retraite_6047211_3234.html
- 24Horas. (2019, 13 novembre). *Parlamentarios no llegan a acuerdo sobre el mecanismo para llegar a nueva Constitución.* Retrieved from https://www.24horas.cl/politica/parlamentarios-no-llegan-a-acuerdo-sobre-el-mecanismo-para-llegar-a-nueva-constitucion-3725094
- 24horas. (2020, 26 mars). *¿Cuáles son las diferencias entre una convención constitucional mixta, una convención constitucional y una asamblea constituyente?*

Retrieved from https://www.24horas.cl/data/que-diferencia-hay-entre-una-convencion-mixta-constitucional-una-convencion-constitucional-y-una-asntación-constituleza -3728451

Sites internet :

- Anthropologie du présent. (2009). *"Le temps des émeutes": Réactions, débarquements, comptes-rendus*. Retrieved from https://berthoalain.com/2009/10/15/le-temps-des-emeutes-sommaire-et-reactions/
- Beytía, P. (2014). *Segregación urbana: la "otra" desigualdad de Chile.* Retrieved from the website of Ciudades sostenibles https://blogs.iadb.org/ciudades-sostenibles/es/la-otra-desigualdad-de-chile/
- Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. (2015). *Ley N°20.840, pone fin al sistema electoral binominal creando un sistema proporcional inclusivo.* Retrieved from https://www.bcn.cl/leychile
- Biblioteca del Congreso Nacional de Chile. (2019). *Ley General de Educación.* Retrieved from https://www.bcn.cl/leychile
- Human Rights Watch. (2019). *Chile : Llamado urgente a una reforma policial tras las protestas*. Retrieved from https://www.hrw.org/es/news/2019/11/26/chile-llamado-urgente-una-reforma-policial-tras-las-protestas
- INDH. (2020). *Archivo de reportes de estadisticas*. Retrieved from https://www.indh.cl/archivo-de-reportes-de-estadisticas/
- Memoria Chilena Bibliothèque nationale du Chili (s.d.). *"Les sept modernisations".* Retrieved from http://www.memoriachilena.gob.cl/602/w3-article-93006.html
- Ministerio de Educación. (2020, 8 mai). *Gratuidad en la educación superior.* Retrieved from https://www.chileatiende.gob.cl/fichas/43203-gratuidad-en-la-educacion-superior-2018
- Moyou, E. (2019). *Taux de pauvreté au Chili 2011-2017*. Retrieved from the website of Statista https://fr.statista.com/statistiques/1006480/taux-pauvrete-chili/
- OCDE. *Inégalité de revenu*. Retrieved from http://data.oecd.org/fr/inequality/inegalite-de-revenu.htm
- Universidad de Chile. (2018). *Declaración de la Mesa del Senado Universitario:*

"El lucro en la educación superior y el Tribunal Constitucional". Retrieved from https://uchile.cl/noticias/142125/declaracion-lucro-en-educacion-superior-y-tribunal-constitucional

Vidéos :

- *Amnistía Internacional en Chile: informe completo* [vidéo]. (2019). Chili : T13. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=--fM5iihruM
- *El "día de furia" de ministro Mañalich: Increpó a periodista de El Mercurio* [vidéo]. (2013). Chili : hora20. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=3xsuqFdBktc
- Fuentes, C. (Co-Directectrice), & Valdeavellano, R. (Co-dorirectrice). (2015). *Chicago Boys*. Chile.
- *Gobierno rechaza informe de Amnistía Internacional: « Incluye aseveraciones irresponsables »* [vidéo]. (2019). Chili : 24horas. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=0yc25w-H384
- *Mañalich: 'Un Virus Buena Persona'* [vidéo]. (2020). Chili : 24horas. Retrieved from https://www.youtube.com/watch?v=fNaYdyVEFxw

Annexes

Annexe 1 :

Nom	Lieu	Date	Motif
Manifestations de Londres	Londres	2010-2011	Hausse frais de scolarité
Printemps érable	Québec	2012	Hausse frais de scolarité
#Yosoy132	Mexique	2012	Collusion médiatique
Révolte du Vinaigre	Brésil	2013	Augmentation du prix des bus étendues à des revendications plus larges, principalement organisation de la Coupe du monde de football
15M ou mouvement des indignés	Madrid	2011	Conséquences crise économique espagnole
Mouvement des parapluies	Hong Kong	2014	Projet de limite du suffrage universel

Annexe 2 : Grille d'entretien

⇨ Présentation

- Peux-tu te présenter ? Nom, prénom, âge, études, origine, quartier.
- Comment finances-tu tes études ?
- Participes-tu régulièrement aux manifestations ?
- As-tu participé à des manifestations avant le mouvement social ayant débuté en octobre?

⇨ Revendications

- Pourquoi participes-tu aux manifestations ? Quelles sont tes revendications ?
- Que dirais-tu au Président Piñera si tu pouvais t'adresser directement à lui à cet instant ?
- Quels changements particuliers désires-tu voir dans la société chilienne ?
- Concernant le système éducatif, quelles dispositions désires-tu voir adoptées ?
- Selon toi, quelles sont les causes de la situation actuelle au Chili ?
- Connais-tu des étudiants contre le mouvement ? Quelles raisons te donnent-ils ? Que leur réponds-tu ?
- Quel est ton slogan préféré ?

⇨ Vision du monde

- Quelle serait une société idéale selon toi ? Quelles seraient les mesures à adopter pour y tendre ?
- Comment changer le monde ?
- Le mouvement appelle à davantage de dignité. Quel sens, quelle définition donnes-tu à ce mot ?
- Quelle est ta vision de la démocratie ? Quel est ton opinion concernant la démocratie au Chili ?
- Que signifie pour toi être heureux ? Bien vivre ?
- Un autre monde est-il possible selon toi ? Fondé sur quelles valeurs ? Quels principes ?
- Quelles sont tes valeurs ? Arrives-tu à vivre en adéquation avec elles ? Quelles difficultés rencontres-tu au quotidien ?
- Qu'est-ce que la participation aux manifestations a apporté dans ta vie ? A-t-elle

suscité une nouvelle manière de penser chez toi ? De croire ? De se comporter dans la vie quotidienne ? D'interagir avec les autres ?

⇨ Violence

- Quelle est ton opinion concernant la violence engendrée par les manifestants ?
- Penses-tu qu'elle soit nécessaire/inévitable ?
- Quel type de violence ? humaine ? matérielle ? Contre qui ? Quoi ?
- Que penses-tu des violences adressées aux militaires tels que les cocktails Molotov lancés au visage des deux dames militaires ?

⇨ Forces de l'ordre et forces armées

- Quel est ton avis concernant la répression militaire ? Te fait-elle peur ? Te fait-elle parfois renoncer ou hésiter à aller en manifestation ?
- Quelle est ton opinion concernant les forces de l'ordre ?
- Penses-tu que tous les policiers soient « mauvais » ?
- Que penses-tu de l'acronyme ACAB ?

⇨ Organisation

- Utilises-tu les réseaux sociaux dans le cadre de la lutte sociale ? Lesquels ? A quelle fréquence ? A quoi cela te sert-il ?
- Quelle importance ont les réseaux sociaux dans la lutte selon toi ?
- Peux-tu me décrire une journée de manifestation typique ? Où et quand commences-tu ? Où et quand cela termine ? Qu'y fais-tu ? Que/qui vois-tu ? Quels sentiments ressens-tu ?
- Comment s'organise le mouvement ? Y a-t-il des responsables ? Des leaders ? Y a-t-il un semblant de hiérarchie ? Est-ce une organisation horizontale ?

⇨ Symboles

- Quels sont les symboles du mouvement ? En as-tu recours en manifestation ? Quelles sont les images que tu y vois ?

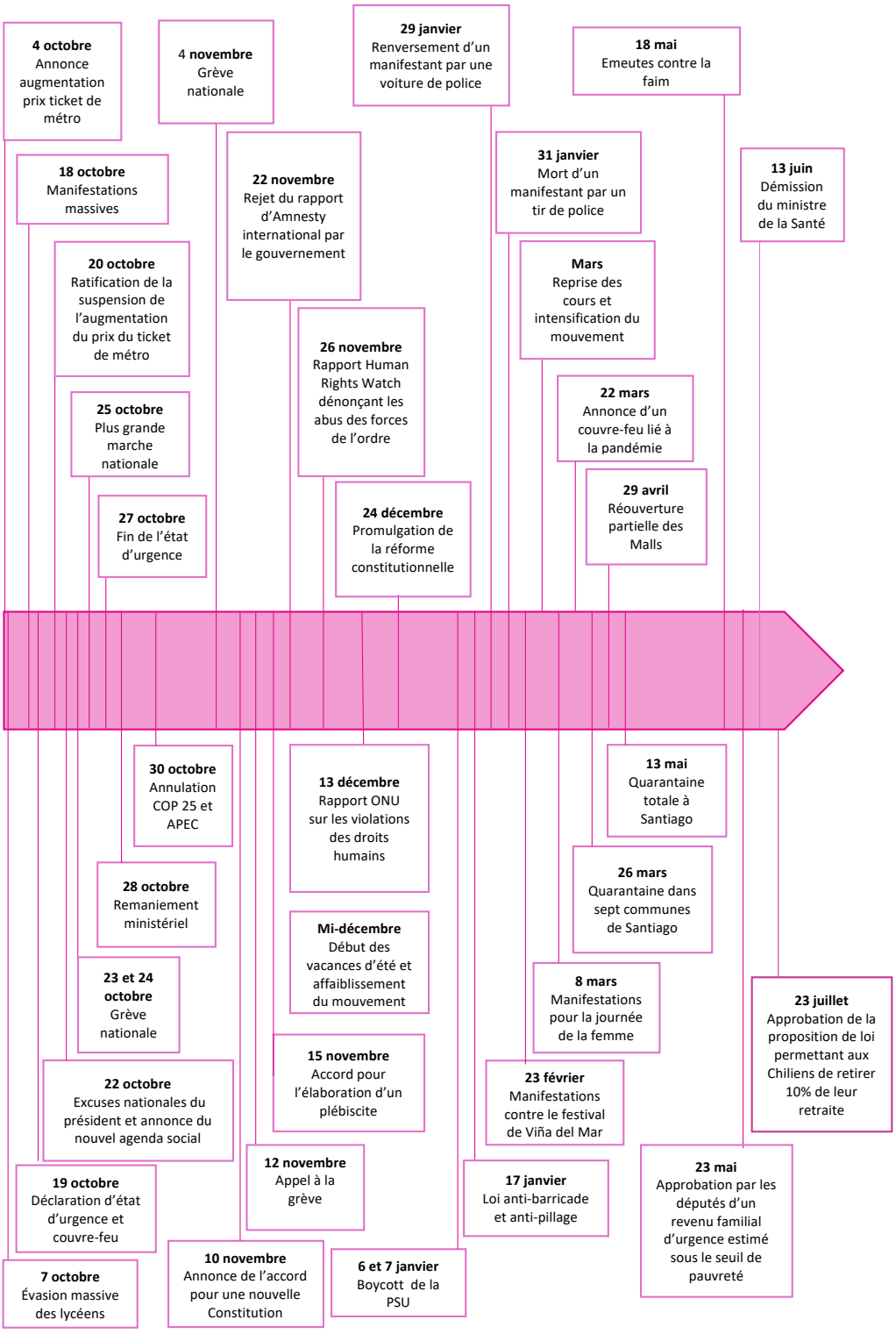
⇨ Lien avec d'autres mouvements

- Te sens-tu proche d'autres mouvements, présents ou passés ?
- As-tu des liens avec d'autres mouvements ? Venant d'autres pays ?

⇨ Confiance envers le politique

- Quel est ton ressenti concernant la politique chilienne ?
- Penses-tu qu'il faille collaborer avec les ONG ? Syndicats ? Partis ?
- Penses-tu qu'il faille s'allier à la politique pour implanter des changements sociaux durables ? Si non, comment faire ?
- Penses-tu que l'on puisse se passer d'intermédiaire politique pour obtenir des transformations concrètes ?

Annexe 3 : Ligne du temps



Annexe 4 : Carte d'identité des étudiants interviewés

Nom	Âge	Études	Profession des parents	Lieu de résidence	Financement des études
Pablo	24	Sociologie	Mère = professeure Père = absent	Nuñoa = Commune moyenne-riche	Bourse de la gratuité + travail étudiant
Maria	24	Assistance sociale	Mère = assistance à l'école maternelle Père = concierge	Puente Alto Commune pauvre et dangereuse	Bourse de la gratuité
Luis	22	Publicité	Mère = vendeuse de nourriture dans une banque Père = relieur (avant militaire)	Renca Commune pauvre et dangereuse	Bourse de la gratuité
Diego	25	Droit	Mère = éducatrice jardin d'enfant Père = ingénieur informatique	Las Condes Commune riche	Parents
Ricardo	29	Programmation	mère = retraitée technicienne paramédicale Père = retraité des forces armées	Maipú Commune moyenne-pauvre	Bourse de recherche
Luisa	31	Pédagogie Mère célibataire d'un enfant	/	Maipú Commune moyenne-pauvre	Prêt étudiant
Tomás	25	Ingénierie minière	Père = professeur Mère = femme au foyer	Maipú Commune moyenne-pauvre	Prêt étudiant + travail étudiant

Résumé :

Octobre 2019 a vu naître au Chili le mouvement le plus important depuis le retour de la démocratie. La hausse du ticket de métro a été la goutte d'eau faisant déborder le vase rempli des frustrations accumulées durant les trente dernières années. Le mouvement, composé essentiellement de jeunes, critique le système néolibéral implanté durant la dictature fragilisant une grande majorité de Chiliens, les ségrégant entre utilisateurs de services publics précaires et utilisateurs de services privés coûteux. Sur base de sept entretiens, ce mémoire s'attache à analyser la critique du système néolibéral et de l'héritage dictatorial par les étudiants d'éducation supérieure chiliens.

Mots-clés : Estallido social, Chili, Mouvement social, Néolibéralisme, Dictature

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)
Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | **www.uclouvain.be/psad**